



# Rapport annuel sur les langues officielles

# 2020-2021



Cette publication est disponible sur demande en médias substitués.

Cette publication est disponible en formats PDF et HTML

à l'adresse suivante :

<https://www.canada.ca/fr/patrimoine-canadien/services/langues-officielles-bilinguisme/publications.html>

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2022

No de catalogue : CH10-2F-PDF

ISSN : 2562-7058

## De la part de la ministre

À titre de ministre des Langues officielles et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, je suis heureuse de présenter le Rapport annuel sur les langues officielles 2020-2021. Le Canada et le monde ont été durement frappés par la pandémie de COVID-19. La crise sanitaire a profondément influencé nos vies et elle continue de toucher tous les secteurs de notre société. Ces dernières années ont également été marquées par les efforts soutenus du ministère du Patrimoine canadien et des institutions fédérales pour continuer de mettre en œuvre l'engagement indéfectible de notre gouvernement à l'égard de la protection et la promotion des deux langues officielles du Canada et du développement des communautés de langue officielle en situation minoritaire.

La pandémie a présenté de nombreux défis, mais aussi des occasions d'innover. L'organisation d'événements virtuels a permis de rejoindre un plus grand nombre de participants, et l'adaptation des programmes et services a permis de répondre aux besoins émergents. Patrimoine canadien a ciblé ses interventions auprès des institutions fédérales afin que la mise en œuvre des fonds d'urgence et la conception des programmes de relance tiennent compte des besoins et des priorités de nos communautés.

L'année 2020-2021 était également la troisième année de mise en œuvre d'un investissement historique de plus de 2,7 milliards de dollars dans les initiatives du *Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023 : Investir dans notre avenir*. Le présent rapport annuel met en lumière les progrès et les résultats des nombreuses initiatives du Plan d'action, ainsi que le travail continu des institutions fédérales en faveur des communautés et de nos deux langues officielles.

Je suis particulièrement fière du travail réalisé dans les dernières années afin de moderniser la *Loi*. Dans le discours du Trône de septembre 2020, le gouvernement s'était engagé à renforcer la *Loi* en tenant compte de la réalité unique du français au pays et des besoins des communautés de langue officielle en situation minoritaire. Cet engagement a été suivi de la publication du document de réforme en février 2021, qui présentait aux Canadiens le programme du gouvernement du Canada pour la modernisation



et le renforcement de la *Loi sur les langues officielles* et de ses instruments connexes. Cet engagement renouvelé a propulsé notre travail vers le dépôt du projet de loi C-13 en mars 2022.

Je vous invite à prendre connaissance de ce rapport pour en savoir davantage sur les réalisations de Patrimoine canadien et de l'ensemble des institutions fédérales en appui aux langues officielles.

L'honorable Ginette Petitpas Taylor

# Table des matières

<b>LISTE DES FIGURES</b>	06
<b>LISTE DES TABLEAUX</b>	07
<b>LISTE DES ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS</b>	08
<b>FAITS SAILLANTS 2020-2021</b>	10
<b>INTRODUCTION</b>	13

## 1

<b>LES LANGUES OFFICIELLES REVIGORÉES DANS LA FONCTION PUBLIQUE FÉDÉRALE</b>	17
1.1 Modernisation de la Loi sur les langues officielles	19
1.2 Accompagnement ciblé des institutions fédérales	20
1.3 Outils	21
1.4 Réseau 42	22

## 2

<b>APPUYER LES FORCES VIVES DES COMMUNAUTÉS</b>	25
2.1 Donner une voix aux communautés	29
2.2 Investir en continu dans le développement économique des communautés	33
2.3 Promouvoir des médias dynamiques, qui informent et relient les communautés	38
2.4 Favoriser le rayonnement culturel	40
2.5 Dynamiser l'immigration francophone	48

# 3

## **RENFORCER L'ACCÈS AUX SERVICES** 53

- 3.1** Appui à l'enseignement dans la langue de la minorité 57
- 3.2** Amélioration de l'accès à la justice 59
- 3.3** Accès aux soins de santé et aux services sociaux dans la langue de la minorité 60
- 3.4** Ententes avec les provinces et les territoires en matière de services dans la langue de la minorité 64

# 4

## **PROMOTION DES LANGUES OFFICIELLES** 67

- 4.1** Appui à l'apprentissage de la langue seconde 70
- 4.2** Favoriser la rencontre et le rapprochement 75

## **CONCLUSION** 79

- Annexe 1** Résumé des investissements du gouvernement en matière de langues officielles 2020-2021 (incluant les initiatives du Plan d'action 2018-2023) 83
- Annexe 2** Dépenses des programmes d'appui aux langues officielles en 2020-2021 par volet 122
- Annexe 3** Dépenses des programmes d'appui aux langues officielles en 2020-2021 par province et territoire 126
- Annexe 4** Dépenses en éducation en 2020-2021 131
- Annexe 5** Effectifs scolaires en 2019-2020 136

# Liste des figures

<b>Figure 1</b>	Faits saillants 2020-2021	10
<b>Figure 2</b>	Principaux mécanismes de concertation interministérielle par région	23
<b>Figure 3</b>	Appuyer les forces vives des communautés : nouveaux investissements du Plan d'action 2018-2023	26
<b>Figure 4</b>	Rendu artistique du nouveau centre culturel et communautaire au Foyer Richelieu Welland	34
<b>Figure 5</b>	Quelques chiffres clés et du Conseil des arts du Canada aux artistes des communautés en 2020-2021	45
<b>Figure 6</b>	Renforcer l'accès aux services : nouveaux investissements du Plan d'action 2018-2023	54
<b>Figure 7</b>	Promotion des langues officielles : nouveaux investissements du Plan d'action 2018-2023	69
<b>Figure 8</b>	Hausse du nombre d'inscriptions aux programmes d'immersion française offerts à l'extérieur du Québec depuis 2003	78

# Liste des tableaux

<b>Tableau 1</b>	Résumé des investissements du gouvernement en matière de langues officielles en 2020-2021	85
<b>Tableau 2</b>	Dépenses des programmes d'appui aux langues officielles de patrimoine canadien — total global	123
<b>Tableau 3</b>	Dépenses du programme développement des communautés de langue officielle par volet	123
<b>Tableau 4</b>	Dépenses du programme mise en valeur des langues officielles par volet	125
<b>Tableau 5</b>	Dépenses des programmes d'appui aux langues officielles par province et territoire	127
<b>Tableau 6</b>	Dépenses du programme développement des communautés de langue officielle par province et territoire	128
<b>Tableau 7</b>	Dépenses du volet « vie communautaire » du programme développement des communautés de langue officielle par province et territoire	129
<b>Tableau 8</b>	Dépenses du programme mise en valeur des langues officielles par province et territoire	130
<b>Tableau 9</b>	Répartition des dépenses en éducation — appui aux gouvernements provinciaux et territoriaux	132
<b>Tableau 10</b>	Répartition des dépenses en éducation — appui aux organismes	133
<b>Tableau 11</b>	Dépenses en éducation dans la langue de la minorité par province et territoire — collaboration intergouvernementale	134
<b>Tableau 12</b>	Dépenses en apprentissage de la langue seconde par province et territoire — collaboration intergouvernementale	135
<b>Tableau 13</b>	Effectifs dans les programmes d'enseignement de la langue seconde dans les écoles du système de la majorité — total pour l'ensemble du pays	137
<b>Tableau 14</b>	Effectifs dans les programmes d'enseignement de la langue seconde dans les écoles d'éducation de la majorité par province ou territoire	138
<b>Tableau 15</b>	Effectifs des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité — ensemble du pays	140
<b>Tableau 16</b>	Effectifs des programmes d'enseignement dans la langue de la majorité par province ou territoire	140

# Liste des acronymes et abréviations

**REMARQUE : LES ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS UTILISÉS DANS CE DOCUMENT ONT POUR BUT D'EN FACILITER LA LECTURE**

ACUFC	Association des collèges et universités de la francophonie canadienne
APECA	Agence de promotion économique du Canada atlantique
ASPC	Agence de la santé publique du Canada
CanNor	Agence canadienne de développement économique du Nord
CBC	Canadian Broadcasting Corporation
CDETNO	Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest
CHSSN	Community Health and Social Services Network
CMA	Congrès mondial acadien
CMEC	Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)
CNA	Centre national des Arts
CNFS	Consortium national de formation en santé
CRTC	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes
DEO	Diversification de l'économie de l'Ouest Canada
DGLO	Direction générale des langues officielles
IDEEN	Inclusion diversifiée et évolution économique dans le Nord
ELAN	English-Language Arts Network
FAAFC	Fédération des aînées et aînés francophones du Canada
FARR	Fonds d'aide et de relance régionale
FCCF	Fédération culturelle canadienne-française
FCFA	Fédération des communautés francophones et acadienne
FJCF	Fédération de la jeunesse canadienne-française
FEGC	Femmes et Égalité des genres Canada
Fonds d'urgence	Fonds d'urgence relatif à la COVID-19 pour soutenir les organismes chargés de la culture, du patrimoine et du sport
FedDev Ontario	Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario
FedNor	Initiative fédérale de développement économique dans le Nord de l'Ontario
FRIC	Front des réalisateurs indépendants du Canada
FSEN	Fonds de soutien aux entreprises du Nord
GRC	Gendarmerie royale du Canada
IDE	Initiative de développement économique
IRCC	Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada
ISDE	Innovation, Sciences et Développement économique Canada
Loi ou LLO	<i>Loi sur les langues officielles</i>
Plan d'action	<i>Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023 : Investir dans notre avenir</i>
PLOS	Programme de contribution pour les langues officielles en santé

Protocole d'entente relatif à l'enseignement	Protocole d'entente relatif à l'enseignement de la langue de la minorité et à l'enseignement de la langue seconde
QCGN	Quebec Community Groups Network
RDÉE Canada	Réseau de développement économique et d'employabilité Canada
RIF	Réseaux en immigration francophone
S.O.	Sans objet
SPAC	Services publics et Approvisionnement Canada
SSF	Société Santé en français
UOF	Université de l'Ontario français
Y4Y	Youth for Youth

## Figure 1 : Faits saillants 2020-2021

# 20% ↑

Financement stabilisé pour la majorité des organismes en 2020-2021 après la bonification de 20 % en 2018-2019 les augmentations ciblées additionnelles en 2019-2020

# 227 M\$

octroyés aux gouvernements provinciaux et territoriaux pour appuyer l'enseignement dans la langue de la minorité

# 14

communautés francophones en situation minoritaire ont mis en œuvre l'initiative des Communautés francophones accueillantes visant à favoriser l'accueil et l'établissement des nouveaux arrivants d'expression française dans ces communautés

# 28% ↑

d'augmentation des immigrants francophones admis au Canada hors Québec depuis 2019-2020.

STATISTIQUE CANADA A FINALISÉ UN NOUVEAU BLOC DE QUESTIONS AU RECENSEMENT POUR ESTIMER LE NOMBRE D'ENFANTS D'AYANTS DROITS EN MATIÈRE D'INSTRUCTION DANS LA LANGUE DE LA MINORITÉ, À L'ÉCHELON DES RÉGIONS ET DES BASSINS DE RECRUTEMENT SCOLAIRE

PUBLICATION DU DOCUMENT DE RÉFORME INTITULÉ « *FRANÇAIS ET ANGLAIS : VERS UNE ÉGALITÉ RÉELLE DES LANGUES OFFICIELLES AU CANADA* » QUI A ÉTÉ LA GENÈSE DU TRAVAIL AYANT MENÉ ULTÉRIEUREMENT AU DÉPÔT DES PROJETS DE LOI C-32 ET C-13 VISANT À MODERNISER ET À RENFORCER LA LLO.

# 26 993 347 \$

soutien financier total du Conseil des arts du Canada aux artistes et organismes artistiques des communautés, une hausse de 17,7 % du financement accordé aux communautés par rapport à l'année précédente

# 500

Près de 500 organismes issus des communautés de langue officielle en situation minoritaire ont reçu un total de 9,6 millions de dollars par l'entremise du Fonds d'urgence pour soutenir les organismes chargés de la culture, du patrimoine et du sport.

**137** projets complétés en financés par Vice-Versa afin d'enrichir la vie des écoles communautaires citoyennes

**42 239** élèves participants

**37**

projets d'infrastructure scolaire et communautaire approuvés

**25,2 M\$**

**174**

écoles francophones hors Québec

CBC/RADIO-CANADA A POURSUIVI LE DÉVELOPPEMENT DE MAURIL, LA TOUTE NOUVELLE PLATEFORME POUR APPRENDRE GRATUITEMENT LE FRANÇAIS ET L'ANGLAIS LANCÉE EN AVRIL 2021

STATISTIQUE CANADA A DÉVELOPPÉ UNE STRATÉGIE DE COMMUNICATION VISANT LES COMMUNAUTÉS, À TRAVERS LE PAYS AFIN D'ATTEINDRE UN TAUX DE RÉPONSE LE PLUS ÉLEVÉ À L'ENQUÊTE SUR LA POPULATION DE LANGUE OFFICIELLE EN SITUATION MINORITAIRE, QUI SERA RÉALISÉE EN 2022 (59 000 PARTICIPANTS)

Lancée en septembre 2020, la plateforme numérique francophone **TV5MONDEplus** offre gratuitement du contenu audiovisuel en français dont environ

**30 %**

provient du Canada

**3 930 000 \$**

supplémentaires afin d'appuyer les étudiants et les nouveaux diplômés faisant face à des défis uniques dont l'annulation de nombreux emplois et stages dans le cadre du programme Jeunesse Canada au travail

**32 000**

Un nombre record de participants à l'événement phase d'IRCC « Destination Canada Forum Mobilité » qui s'est tenu en février 2021 de façon entièrement virtuelle

**2 311 470**

places en garderie

emplois

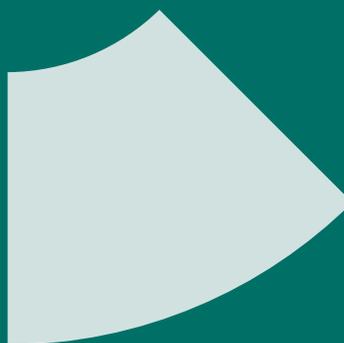
CRÉER GRÂCE AU FINANCEMENT DU PROGRAMME APPUI AU DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE

LE NOMBRE DE FOURNISSEURS DE SERVICES D'ÉTABLISSEMENT FRANCOPHONES EST PASSÉ DE

**50 à 80**



# Introduction





# Introduction

L'année 2020-2021 aura été marquée par la pandémie de COVID-19 qui a eu des impacts sur tous les aspects de la vie des Canadiens, notamment sur nos langues officielles et sur les communautés de langue officielle en situation minoritaire. Le gouvernement du Canada a été à l'écoute des besoins des communautés et a maintenu le dialogue avec leurs représentants, ce qui a permis aux institutions fédérales de concevoir et de mettre en œuvre les fonds d'urgence et les programmes de relance en tenant compte des besoins et priorités des communautés.

Cette année a aussi vu se concrétiser les efforts du gouvernement pour moderniser et renforcer la *Loi sur les langues officielles*. Les consultations auprès des communautés et intervenants, des institutions fédérales et des experts ont mené à la publication en février 2021 d'un document intitulé [\*Français et anglais : vers une égalité réelle des langues officielles au Canada\*](#), qui présentait les intentions et les engagements du gouvernement en vue de la réforme de la Loi et de ses instruments connexes, menant ainsi au dépôt d'un premier projet de loi en juin 2021, puis d'un deuxième en mars 2022.

Enfin, les nouvelles initiatives annoncées en mars 2018 dans le *Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023 : Investir dans notre avenir* (Plan d'action) ont poursuivi leur mise en œuvre dans l'année. Malgré le contexte difficile, le financement accordé par les institutions fédérales suivait les prévisions. Les institutions fédérales ont profité de l'année pour prendre le pouls de la mise en œuvre du Plan d'action en menant un exercice de bilan de mi-parcours auprès des bénéficiaires et des gouvernements provinciaux et territoriaux. L'exercice s'est appuyé sur des rapports des institutions fédérales, mais aussi sur des sondages et des sessions de dialogue avec les communautés.

Cette année encore, la structure du Rapport annuel reprend les grands axes d'intervention mis de l'avant par le Plan d'action. Après un premier chapitre soulignant les faits saillants de la coordination, le Rapport fait état des principales initiatives menées pour appuyer les forces vives des communautés, puis pour renforcer l'accès aux services dans la langue de la minorité. Un dernier chapitre traite de la promotion du français et de l'anglais dans la société canadienne et à l'étranger.



# Les langues officielles revigorées dans la fonction publique fédérale



En 2020-2021, la pandémie a saisi de plein fouet la population canadienne. Elle a touché à de nombreux égards la population canadienne, y compris les communautés. De la distanciation sociale aux activités annulées, jusqu'à la fermeture de commerces et le virage à l'éducation en ligne, les règles sanitaires en vigueur pour freiner la propagation du virus ont perturbé le quotidien de ces communautés, ce qui a ajouté aux défis préexistants. Les organismes les desservant ont également dû s'adapter à ces mesures, entre autres en reportant ou en annulant des activités, en fermant temporairement leurs bureaux ou points de service ou en révisant leur plan d'affaires. Leurs réseaux ainsi fragilisés, les organismes et entreprises ont cependant fait preuve de beaucoup de résilience et de flexibilité pour continuer à appuyer les communautés et à faire la promotion du français et de l'anglais, et ce, malgré les circonstances.

Le gouvernement du Canada a également mis l'épaule à la roue. Il a été à l'écoute des besoins des communautés et des organismes, a maintenu le dialogue avec leurs représentants et a rendu disponible du financement, notamment par l'entremise du [Fonds d'urgence](#) de Patrimoine canadien, et de nombreuses autres mesures en réponse à la pandémie. Le Ministère a également redoublé d'efforts pour rappeler aux institutions fédérales leurs obligations relatives à la partie VII de la *Loi sur les langues officielles (Loi)*, a multiplié les occasions de sensibilisation pour en assurer la mise en œuvre et veiller à l'application de la lentille des langues officielles dans les politiques et les programmes, en plus de créer des outils pour ce faire. Poursuivant également sur la lancée de ces activités, Patrimoine canadien a par ailleurs maintenu ses efforts pour moderniser et renforcer la *Loi*, en continuant à travailler pour appuyer le développement des communautés et la promotion du français et de l'anglais pendant la pandémie, mais également de façon durable dans l'avenir.

### Coordination de la mise en œuvre de l'article 41

L'article 42 de la Loi sur les langues officielles confère à la DGLO la responsabilité de la coordination horizontale du dossier des langues officielles au sein du gouvernement fédéral, notamment sur le plan de la concertation et de l'appui aux institutions fédérales dans la mise en œuvre de la partie VII de la Loi.

C'est dans ce contexte que la Direction générale des langues officielles agit à titre de centre d'expertise auprès de quelque 200 institutions fédérales assujetties à la Loi, afin qu'elles s'acquittent de leurs obligations. Les administrateurs généraux de ces institutions sont responsables de la mise en œuvre de mesures positives liées à la partie VII.

# 1.1 Modernisation de la Loi sur les langues officielles

La Loi est en voie d'être renforcée et modernisée pour refléter la réalité et les besoins linguistiques actuels. Plusieurs moments ont marqué en ce sens l'année 2020-2021. Le discours du trône du 23 septembre 2020 a souligné l'importance de protéger le français non seulement à l'extérieur du Québec, mais au Québec également, reconnaissant l'état inquiétant du français au Canada. La ministre du Développement économique et des Langues officielles a rendu public le 19 février 2021 le document intitulé [Français et anglais : Vers une égalité réelle des langues officielles au Canada](#). Ce document de réforme jette les bases de l'avenir des langues officielles au Canada selon six axes d'interventions prioritaires, proposant un ensemble de mesures législatives, réglementaires et administratives dans l'objectif d'atteindre l'égalité réelle entre nos deux langues officielles.

## Axe d'interventions prioritaires

1. La reconnaissance des dynamiques linguistiques dans les provinces et les territoires et des droits existants en matière de langues autochtones
2. La volonté d'offrir des occasions d'apprentissage des deux langues officielles
3. L'appui aux institutions des communautés de langue officielle en situation minoritaire
4. La protection et la promotion du français partout au Canada, y compris au Québec
5. L'exemplarité du gouvernement du Canada grâce au renforcement de la conformité des institutions fédérales
6. Une loi pour le Canada d'aujourd'hui et de demain : examen périodique de la Loi et de sa mise en œuvre

La ministre du Développement économique et des Langues officielles a déposé le 15 juin 2021 le [projet de loi C-32 : Loi modifiant la Loi sur les langues officielles et apportant des modifications connexes et corrélatives à d'autres lois](#). Le dépôt de ce projet de loi a été une étape, mais à la suite du déclenchement des élections fédérales le 13 août 2021, le projet est mort au Feuilleton. Depuis, le discours du Trône du 23 novembre 2021 a réitéré l'engagement du gouvernement à appuyer les communautés, ainsi qu'à protéger et à promouvoir le français non seulement à l'extérieur du Québec, mais également au Québec. Il a ainsi confirmé son intention de redéposer sa proposition de loi visant l'égalité réelle du français et de l'anglais et le renforcement de la Loi. Un nouveau projet de loi, proposant encore davantage de renforcements et de mesures en appui aux communautés, a été déposé pendant la 44<sup>e</sup> session parlementaire, le [Projet de loi C-13 : Loi visant l'égalité réelle entre les langues officielles du Canada](#).

Le renforcement de la Loi passe aussi par le renforcement et l'élargissement des pouvoirs du Conseil du Trésor et le renforcement de l'étendue des pouvoirs du commissaire aux langues officielles comme prévu dans le document de réforme. Ces pouvoirs accrus de surveillance permettront d'assurer la conformité des institutions fédérales et devraient accroître le niveau de bilinguisme de la fonction publique.

## 1.2 Accompagnement ciblé des institutions fédérales

Dès les premiers jours de la pandémie, Patrimoine canadien s'est affairé à fournir aux institutions fédérales un accompagnement ciblé dans la mise en œuvre de leurs obligations à l'égard de la l'article 41 de la *Loi*. La ministre du Développement économique et des Langues officielles a eu un dialogue régulier avec les intervenants pour prendre les pouls des communautés pendant la pandémie et les comités de gouvernance, dont le Comité des sous-ministres adjoints sur les langues officielles (CSMALO), ont rapidement adopté un mode de fonctionnement virtuel afin de poursuivre, avec un engagement renouvelé, la coordination horizontale des priorités gouvernementales.

Alors que tout l'appareil fédéral se mobilisait pour répondre à la crise, Patrimoine canadien a multiplié les interventions proactives afin de renforcer et systématiser l'application de la lentille des langues officielles dans l'élaboration des politiques et programmes, malgré les circonstances exceptionnelles et le rythme accéléré du déploiement des mesures d'urgence. Une lettre a été envoyée au début de la pandémie par le sous-ministre aux administrateurs généraux des institutions fédérales pour leur rappeler l'importance accrue du respect des obligations liées aux langues officielles.

Patrimoine canadien a aussi organisé plusieurs séances de dialogue virtuelles entre des organismes communautaires et les institutions fédérales afin que les besoins et priorités émergents des organismes soient connus à l'échelle de la fonction publique. Parmi les intervenants invités, la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA) ainsi que le Quebec Community Groups Network (QCGN) sont venus présenter leurs priorités aux institutions fédérales.

### Article 41 : l'engagement fédéral

L'article 41 de la Loi sur les langues officielles énonce l'engagement du fédéral :

- « Favoriser l'épanouissement des minorités francophones et anglophones du Canada et appuyer leur développement »
- « Promouvoir la pleine reconnaissance et l'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne »

Les institutions fédérales ont l'obligation de prendre des mesures positives pour mettre en œuvre cet engagement dans le respect des champs de compétence et des pouvoirs des provinces.

## 1.3 Outils

La pandémie a engendré plusieurs défis pour l'organisation d'événements visant à promouvoir les langues officielles, mais elle a également donné lieu à d'importantes occasions que Patrimoine canadien s'est empressé de saisir. La tenue d'événements virtuels, dans le but de respecter les mesures sanitaires, a notamment permis de réunir de plus grands auditoires, d'un bout à l'autre du pays, maximisant ainsi la portée de la sensibilisation pour un impact plus important. Le succès qu'ont connu ces événements ainsi que les méthodes innovatrices employées auront sûrement une incidence sur la planification des activités de sensibilisation à l'avenir.

Par exemple, lors de la Journée de la dualité linguistique, Patrimoine canadien a organisé une causerie virtuelle sur le thème des langues officielles à l'ère du télétravail qui a réuni plus de 2 200 fonctionnaires. Le Forum sur les bonnes pratiques en matière de langues officielles, organisé par le Conseil du Réseau des champions des langues officielles, Patrimoine canadien et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, en collaboration avec l'École de la fonction publique du Canada, a été tenu en mode virtuel où plus de 2 000 fonctionnaires ont bénéficié de l'échange de pratiques exemplaires entre les institutions fédérales. Patrimoine canadien a aussi organisé une causerie virtuelle réunissant un panel de jeunes francophones de partout au pays pour parler de la diversité de la Francophonie canadienne, de leur fierté et de leurs espoirs, lequel a attiré plus de 800 fonctionnaires et membres du public.

Afin de répondre aux besoins cernés, des outils ont été créés par la DGLO et communiqués à l'ensemble de la fonction publique pour appuyer les institutions fédérales dans la mise en œuvre de leurs obligations en matière de langues officielles. Le [Guide de rédaction des mémoires au Cabinet – Analyse des incidences sur les langues officielles](#), destiné aux institutions fédérales pour faciliter et renforcer les analyses en langues officielles lors de la rédaction de mémoires au Cabinet, a été élaboré en partenariat avec le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) et Justice Canada. Il inclut une grille d'analyse exhaustive contenant une série de questions qui couvrent les parties IV, V, VI et VII de la Loi et qui permettent de tenir compte des incidences sur les langues officielles dans les initiatives gouvernementales. Le Guide a été diffusé aux administrateurs généraux ainsi qu'aux représentants des langues officielles de l'ensemble de la fonction publique, avec, entre autres, l'aide du Bureau du Conseil privé.

La DGLO a de plus élaboré et rendu public l'[Outil d'auto-évaluation des institutions fédérales sur la mise en œuvre de l'article 41 de la Loi sur les langues officielles](#) qui a pour but d'outiller les institutions fédérales afin qu'elles puissent dresser un portrait clair de la mise en œuvre de l'article 41 et déterminer des actions qui pourraient contribuer à améliorer et à renforcer cette mise en œuvre en fonction de leur mandat.

Par ailleurs, le [Recueil de pratiques exemplaires : Promouvoir la pleine reconnaissance et l'usage du français et de l'anglais dans la société canadienne](#), présente des mesures positives exemplaires, mises en œuvre au cours des cinq années antérieures par des institutions fédérales, quelles que soient leurs activités et leur mandat. Ce recueil vise à faire la promotion du français et de l'anglais dans la société canadienne.

## 1.4 Réseau 42

Le Réseau 42 de Patrimoine canadien regroupe des employés d'un bout à l'autre du pays qui mettent en œuvre l'article 42 de la Loi. Le Réseau 42 crée des occasions de dialogues et favorise l'établissement de liens entre les institutions fédérales et les communautés. De plus, il participe à des communautés de pratique et coordonne ou préside une gamme diversifiée de mécanismes de concertation.

Afin de sensibiliser, de responsabiliser et de mobiliser la haute direction des institutions fédérales, le Réseau 42 a entrepris plusieurs actions en collaboration avec des partenaires tels que le sous-ministre de Patrimoine canadien, en tant que championne de la communauté des langues officielles de la fonction publique, le Comité des sous-ministres adjoints en langues officielles ainsi que le Conseil du Réseau des champions des langues officielles. Il s'agit notamment de la création et de la diffusion d'une [vidéo produite par le groupe franco-ontarien Improtéine pour mieux faire connaître la partie VII](#), de mesures positives pour aider les fonctionnaires à devenir des leaders dans la mise en œuvre de l'article 41 de la LLO ainsi qu'un événement de sensibilisation sur le leadership des cadres en langues officielles, durant lequel des administrateurs généraux ont expliqué en quoi les langues officielles sont au cœur des valeurs de la fonction publique et de la société canadienne.

Le Réseau 42 a aussi pris un certain nombre de mesures afin d'assurer une meilleure collaboration et une concertation accrue des communautés de langue officielle en situation minoritaire et des institutions fédérales. Tant à l'administration centrale qu'en région, des groupes communautaires ont été invités à présenter leurs besoins et leurs défis afin de sensibiliser les représentants des institutions fédérales aux priorités des communautés. De même, l'administration centrale et les régions ont participé à diverses activités, de concert avec les acteurs des communautés, telles que des tables de concertation, des rencontres, des assemblées générales annuelles et des groupes de travail, qui leur ont permis de créer des liens et d'informer les institutions fédérales au sujet des activités et des priorités des communautés. Par exemple, au Québec, la région est passée au mode virtuel pour coordonner la rencontre annuelle du Groupe de travail sur les arts, la culture et le patrimoine. Cette rencontre s'est tenue sur deux demi-journées et a réuni plus de 25 représentants de différents ministères fédéraux pour discuter avec des représentants communautaires de ce secteur des enjeux auxquels ils font face.

## Figure 2 : Principaux mécanismes de concertation interministérielle par région





# Appuyer les forces vives des communautés



# 2

## Figure 3 : Appuyer les forces vives des communautés : nouveaux investissements du Plan d'action

**20% ↑**

Financement stabilisé pour la majorité des organismes en 2020-2021 après la bonification de 20% en 2018-2019 les augmentations ciblées additionnelles en 2019-2020

**4**

nouveaux organismes financés à programmation par Patrimoine canadien à partir de 2020-2021

**25**

projets d'infrastructure scolaire et communautaire approuvés

**15,2 M\$**

**33**

projets de radios et journaux communautaires ont été appuyés par le Fonds d'appui stratégique aux médias communautaires.

**7**

radios francophones (sur un total de 27 radios francophones)

**2**

radios anglophones (sur un total de 6 radios anglophones)

**18**

journaux francophones (sur un total de 26 journaux francophones)

**1**

projet conjoint avec les médias communautaires anglophones du Québec, du Quebec Community Newspapers Association, en collaboration avec le English-Language Arts Network (radios)

**5**

journaux anglophones (sur un total de 30 journaux anglophones)

**14**

Par l'entremise du Fonds pour les communautés anglophones du Québec, 14 nouveaux projets pour les communautés d'expression anglaise du Québec ont été financés.

**20**

stages au sein des médias communautaires

### BONIFICATION DU FONDS D'ACTION CULTURELLE COMMUNAUTAIRE

**10**

projets culturels additionnels

**554**

activités culturelles

**828**

école de la minorité

# 552

clients de partout au Canada ont reçu des services de formation linguistique en appui du Parcours d'intégration francophone

## 28% ↑

d'augmentation des immigrants francophones admis au Canada hors Québec depuis 2019-2020.

# 14

communautés francophones en situation minoritaire ont mis en œuvre l'initiative des Communautés francophones accueillantes visant à favoriser l'accueil et l'établissement des nouveaux arrivants d'expression française dans ces communautés

# 2 311 470

places en garderie

emplois

CRÉER GRÂCE AU FINANCEMENT DU PROGRAMME APPUI AU DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE

LE NOMBRE DE FOURNISSEURS DE SERVICES D'ÉTABLISSEMENT FRANCOPHONES EST PASSÉ DE

# 32 000

Un nombre record de participants à l'événement phase d'IRCC « Destination Canada Forum Mobilité » qui s'est tenu en février 2021 de façon entièrement virtuelle

# 50 à 80

Au-delà de ses impacts sur l'ensemble de la société, la COVID-19 a encore amplifié plusieurs défis auxquels font face les communautés dans tous les aspects de leur quotidien. Toutefois, l'analyse des événements de l'année fait plus que jamais ressortir leur dynamisme, leur agilité et leur volonté de poursuivre leur développement. L'année 2020-2021 a été placée sous le signe de la résilience, de la solidarité et de la réinvention.

Comme cela a été le cas dans toutes les sphères de la société, les outils numériques ont joué un rôle déterminant dans le resserrement des liens entre les institutions fédérales et les communautés de langue officielle en situation minoritaire. Plusieurs institutions fédérales ont tiré parti de ce virage obligé pour mieux former leur personnel, ou encore pour faire une plus grande place aux représentants des communautés au sein de différents groupes de travail et de réflexion.

Les consultations en ligne se sont multipliées et ont permis d'impliquer un plus grand nombre de partenaires. Pour ne citer qu'un exemple, à l'automne 2020, dans le contexte du Fonds d'urgence relatif à la COVID-19 pour soutenir les organismes chargés de la culture, du patrimoine et des sports (Fonds d'urgence) mis en place en avril 2020, Patrimoine canadien a tenu une série de séances de discussions et de tables rondes qui ont mobilisé près de 4 000 individus et représentants d'organismes, y compris ceux des communautés de langue officielle en situation minoritaire, en plus de recevoir quelque 1 000 mémoires. Les institutions responsables de la livraison de l'initiative ont aussi mené un sondage auprès des bénéficiaires de la phase 1 du Fonds : les données ainsi recueillies ont permis de mesurer les résultats atteints et elles ont été utilisées dans le cadre de la mise en œuvre de sa phase 2, afin de répondre aux besoins et aux enjeux recensés.

La mise en œuvre du Plan d'action est fondée sur une approche « par et pour », à savoir une démarche qui implique les communautés dans l'ensemble des processus décisionnels et de livraison des initiatives et des projets. On s'assure de cette façon que leurs priorités et leurs intérêts sont toujours pleinement pris en compte. Plus que jamais cette année, cette approche a prouvé sa pertinence. Dans les secteurs plus durement frappés, notamment celui de la culture, les appuis gouvernementaux ont permis de minimiser les impacts de la crise et parfois même d'offrir de nouvelles solutions de rechange. Toutefois, dans d'autres domaines comme le développement social ou la croissance économique, le travail des médias ou encore l'immigration, la quasi-totalité des programmes en cours ont poursuivi leur déploiement et de nouvelles initiatives ont vu le jour, avec les adaptations nécessaires et souvent en formule hybride.

## 2.1 Donner une voix aux communautés

### DE MEILLEURES STRUCTURES POUR DES APPROCHES PLUS CIBLÉES

Le recours au mode virtuel a permis aux institutions fédérales d'améliorer encore leurs liens avec les communautés en leur permettant notamment de joindre de nouveaux publics et d'être plus inclusifs dans les séances de dialogue. Les technologies ont aussi joué un rôle important dans le travail fait au sein même de ces institutions qui a permis de renforcer et de mieux cibler les mesures de sensibilisation au sujet de l'appui aux communautés. Ainsi, en dépit de la charge de travail considérable liée à la pandémie, les formations et les événements en ligne organisés par le Centre d'excellence sur les communautés de langue officielle en situation minoritaire de l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC) ont enregistré des niveaux de participation très élevés. C'est aussi en 2020 qu'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) a créé son Carrefour des langues officielles, un espace de dialogue qui favorise le partage d'informations sur les langues officielles et l'immigration francophone au sein du Ministère. Le Carrefour est vite devenu un outil précieux de collaboration intraministérielle, qui permet de multiplier les contacts entre les joueurs clés en poste au sein des différents programmes, d'optimiser l'utilisation des ressources et de maximiser les résultats pour les communautés.

La généralisation du travail en mode virtuel a également facilité le déploiement rapide de nouvelles initiatives. À Santé Canada, de concert avec ses partenaires du Comité consultatif fédéral du portefeuille de la santé pour les communautés, le Bureau d'appui aux communautés de langue officielle (BACLO) a créé un Groupe de travail sur les données et la recherche portant sur les communautés et la santé. Dans un premier temps, ses membres ont notamment commencé à cartographier toutes les activités de recherche et de collecte de données sur les communautés et la santé réalisées au

cours des cinq dernières années : cet exercice aidera le Ministère à prendre des décisions éclairées quant aux approches et aux initiatives à prioriser pour répondre aux besoins des communautés.

### COLLECTIVITÉS EN QUÊTE D'ÉQUITÉ : COMPRENDRE ET AGIR SUR L'IMPACT DE LA COVID-19

Quelques mois après le début de la pandémie, Femmes et Égalité des genres Canada (FEGC) s'est associé à Patrimoine canadien pour établir un groupe de travail interministériel intitulé « Groupe de travail sur la COVID-19 et les collectivités en quête d'équité » pour comprendre les impacts de la pandémie sur les communautés en quête d'équité, dont les communautés de langue officielle en situation minoritaire. Les représentants de 25 ministères et organismes ont uni leurs efforts dans ce nouvel exemple de collaboration pangouvernementale.

C'est dans ce contexte qu'un organisme comme le Contact interculturel francophone de Sudbury (CIFS), qui offre un soutien aux nouveaux arrivants francophones, a pu exposer comment des inégalités systémiques remettaient en cause sa capacité d'obtenir un financement à long terme pour soutenir ses programmes et ses activités. Concrètement, la démarche a mené FEGC et d'autres ministères à concevoir des initiatives d'intervention et de rétablissement liées à la COVID-19 mieux articulées, pour répondre aux besoins d'une plus grande diversité de clientèles, y compris au sein des communautés de langue officielle.

Enfin, dans le cadre de son *Initiative de citoyenneté numérique*, Patrimoine canadien a invité trois organismes représentants des communautés, la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA), le Quebec Community Groups Network (CQGN) et l'organisme Canadian Parents for French (CPF) à se joindre au groupe de huit membres non gouvernementaux qui siègent à la table du Programme de contributions en matière de citoyenneté numérique. Les membres contribuent à définir les priorités des appels de proposition du Programme. Cet élargissement de la représentation des communautés permet de mieux tenir compte des besoins et des priorités des communautés dans la lutte contre la désinformation, de favoriser la circulation de l'information et d'améliorer les occasions de soumettre un projet pour les divers groupes intéressés.

## DAVANTAGE DE CONSULTATIONS

L'importance du travail de sensibilisation des institutions fédérales effectué par la DGLO tout au long de l'année, notamment sur l'importance de consulter les représentants et les membres des communautés à toutes les étapes de l'élaboration de leurs programmes ou activités, n'est sans doute pas étrangère à l'augmentation marquée du nombre d'initiatives en ce sens prises par les institutions. Pour ne citer que quelques exemples :

- La pandémie a amené Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE) à créer un groupe de travail chargé d'élaborer sa toute première stratégie de consultation auprès des communautés de langue officielle en situation minoritaire, formé de représentants des divers secteurs du Ministère et des agences de développement régional. Le groupe de travail s'est doté de deux comités de suivi qui incluent

des représentants d'organisations comme la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA), le Réseau de développement économique et d'employabilité Canada (RDÉE Canada), les Coopératives et mutuelles Canada (CMC), l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne (ACUFC), le CQGN et Youth Employment and Skills Strategy (YESS). Tous ont contribué à l'élaboration des contenus et des thèmes qui seront abordés lors des rencontres prévues avec les membres des communautés.

- Le Conseil des arts du Canada (CAC) a aussi accordé une attention particulière aux communautés durant l'exercice de mobilisation qui a précédé l'élaboration de son Plan stratégique 2021-2026. Dès la première étape, un sondage en ligne, le Conseil s'est assuré de compter sur la collaboration des réseaux établis de la Fédération culturelle canadienne-française (FCCF) et du English-Language Arts Network (ELAN), afin que les artistes et les organismes des communautés soient au fait de la démarche et nombreux à y répondre. Le Conseil a aussi fait de même lors d'une série de discussions virtuelles qui composaient la seconde étape des consultations.
- En novembre 2020, à la suite du dépôt devant la Chambre des communes du projet de loi C-10, qui modifie la Loi sur la radiodiffusion, Patrimoine canadien a eu des rencontres avec la FCCF, l'Alliance des producteurs francophones du Canada (APFC), et le Quebec English-language Production Council (QEPC) pour mieux comprendre leurs préoccupations et leurs idées face aux changements proposés. Ces échanges et les documents soumis par les organismes ont permis au Ministère de mieux tenir compte des priorités et des besoins particuliers des communautés lors de l'élaboration des modifications proposées au projet de loi.

- Au printemps 2021, dans le cadre d'un projet pilote, le Bureau du directeur général des Élections du Canada (BDGE) a mis en place un mécanisme formel de consultation des communautés de langue officielle. L'objectif est double : d'une part, mieux comprendre les réalités et les expériences de vote des membres des communautés dans la langue officielle de leur choix; d'autre part, discuter de mesures pouvant favoriser leur engagement pour optimiser le plein potentiel de prestation des services électoraux dans les deux langues officielles.

À quelques mois du recensement de mai 2021, Statistique Canada a mis toute son expertise en œuvre et mobilisé ses équipes d'experts dans la finalisation d'un nouveau bloc de questions qui vise à estimer le nombre d'enfants d'ayants droit en matière d'instruction primaire et secondaire dans la langue de la minorité, à l'échelon des régions et des bassins de recrutement scolaire. En parallèle, grâce notamment à l'appui de la DGLO de Patrimoine canadien, qui a mis en place la structure financière de la mise en œuvre du projet, Statistique Canada a poursuivi le processus de planification et de production de l'Enquête sur la population de langue officielle en situation minoritaire de 2022. La dernière édition de cette enquête remonte à 2006 : son renouvellement permettra de mesurer l'évolution de la situation des communautés de langue officielle en fonction d'indicateurs et de thématiques qui reflètent les enjeux actuels, à l'échelon des provinces et des territoires et d'une sélection de régions infraprovinciales. En collaboration avec Patrimoine canadien et d'autres partenaires de l'Enquête, Statistique Canada a aussi établi une stratégie de communication visant les communautés, afin d'atteindre un taux de réponse le plus élevé possible à celle-ci, qui sera réalisée en 2022 et qui devrait toucher 59 000 participants.

## FINANCEMENT DE BASE ET CONSOLIDATION DES ACTIVITÉS

En 2020-2021, après la bonification de 20 % accordée à 276 organismes en 2018-2019, suivie en 2019-2020 d'augmentations ciblées additionnelles pour 139 autres et l'ajout de 25 nouveaux organismes à la liste des bénéficiaires, le financement de base offert aux organismes dans le cadre du Plan d'action par l'entremise des programmes d'appui aux langues officielles est demeuré stable pour la majorité des organismes. Cela dit, cette année, quatre nouveaux organismes ontariens ont reçu un financement de programmation pour la première fois. C'est notamment le cas du Centre communautaire francophone de Sarnia-Lambton, qui a reçu 30 000 dollars pour de nouvelles activités qui visent à renforcer le sentiment d'appartenance des adolescents francophones. Plus au nord, le Contact interculturel francophone de Sudbury, qui offre toute une gamme d'activités sociales et économiques et une programmation culturelle et artistique, a obtenu 20 000 dollars : l'ensemble de ses initiatives contribuent à l'épanouissement des membres de différentes cultures francophones de la région du grand Sudbury.

D'autres initiatives pilotées par différentes institutions fédérales ont elles aussi permis à des organismes, œuvrant dans divers secteurs, de consolider leurs activités. L'Agence de promotion économique du Canada Atlantique (APECA) a joué un rôle particulièrement structurant en octroyant un peu plus de 45 000 dollars à la Société acadienne et francophone de l'Île-du-Prince-Édouard pour qu'elle crée un service de ressources humaines partagées qui sera proposé aux organismes francophones sans but lucratif de l'île. Les services, offerts par un expert, incluront la mise en place de politiques d'embauche, des possibilités de formation

et de perfectionnement en gestion des ressources humaines et la possibilité d'obtenir des réponses à des questions ponctuelles. Une fois mis en œuvre, ce service partagé sera lié à celui déjà mis en place pour les finances et deviendra autosuffisant.

À l'autre bout du pays, Destination Canada a travaillé en étroite collaboration avec la Société de développement de la Colombie-Britannique (SDECB) pour appuyer le développement de l'offre touristique en français un peu partout dans la province. Ensemble, ils ont recensé neuf nouveaux membres du programme des Expériences canadiennes distinctives de Destination Canada qui offrent des services touristiques en français. Ces derniers ont été invités à rejoindre aussi Le Corridor, la plateforme de Réseau de développement économique et d'employabilité Canada (RDÉE Canada), partenaire de Destination Canada, qui fait la promotion de plus de 400 éléments patrimoniaux et produits culturels et touristiques francophones auprès des clientèles d'ici et de l'étranger. Et lorsque la SDECB a organisé un atelier virtuel pour aider les entreprises touristiques francophones à tirer parti des médias sociaux pour joindre leur clientèle, la dissémination de l'information par Destination Canada par l'intermédiaire de ses diverses plateformes a permis à l'organisme d'attirer davantage de participants.

Dans le même esprit, l'Agence canadienne de développement économique du Nord (CanNor) a poursuivi sa collaboration avec le Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest (CDETNO), qui en était à sa deuxième année. Dans l'année, cette initiative triennale, dont le financement s'élève à 285 500 dollars, a permis au CDETNO de créer et d'offrir toute une gamme d'outils et des ateliers de formation aux entrepreneurs et à de jeunes francophones, en partenariat avec d'autres intervenants comme les chambres de commerce et les commissions scolaires. La participation du CDETNO à des activités promotionnelles et à d'autres événements ciblés lui ont permis de toucher des marchés

francophones comme le Québec et la Belgique. Un nouveau protocole d'entente avec Tourisme T.N.-O. lui a ainsi permis d'entreprendre de nouvelles activités de recherche et de marketing ciblées, pour mieux joindre ces clientèles.

Dans un tout autre domaine, Ressources naturelles Canada (RNC) a fait du partage de notre science dans les deux langues officielles un des piliers de son Plan d'action sur les langues officielles. En mars 2021, pendant les Rendez-vous de la Francophonie, l'institution, en collaboration avec l'Université d'Ottawa, a organisé une table ronde nationale sur les pratiques exemplaires et les stratégies qui permettent d'augmenter les impacts des initiatives de communication scientifique. Un atelier de suivi de deux heures qui rassemblait 18 scientifiques a permis aux participants de discuter en profondeur de l'application de ces pratiques et de ces stratégies dans leurs communications destinées aux communautés de langue officielle.

## 2.2 Investir en continu dans le développement social et économique des communautés

### LES AIDES D'URGENCE EN RÉPONSE À LA COVID-19

La pandémie a frappé les Canadiens individuellement, dans leur vie quotidienne, et collectivement, en tant que propriétaires ou employés d'entreprises. Dans tous ces cas, l'adaptation de programmes existants et la mise en place de nouveaux programmes ont permis de pallier des enjeux prioritaires.

Gérée par Patrimoine canadien, la mesure Renforcement des capacités d'investissements stratégiques du Plan d'action a été mise à contribution pour briser l'isolement social des aînés. Ce Fonds stratégique a notamment appuyé le projet « Activités à distance pour les aînés francophones » de la Fédération des aînées et aînés francophones du Canada, qui a reçu 580 000 dollars répartis sur deux ans pour monter quatre séries d'activités culturelles en ligne et de rassemblements virtuels qui sont offertes gratuitement dans chacune des provinces et territoires. Une initiative similaire d'une valeur de 420 000 dollars sur deux ans a été mise en place au Québec par l'English Language Arts Network (ELAN), en collaboration avec Seniors Action Quebec, dans le cadre du projet E-SHARE : English Seniors' Heritage: a Reflection of Everyone ».

Emploi et Développement social Canada (EDSC) fait aussi partie des institutions fédérales engagées sur la ligne de front dans la mise en place et la gestion des différents programmes d'aide visant à minimiser les impacts sociaux et économiques de la pandémie. Tout au long de l'année, le Ministère et son agence, Service Canada, se sont assurés d'appliquer la lentille des langues officielles à toutes les étapes de l'analyse, de la conception et de la mise en œuvre des services et des mesures d'urgence déployées à la grandeur du pays afin de répondre aux besoins émergents des communautés.

En plus de s'assurer que les ressources supplémentaires et les assouplissements apportés aux Ententes de transfert relatives au marché du travail peuvent aussi s'appliquer aux accords de soutien

aux communautés, EDSC a alloué des sommes supplémentaires à la *Stratégie emploi et compétences jeunesse* qui ont permis la création de 9 500 emplois et stages. EDSC a ainsi versé plus de trois millions de dollars à l'organisme francophone hors Québec Actions interculturelles Canada qui, avec ses partenaires en Alberta, au Manitoba, en Ontario, au Québec et en Nouvelle-Écosse, offre des occasions de placement en emploi et de mentorat à des jeunes provenant de divers groupes sous-représentés, notamment de communautés de langue officielle. L'organisme soutient les employeurs et les jeunes bénéficiaires pour faire en sorte que ces derniers, malgré un contexte pandémique difficile, puissent acquérir de nouvelles compétences, accroître leur motivation à travailler et développer un sentiment valorisant d'accomplissement.

Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE) a aussi entendu les appels à l'aide des entreprises durement touchées par la pandémie. En juin 2020, pour s'assurer que toutes les catégories d'entreprises peuvent recevoir un soutien adéquat, le gouvernement a créé un Fonds d'aide et de relance régionale (FARR), administré par les Agences de développement régional partout au pays. Ce fonds de secours spécial complémentaire a été conçu expressément pour répondre aux besoins et aux priorités régionales des collectivités, y compris ceux des communautés.

C'est ainsi qu'au Manitoba, Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO) a permis à Entreprises Riel, un chef de file dans le domaine du développement de projets touristiques et commerciaux bilingues, de prêter conseil aux entreprises locales œuvrant dans le domaine du tourisme, confrontées à la pandémie, et de les appuyer concrètement. Dans le Nord de l'Ontario, FedNor a versé 1 435 876 dollars à neuf projets dans le cadre du FARR, dont les bénéficiaires se sont déclarés majoritairement dirigés par des membres des communautés : ces projets ont permis de contribuer au maintien de 200 emplois. Les ressources de l'Initiative

de développement économique (IDE) financée par le Plan d'action ont aussi été mises à contribution : par exemple, CanNor a assuré la gestion d'un Fonds de soutien aux entreprises du Nord (FSEN), créé à même les ressources du programme Inclusion diversifiée et évolution économique dans le Nord (IDEEN), qui lui a permis d'attribuer aux entreprises des subventions non remboursables pour couvrir leurs frais fixes d'une valeur qui pouvait aller jusqu'à 100 000 dollars. CanNor a aussi utilisé le FARR en complément du FSEN : au total, sous l'égide de ces deux programmes, 23 entreprises détenues ou gérées par des francophones dans les territoires ont eu accès à des subventions ou à des contributions d'une valeur globale de plus d'un million de dollars.

## DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Un grand nombre de projets de développement social ont pu aller de l'avant, malgré les embûches posées par la pandémie. Ainsi, le Fonds pour les espaces communautaires créé sous l'égide du Plan d'action a investi près de six millions dollars dans 18 nouveaux projets d'infrastructures communautaires situés dans 15 communautés un peu partout au pays. Notamment, une contribution de deux millions de dollars été versée au Foyer Richelieu Welland, le seul foyer de soins de longue durée bilingue du Sud de l'Ontario : ce financement va permettre de soutenir la construction d'un centre culturel et communautaire à l'intérieur même du futur complexe immobilier de l'organisme. La variété des activités qui seront offertes s'inscrira dans une dynamique intergénérationnelle et multiculturelle. Ces activités s'adresseront d'abord et avant tout aux résidents, à l'ensemble des usagers des services et du centre de jour, aux familles et aux aidants des aînés, mais tous les membres de la communauté, francophones ou non, y seront les bienvenus. En Saskatchewan, la Fédération des francophones de Saskatoon a pour sa part reçu 35 000 dollars pour améliorer la fonctionnalité

de son bâtiment, ce qui lui permet d'offrir un environnement professionnel, efficace et sécuritaire aux organismes communautaires qui y ont leurs bureaux.



Figure 4 - Rendu artistique du nouveau centre culturel et communautaire au Foyer Richelieu Welland

D'autres types de projets ont aussi permis à des communautés d'entreprendre le déploiement d'initiatives à long terme. Au Québec, le programme *Développement des communautés de langue officielle* de Patrimoine canadien a financé un projet du Quebec Community Groups Network (QCGN) appelé *Plan de croissance stratégique pour les communautés anglophones du Québec* : à compter de septembre 2020, le QCGN a tenu une série de forums communautaires, de consultations et de tables rondes qui ont impliqué une large gamme d'intervenants clés, afin de définir une vision commune et d'élaborer un portrait détaillé des besoins dans les secteurs des arts et de la culture, de l'éducation, de la santé et des services sociaux ainsi que de la justice et des médias communautaires. En mars 2021, cet effort a débouché sur la tenue d'un forum dont l'objectif était l'élaboration d'une vision commune des besoins, ainsi que la création d'un consensus entre toutes les parties prenantes quant aux enjeux communs des différents secteurs qui limitent actuellement le développement de la vitalité des communautés d'expression anglaise du Québec.

EDSC gère également divers programmes rendus

possibles grâce au Plan d'action. *L'Initiative de partenariat social dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire* est mise en œuvre par le truchement de la composante Enfants et famille du Programme de partenariats pour le développement social. Elle est réalisée par le biais d'ententes avec deux organismes intermédiaires, la Fédération des aînées et aînés francophones du Canada (FAAFC) et le QCGN. Au cours de la 2<sup>e</sup> année de mise en œuvre de l'initiative, en 2020-2021, les projets supervisés par la FAAFC dans des domaines qui vont de l'entrepreneuriat social à la sensibilisation des proches aidants, en passant par l'employabilité et le vieillissement actif, ont mobilisé 504 partenaires et joint 788 065 personnes, soit deux fois plus que l'année précédente. Des services directs ont été offerts à 31 738 citoyens dans plus de 610 communautés de langue officielle auxquels s'ajoutent 1 198 interventions directes menées par des bénévoles, ce qui représente une mesure du soutien reçu par les communautés. À elle seule, la FAACF a rassemblé plus de trois millions de dollars en financement d'autres sources, qui s'ajoutent aux quelque 1,5 million de dollars investis par EDSC pour l'année écoulée.

Le *Fonds d'habilitation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire* d'EDSC vise à promouvoir l'apprentissage, le développement des compétences et l'emploi. Au cours de l'année, les quelque 14,5 millions de dollars déboursés par le Fonds à travers un réseau de 14 organisations partout au Canada ont permis à ces dernières d'établir ou de maintenir plus de 2 500 partenariats actifs avec des organisations des secteurs public, privé et sans but lucratif, qui ont offert des services à près de 100 000 personnes, entreprises ou organisations.

Toujours dans le cadre du Plan d'action, EDSC est aussi responsable d'initiatives d'appui au développement de la petite enfance. Une entente avec le Réseau de développement économique et d'employabilité du Canada (RDÉE Canada) confie à ce dernier la gestion

d'un fonds de près de 7 millions de dollars, dont 1,4 millions de dollars ont été déboursés. Ces ressources, qui s'ajoutent aux sommes mobilisées par RDÉE Canada avec d'autres contributeurs, ont notamment permis au Conseil de développement économique du Manitoba (CDEM) et à ses partenaires (dont l'Université de Saint-Boniface et la Fédération des parents de la francophonie manitobaine) d'offrir des services de formation et d'accompagnement aux membres de la communauté qui souhaitent ouvrir une garderie : le CDEM a ainsi contribué à la création de 77 nouvelles places en garderie et de 17 emplois. En Nouvelle-Écosse, RDÉE Canada a piloté un projet d'étude exploratoire sur la fusion de cinq centres de la petite enfance situés dans le sud-ouest de la province, avec un objectif d'amélioration de la gestion et de la stabilité financière. Le projet a rapidement pris une envergure provinciale, y compris huit garderies qui gèrent 15 sites sur tout le territoire.

Patrimoine canadien a également appuyé les efforts émanant du milieu afin d'optimiser l'environnement économique des services de garde francophones. Un financement de presque 177 000 dollars sur deux ans a été octroyé à la Commission nationale des parents francophones par le biais du Fonds stratégique : il permet à l'organisme d'établir une coopérative nationale d'économie sociale, Éconocoop, qui offrira à ses membres des outils de gestion financière tels qu'un logiciel diagnostique et un logiciel de gestion, un service d'achats regroupés, l'accès à des services d'assurances et de fonds de pension et l'accès à des expertises particulières dans les différents domaines de la gestion financière et des ressources humaines des services de garde. À partir de 2023, le fonds d'investissement constitué à même les surplus dégagés servira à assurer la viabilité de la coopérative, à bonifier les services de garde et à développer de nouvelles places en garderie francophone.

## DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

La résilience et les capacités d'adaptation dont ont fait preuve les institutions fédérales et leurs partenaires leur ont également permis de créer ou de poursuivre le développement de plusieurs initiatives qui ont nourri le développement économique des communautés tout au long de l'année.

Dans tous les domaines, l'obtention et l'analyse de données de référence fiables constituent un préalable important au déploiement d'initiatives couronnées de succès. Cet indispensable travail préliminaire est souvent rendu possible grâce à la collaboration de plusieurs institutions fédérales. Par exemple, Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC), en collaboration avec Statistique Canada et Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE), a achevé la 2<sup>e</sup> phase d'un projet de recherche sur les communautés dans le secteur agricole et agroalimentaire. Quatre portraits statistiques, sur les régions de l'Atlantique, du Québec, de l'Ontario et de l'Ouest, ont été publiés entre janvier et mars 2021 et diffusés auprès des représentants des communautés concernées.

D'autres projets ont pour objectif d'aider les communautés à mieux comprendre et à bien utiliser les données déjà disponibles. Au Québec, dans le cadre d'un projet de littératie statistique mis sur pied par le QCGN en collaboration avec un éventail de partenaires locaux, et le gouvernement fédéral (Patrimoine canadien, EDSC), Statistique Canada a donné un atelier virtuel de trois jours sur la compréhension et l'utilisation des données statistiques à un groupe de 11 jeunes d'expression anglaise qui œuvrent dans le domaine communautaire. Renouvelée dans le cadre du Plan d'action, l'Initiative de développement économique (IDE), dotée d'un budget de 30,5 millions de dollars, est entrée en 2020-2021 dans sa troisième année. D'un bout à l'autre du pays, les agences de développement régional coordonnées par ISDE ont travaillé en étroite collaboration avec leurs partenaires afin de mener leurs projets à bien, malgré les défis posés par la pandémie. Ainsi,

- CanNor a approuvé un montant de 80 000 dollars par année, sur trois ans, pour permettre à l'Association franco-yukonnaise (AFY) de réaliser un projet qui vise à améliorer le recrutement et le maintien en poste d'employés francophones bilingues. L'AFY repère les secteurs aux prises avec une pénurie de main-d'œuvre et effectue un maillage en vue d'accroître les possibilités d'emploi des francophones. Cette initiative contribue à une saine croissance de la communauté.
- Diversification de l'économie de l'Ouest Canada (DEO) a mis en place un nouveau modèle de partenariat avec les Organisations francophones à vocation économique (OFVE) pour l'exécution d'un projet pilote de l'Initiative de développement économique (IDE), à l'échelle de l'Ouest. La nouvelle initiative rapproche les communautés du processus décisionnel en matière de financement, ce qui facilite leur engagement et contribue à leur renforcement. En septembre 2020, 17 projets d'une valeur totale de 463 500 dollars ont été approuvés dans les domaines du commerce et de l'investissement, du tourisme, de l'économie verte, des jeunes, de l'immigration et du renforcement des capacités communautaires, avec un accent sur le développement économique.
- Dans le sud de l'Ontario, FedDev a pu offrir un appui aux affaires à 168 entrepreneurs tandis que 111 autres ont participé à des ateliers et à des séances de formation en ligne. En partenariat avec Investir Ottawa, dans le cadre d'un projet d'accroissement d'échelle, l'Unité entrepreneuriale de la Cité a aidé sept entreprises à saisir des occasions de commerce électronique et à établir une présence en ligne pour développer de nouveaux marchés et diversifier leurs sources de revenus. Une initiative d'une valeur de 3 millions de dollars rendue possible grâce au Fonds d'aide et de relance régionale (FARR), et mise en œuvre avec l'Assemblée de la Francophonie de l'Ontario et la Société de développement communautaire de Prescott-Russell, leur a permis d'appuyer 86 entreprises privées et 86 organisations à but non lucratif et de maintenir 670 emplois.

- Toujours en Ontario et malgré la pandémie, FedNor a approuvé six nouveaux projets (dont cinq projets pluriannuels), qui vont se déployer dans les communautés de New Liskeard, Sudbury et Noëlville. Cet investissement d'une valeur globale de 708 908 dollars a aussi permis de mobiliser 441 365 dollars en ressources additionnelles. Pour sa part, le centre culturel ARTEM a reçu une aide financière de près de 200 000 dollars sur deux ans qui lui permettra d'aider les communautés de la région, allant du Témiscaming à Hearst, à tirer le meilleur parti des avantages potentiels que peut procurer l'accueil de nouveaux arrivants. Le projet est particulièrement novateur dans son utilisation de stratégies touristiques pour faciliter l'adaptation aux différences culturelles parmi les communautés concernées.
- Au Québec, Développement économique Canada pour les régions du Québec (DEC) a aussi multiplié les interventions auprès des communautés, avec des investissements qui ont totalisé un peu plus de 2 millions de dollars. Dans le cadre d'un projet triennal (2020-2023), DEC a notamment renouvelé son appui à Accès micro-crédit Gaspésie (AMCG) qui priorise l'amélioration des capacités d'entrepreneurs anglophones de la région et le démarrage de nouvelles entreprises afin de stimuler le développement économique des communautés. L'institution a aussi soutenu l'entreprise Apiverte, en Outaouais, dans le cadre d'une initiative qui appuie l'entrepreneuriat des jeunes, la diversification économique et la revitalisation d'une communauté dévitalisée. La mise en place de vitrines commerciales dans le cadre de ce projet va aussi bénéficier à une majorité d'entreprises touristiques détenues par des membres de la communauté d'expression anglaise de la région.
- L'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA) a approuvé 10 nouveaux projets d'une valeur totale de 474 279 dollars, qui ont permis de créer plusieurs partenariats et de mobiliser

332 186 dollars supplémentaires. L'organisation a notamment appuyé le projet du Réseau de développement économique et d'employabilité de Terre-Neuve-et-Labrador (RDÉE TNL) qui a produit une édition 2020-2021 du Guide touristique de la province, tiré à 45 000 exemplaires; une version numérique a aussi été mise en ligne sur le site [www.exploretnl.ca](http://www.exploretnl.ca), qui sera amélioré pour mieux répondre aux attentes des visiteurs. Une attention particulière a été accordée au patrimoine francophone : le Guide fournit des propositions d'itinéraires et des conseils pratiques sur l'organisation du voyage, en particulier pour les voyageurs internationaux. Il comprend également une section consacrée à l'archipel français de Saint-Pierre-et-Miquelon, situé à seulement 25 km des côtes de Terre-Neuve : une belle façon de capter l'intérêt des visiteurs et de les encourager à prolonger leur séjour dans la province !

Patrimoine canadien finance deux initiatives dans le cadre de la Stratégie emploi et compétences Canada, soit Jeunesse Canada au travail dans les deux langues officielles (JCTDLO) et Jeunesse Canada au travail pour une carrière en français et en anglais (JCTCFA). Ensemble, ces deux programmes ont bénéficié d'un financement de 3 725 millions de dollars, auxquels se sont ajoutés 3,93 millions supplémentaires en fonds d'urgence, afin d'aider les programmes et leurs bénéficiaires à relever les défis sans précédent posés par la pandémie. Au total, 730 emplois jeunesse ont été créés dans le cadre du JCTDLO, alors que 71 stages ont pu être réalisés sous l'égide du JCTCFA. Les quelques exemples ci-dessous illustrent la portée et les impacts positifs de ces projets :

- En 2020, pour la première fois depuis 100 ans, l'Association francophone des municipalités du Nouveau-Brunswick a dû annuler son Exposition agricole et le Festival acadien. L'étudiante embauchée grâce au programme JCT a su gérer efficacement toutes les situations créées par ces annulations (remboursements, relations avec les commanditaires,

## 2.3 Promouvoir des médias dynamiques, qui informent et relient les communautés

etc.), en plus de planifier les éditions 2021 en y intégrant les nouvelles exigences de la santé publique. Elle a même créé une capsule vidéo qui ajoute un souvenir de cette année mémorable au patrimoine de l'événement !

- Au Québec, l'Association du Marais-de-la-Rivière-aux-Cerises veille à la conservation et à la mise en valeur d'un vaste complexe de milieux humides traversés par la rivière. Tous les étés, elle organise des visites guidées en kayak, animées par un ou une guide-interprète passionné, embauché grâce au programme JCTDLO. En pleine pandémie, alors que les voyages à l'étranger étaient pratiquement impossibles, le site a connu un achalandage record et l'organisme a pu répondre efficacement à la demande, dans les deux langues officielles.
- Enfin, en Colombie-Britannique, le programme JCTDLO a permis à l'Assemblée francophone des retraité(e)s et aîné(e)s de la Colombie-Britannique d'embaucher une personne compétente dans la gestion des médias sociaux, qui est vite devenue indispensable. Cet étudiant a rapidement élaboré une stratégie de diffusion Web qui a permis de contrer l'isolement des aînés induit par la COVID-19, d'élargir l'auditoire de l'Assemblée et d'augmenter le nombre de participants à ses événements virtuels. L'impact du programme a été très positif pour toute la communauté des aînés francophones de la province.

Plus que jamais en 2020-2021, les médias ont été appelés à jouer un rôle essentiel auprès de tous les Canadiens, y compris les membres des communautés de langues officielles. Le Fonds des médias du Canada a d'ailleurs alloué 120 millions de dollars en fonds de soutien d'urgence, dont 20 millions de dollars ont été accordés pour aider les communautés sous-représentées : à la suite d'une consultation menée auprès des chefs de file de l'industrie et des partenaires des communautés, plus de 400 000 dollars ont été alloués aux producteurs de télévision issus des communautés francophones en situation minoritaire, et 750 000 dollars aux producteurs issus des communautés d'expression anglaise du Québec. Ces sommes se sont ajoutées aux 11,5 millions de dollars alloués par le Fonds à 19 productions et à 10 projets en développement en langue française à l'extérieur du Québec, et aux 4,2 millions de dollars versés à 16 projets en développement en langue anglaise au Québec.

D'autres initiatives existantes ont aussi aidé les médias des communautés à poursuivre leur travail et à se développer. Lancé en 2019 dans le cadre du Plan d'action, le *Fonds d'appui stratégique aux médias communautaires* administré par l'Association de la presse francophone a permis d'appuyer un total de 33 projets de radios et de journaux communautaires de partout au pays, un investissement global de près de 3,7 millions de dollars. Parmi les 56 médias qui ont bénéficié de ces initiatives, le Fonds a appuyé le projet « Fusion, Émancipation, Information » de Radio Taïga et du journal L'Aquilon, dans les Territoires du Nord-Ouest : ce projet a permis d'appuyer la fusion administrative des deux médias, mais aussi l'élaboration d'un plan stratégique sur trois ans et la mise en œuvre d'un plan opérationnel qui prévoient le développement des marchés et la diversification des revenus ainsi que l'élargissement de la couverture journalistique et de la programmation radio à des communautés francophones à l'extérieur de Yellowknife.

## **CBC ET SOCIÉTÉ RADIO-CANADA : EN TEMPS DE PANDÉMIE, DES SOURCES D'INFORMATIONS VITALES POUR LES COMMUNAUTÉS**

Les consultations menées auprès des communautés au cours des dernières années ont mis en lumière qu'il existe un réflexe naturel au sein des communautés francophones de consommer de l'information en anglais, surtout lorsque les actualités sont de niveau national ou international. En temps de pandémie, Radio-Canada n'a ménagé aucun effort pour assurer une offre d'informations de qualité incontournable, à la télé, à la radio et sur le Web : ICI RDI a été débrouillé dès le début de la crise, à la télé et sur le Web, pour que tous les francophones du pays puissent avoir accès en tout temps à de l'information névralgique. Les points de presse provinciaux ont été diffusés sur ses antennes traditionnelles et numériques avec une traduction simultanée en français. Tous les indicateurs de performance colligés durant l'année affichent des résultats qui confirment que ses efforts ont porté fruit.

Au Québec, CBC est souvent la seule option disponible pour les communautés de langue officielle qui vivent dans les régions plus éloignées. Les auditoires se sont massivement tournés vers ses services numériques et dès le printemps 2020, le site cbc.ca a enregistré une hausse de 18 % des minutes moyennes mensuelles par visiteur par rapport à l'année précédente. CBC Montréal a aussi mis sur pied à ses frais un fil offrant en direct une version en anglais des conférences de presse des autorités provinciales sur la COVID-19, qu'elle a distribuée à tous les médias de langue anglaise, y compris à ses concurrents : l'objectif était d'informer les habitants des communautés de langue officielle des directives de santé publique et des protocoles sanitaires.

Outre les mesures extraordinaires mises en place durant la pandémie (voir l'encadré), CBC et Radio-Canada ont aussi poursuivi leur travail essentiel d'appui aux communautés de langue officielle tout au long de l'année. Le 7 octobre 2020, le diffuseur public, en collaboration avec Médias d'Info Canada, a lancé [L'info locale est indispensable](#), le premier répertoire bilingue des médias d'information locaux canadiens. Accessible à partir du site institutionnel de CBC/Radio-Canada, ce répertoire, qui contient déjà plus de 1000 liens, encourage les Canadiens à se tourner vers des sources d'information locale dignes de confiance et à les soutenir.

De son côté, le *Fonds du Canada pour les périodiques* géré par Patrimoine canadien a soutenu 22 périodiques des communautés de langue officielle par le biais de son volet Aide aux éditeurs, dont La Voix acadienne à l'Île-du-Prince-Édouard, Le Voyageur en Ontario et l'Eau vive en Saskatchewan, ou des magazines comme The Quarterly/La Trimestrielle en Ontario et Maisonneuve au Québec.

Enfin, d'autres institutions fédérales contribuent aussi à la vitalité et au développement des médias des communautés en les incluant dans leurs stratégies publicitaires. Ainsi, une analyse réalisée par la Direction des affaires publiques et des relations avec les intervenants d'EDSC a révélé que 67 % des Canadiens âgés de 54 à 72 ans lisent les journaux imprimés au moins une fois par semaine et que 79 % des résidents des communautés rurales lisent les journaux communautaires. Dans le cadre d'une campagne pour promouvoir les programmes et services du gouvernement auprès des aînés, ses responsables ont donc inclus des publicités imprimées en français et en anglais dans leur mix média, pour un total de 800 000 pages dans les médias ruraux.

## 2.4 Favoriser le rayonnement culturel

Le secteur des arts a été l'un des plus touchés par la pandémie. Des milliers d'artistes et d'artisans, surtout dans le secteur des arts vivants, se sont retrouvés sans emploi. Si les aides gouvernementales n'ont pas toujours permis d'éviter reports ou annulations, elles ont néanmoins souvent amoindri les chocs, facilité des redéploiements, voire rendu possibles des innovations qui ont ouvert de nouveaux horizons, tant aux artistes qu'à leurs publics.

Par ailleurs, comme dans tous les autres domaines, les difficultés causées par la COVID-19 n'ont pas empêché d'innombrables projets de voir le jour, de se déployer, de prendre de l'ampleur et de contribuer à la vitalité culturelle des communautés de langue officielle.

### CONSEIL DES ARTS DU CANADA : HAUSSE DU FINANCEMENT AUX COMMUNAUTÉS DE LANGUE OFFICIELLE ET AIDES SUPPLÉMENTAIRES EN RÉPONSE À LA PANDÉMIE

Le Conseil des arts du Canada, par le biais de ses différents programmes, a fourni un soutien financier total de 26 993 347 dollars aux communautés. Cette somme représente une hausse de 17,7% du financement accordé aux communautés par rapport à l'année précédente.

Ces augmentations sont en partie attribuables à la hausse du nombre de représentants des communautés au sein des groupes de pairs évaluateurs pour les programmes de subventions et les fonds stratégiques du CAC et à l'inclusion de critères d'évaluation qui font mieux ressortir l'appartenance des candidats aux communautés de langue officielle ou l'incidence de leur travail sur ces dernières.

Cet appui a aussi été bonifié par les aides spéciales versées en réponse à la pandémie. En 2020, 92 groupes ou organismes artistiques francophones et 158 groupes ou organismes artistiques issus des communautés

d'expression anglaise ont bénéficié d'une aide spéciale versée par le CAC, grâce au Fonds d'urgence de Patrimoine canadien : les premiers se sont partagé un total de 1,90 million de dollars et les seconds, 2,43 millions de dollars.

Au printemps, le Conseil a également lancé l'initiative Connexion création, pour aider les artistes, les groupes et les organismes artistiques à adapter leurs œuvres à la diffusion en ligne : parmi les bénéficiaires, 44 (4,3% du total) provenaient des communautés francophones en situation minoritaire tandis que 93 (9,1% du total) de leurs collègues étaient issus des communautés d'expression anglaise du Québec. Ensemble, ils se sont partagé 685 000 dollars.

## LA COVID, ET APRÈS

En avril 2020, le ministre du Patrimoine canadien annonçait les détails du nouveau *Fonds d'urgence relatif à la COVID-19 pour soutenir les organismes chargés de la culture, du patrimoine et du sport*, afin d'aider ces organismes et leurs membres, durement éprouvés, à faire face aux pressions économiques occasionnées par la pandémie et à planifier leur avenir. Une grande partie du financement, d'une valeur de 500 millions de dollars, a été livrée par Patrimoine canadien, par l'entremise de ses différents programmes. Les partenaires du Ministère au sein de l'Entente de collaboration en arts et en culture pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire se sont chargés de livrer les autres volets du Fonds, en étroite collaboration avec leurs partenaires respectifs.

Pour ne citer que quelques exemples, le *Fonds du Canada pour la présentation des arts* (FCPA) administré par Patrimoine canadien a versé un total de 491 400 dollars à 53 organismes dans les communautés de langue officielle, dont le Festival Acadien de Clare, pour le projet Programmation 2020-2022 – Festival Acadien de Clare, à Comeauville, en Nouvelle-Écosse, et le Réseau des grands espaces pour le projet Réseau de diffusion des arts de la scène professionnels dans l'Ouest et le Nord canadiens. Des programmes comme le Fonds du livre du Canada ou le Fonds de la musique du Canada ont bonifié à hauteur de 25 % les sommes versées dans le cadre de leurs financements réguliers. Les bénéficiaires de ces initiatives ont aussi pu adapter leurs projets et bénéficier d'un assouplissement des modalités de leur mise en œuvre afin qu'ils puissent atteindre leur objectif, soit la création, la promotion et la diffusion des initiatives culturelles, malgré le contexte difficile créé par la pandémie.

## LA CULTURE DANS LES ÉCOLES, EN TEMPS DE PANDÉMIE

La pandémie a privé les élèves de partout au pays de la plupart des sorties culturelles qui enrichissent habituellement leur cursus scolaire. Dans ce contexte, les initiatives qui amènent la culture jusque dans les salles de classe ont été particulièrement appréciées, par les jeunes autant que par leurs professeurs.

Le Plan d'action a permis de bonifier le Fonds d'action culturelle communautaire géré par Patrimoine canadien. Cette année, un peu plus de 2,1 millions de dollars ont été versés sous forme de micro-subventions, octroyées à des organismes culturels et communautaires engagés dans les programmes PassePART (livré par la Fédération culturelle canadienne-française) et ArtistsInspire Grants (livré par l'English-Language Arts Network) : elles ont permis la tenue d'activités dans 664 écoles francophones hors Québec (170 000 élèves touchés) et 164 écoles anglophones au Québec (16 000 élèves touchés).

Pour ne citer que quelques exemples, plusieurs écoles du Nouveau-Brunswick ont ainsi reçu en visioconférence l'illustratrice Camille Perron-Cormier, qui a initié les élèves à l'art de la bande dessinée et guidé leurs premiers coups de crayon. À Kanata, en Ontario, l'organisme Fusion Jeunesse a permis à 78 élèves de l'école Roger-Saint-Denis d'explorer différentes facettes de la réalisation d'un court métrage (jeu, son, décors et costumes, tournage). L'initiative a été un immense succès.

## CINÉMA, TÉLÉVISION ET AUTRES PLATEFORMES

L'Office national du film du Canada (ONF) a achevé 14 œuvres d'artistes issus des communautés de langue officielle de partout au pays. Tout au long de l'année, l'Office a aussi multiplié les efforts pour en accroître la diffusion en ligne. La campagne promotionnelle qui a accompagné le lancement du film *Le Bonheur de Lucien*, de la jeune cinéaste Nathalie Hébert, de Scoudouc (Nouveau-Brunswick), lauréate de la 10<sup>e</sup> édition du concours Tremplin destiné aux francophones hors Québec, a d'ailleurs été l'une de ses plus performantes à ce jour : elle a permis de générer plus de 10 000 visionnages sur ONF.ca/NFB.ca durant le premier mois de mise en ligne. D'autres œuvres d'artistes acadiens chevronnés produites par l'ONF ont aussi retenu l'attention : le long-métrage de la cinéaste Monique LeBlanc, *Plus haut que les flammes*, a été présenté en première mondiale et en compétition au Festival international du film sur l'art, puis au Festival de cinéma de la ville de Québec, au Festival international de littérature et au Festival international du cinéma francophone en Acadie, avant d'être offert en exclusivité en ligne pour toute la durée des Rendez-vous de la Francophonie 2021, qui mettaient l'Acadie à l'honneur.

De son côté, Téléfilm Canada a soutenu la cinquième édition de la Course des régions pancanadienne, une compétition nationale de création de courts métrages, destinée aux jeunes francophones de 18 à 35 ans de partout au pays. Trois participants issus des communautés ont pu profiter de cette expérience de mentorat et d'accompagnement personnalisé et deux d'entre eux s'y sont particulièrement illustrés : Jonathan-Serge Lalande, du Yukon, a reçu le Prix franco-canadien et le Prix des meilleurs Vlogs tandis que Michael Fenwick, de Terre-Neuve-et-Labrador, a été finaliste pour le Prix du public. C'est la première fois qu'un cinéaste francophone de la province participait à l'événement. Les films des lauréats seront diffusés sur UnisTV.

À TV5, l'année a été marquée par un virage numérique particulièrement bénéfique pour les artistes de la francophonie canadienne. La nouvelle plateforme du diffuseur a été lancée en septembre 2020. Plus de 12 % des 207 productions francophones canadiennes diffusées sur les signaux et les plateformes de TV5MONDE, accessibles dans 194 pays et territoires dans le monde entier, ont été créées par des producteurs basés à l'extérieur du Québec, qui mettent de l'avant des francophones issus des communautés.

D'autres institutions ont mis leurs ressources en commun et créé de nouveaux partenariats qui se sont avérés bénéfiques pour les artistes et les artisans du milieu cinématographique. C'est ainsi que le Fonds des médias du Canada financé par Patrimoine canadien a établi un partenariat avec Netflix et Téléfilm Canada pour contribuer au financement d'*Élan*, un projet de l'Alliance des producteurs francophones du Canada qui favorise le perfectionnement professionnel de créateurs de l'industrie audiovisuelle dans les communautés francophones en situation minoritaire. Élan a servi d'incubateur pour quatre producteurs francophones de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick qui travaillent depuis février à développer leurs projets de série télévisuelle ou Web pour le marché international.

L'enjeu de la faible découvrabilité sur les plateformes Web du contenu franco-canadien produit par des artistes en arts médiatiques issus des communautés est un des principaux défis des membres du Front des réalisateurs indépendants du Canada (FRIC), dont les bureaux sont à Moncton. Grâce au Fonds pour la stratégie d'accès aux marchés pour les communautés du Conseil des arts du Canada, une initiative rendue possible grâce au Plan d'action, le FRIC a pu embaucher une firme réputée, pionnière de l'industrie Web au Québec, qui l'a aidé à accroître la découvrabilité du contenu audiovisuel produit par ses membres sur les moteurs de recherche, contribuant ainsi à améliorer la présence de ces créateurs dans divers marchés et dans l'écosystème numérique.

## MUSÉES ET ARTS VIVANTS SOUS LE SIGNE DU VIRTUEL

L'année écoulée a obligé les musées et les arts vivants à virtualiser une partie ou l'ensemble de leurs activités. Certains programmes déjà conçus pour joindre des clientèles physiquement distantes ont été particulièrement populaires. C'est notamment le cas des modules élaborés par l'équipe des programmes scolaires du Musée canadien de l'histoire, en lien avec les cursus des différentes commissions scolaires de l'ensemble du pays : dans le cadre de l'initiative *Coffrets de découverte de la ligne de ravitaillement*, des élèves d'écoles situées dans les communautés en Alberta, en Saskatchewan, au Manitoba, en Ontario, au Québec et au Nouveau-Brunswick ont ainsi reçu une grande malle d'artefacts réels et de reproductions, prêtés gratuitement pendant deux semaines. Tout le matériel de soutien, y compris les ressources pour les enseignants, est bilingue. Le Programme d'écoles virtuelles a aussi permis aux élèves de la section anglaise de la Polyvalente C.E. Pouliot, à Gaspé (Québec), de travailler en ligne avec un animateur du musée, dans leur langue. Dans un tout autre registre, la Banque d'art du Conseil des arts du Canada a mis en vedette des réalisations de deux artistes des communautés, l'artiste en arts visuels acadien Léo LeBlanc et le sculpteur fransaskois Joe Fafard, dans le cadre de deux expositions numériques qu'elle a présentées sur la plateforme Google Arts & Culture.

Chaque année, le programme *Vitrines musicales*, géré par Patrimoine canadien, permet à des artistes issus des communautés de démontrer leur talent devant des professionnels du milieu et des publics auxquels ils n'auraient autrement pas accès : les Vitrines musicales sont rendues possibles grâce au volet Initiatives collectives du *Fonds de la musique du Canada*. Bien que la pandémie ait eu des impacts plus importants sur plusieurs activités, notamment les vitrines musicales à l'international et les événements d'envergure, le financement prévu, soit 1,1 million de dollars, a été

redistribué pour permettre par exemple la captation de spectacles qui ont ensuite été rediffusés sur diverses plateformes numériques. Les artistes ont alors pu joindre de nouveaux publics. Dans l'année, plus de 257 artistes issus des communautés se sont produits dans plus de 370 vitrines musicales présentées majoritairement en mode virtuel lors d'événements d'envergure régionale, nationale et internationale, eux aussi devenus virtuels. De nouvelles pratiques sont donc nées et leur efficacité et les résultats étonnants qu'elles ont générés feront en sorte qu'elles perdureront au-delà de la pandémie.

Pour amener le théâtre à ses auditeurs en contexte de pandémie, Radio-Canada a ressuscité l'adaptation radiophonique des pièces de théâtre et a rendu possible la diffusion de sept pièces de théâtre du Canada francophone, conçues au Québec, au Manitoba et en Acadie, dans un format radiothéâtre sur ICI Première et sa plateforme numérique OHdio. Du côté du Centre national des arts (CNA), tout au long de l'année, le directeur artistique des Zones théâtrales du Théâtre français est resté en contact étroit avec les programmeurs artistiques d'un bout à l'autre du pays, dans un souci de garder vivante la dynamique qui anime la communauté. À l'automne, le programme a lancé son appel de projets pour l'édition 2021 de la rencontre biennale, dont le but était de faire rayonner le théâtre de création professionnel des communautés de langue officielle et des régions du Québec. Le Théâtre français a aussi poursuivi son travail avec plusieurs collaborateurs franco-canadiens qui conçoivent ensemble un grand projet de création, *TROIS* : l'œuvre, qui réunira quarante artistes francophones de partout au pays, ouvrira la saison inaugurale du nouveau directeur du Théâtre, Mani Soleymanlou, en septembre 2021.

En outre, en novembre 2020, le CNA a lancé un nouveau module multidisciplinaire d'Arts vivants, à l'intention des élèves et du personnel enseignant d'un océan à l'autre, en français et en anglais. Conçue pour rendre les arts plus accessibles et inspirer la créativité, dans les salles de classe et à la maison, cette ressource

gratuite a permis d'offrir cinq ateliers en ligne à de jeunes publics francophones, notamment aux élèves de l'École publique La Découverte, en Ontario, et de l'École des Trois-Soleils, au Nunavut. Grâce au *Fonds pour la stratégie d'accès aux marchés pour les communautés* du Conseil des arts du Canada (CAC), la même volonté de rapprochement a permis à la danseuse Helen Simard, établie à Québec, de faire la promotion de son spectacle *Papillon* auprès d'un jeune public et de l'adapter en vue d'une diffusion virtuelle. *Papillon* combine le hip-hop et le théâtre : la pièce aborde le sentiment de solitude et le besoin d'entretenir des liens que bien des jeunes ont ressenti si fort durant les confinements. Ce spectacle existe désormais sous deux formes différentes : une prestation sur scène, dans le respect des règles de distanciation imposées par la COVID-19, et un film qui a été présenté en ligne au festival Accès Danse de Châteauguay (Québec), le 26 mars 2021 : il s'agit de l'un des plus grands événements de danse pour jeune public de la province, qui attire chaque année quelque 400 élèves et enseignants du secondaire de partout au Québec.

## LIVRES

Les Canadiens de partout au pays ont été plus nombreux à se tourner vers les livres cette année, et le milieu a répondu à leurs besoins. C'est le CAC qui administre, au nom de Patrimoine canadien, le *Programme national de traduction pour l'édition du livre* (PNTEL). Financé à hauteur de quatre millions de dollars sur cinq ans, le Programme a investi 800 000 dollars cette année pour aider les éditeurs canadiens à traduire des œuvres d'auteurs canadiens d'une langue officielle à l'autre. Cette année, le PNTEL a rendu possible la traduction de 81 titres, soit quelque 20 % de plus que l'objectif de départ. De ce nombre, 50 titres ont été l'occasion d'une nouvelle collaboration d'affaires – l'éditeur original du titre et celui qui l'a traduit travaillaient ensemble pour la première fois. Le Programme permet aussi la tenue d'une foire des droits de traduction pendant le Salon du livre de Montréal.

Toujours dans le domaine de l'édition, par l'intermédiaire de l'*Initiative des livres numériques accessibles* du Fonds du livre du Canada, le volet Soutien aux éditeurs a pu financer la production et la conversion de livres audio de titres canadiens provenant d'auteurs et d'éditeurs des communautés. D'après les données les plus récentes, en 2019-2020, trois éditeurs des communautés et quatre éditeurs de la majorité ont reçu des fonds pour convertir en format audio un total de 18 titres de neuf auteurs des communautés. Les lecteurs canadiens jouissent donc d'un meilleur accès à une plus vaste gamme de titres, dont la portée est d'autant plus grande qu'ils sont désormais accessibles en format papier ou audio.



## Figure 5 : Quelques chiffres clés du Conseil des arts du Canada aux artistes des communautés en 2020-2021

**26 993 347 \$**

soutien financier total du Conseil des arts du Canada aux artistes et organismes artistiques des communautés, une hausse de 17,7 % du financement accordé aux communautés par rapport à l'année précédente

**1 150 000 \$**

Fonds versés par Patrimoine canadien pour l'organisation de vitrines musicales favorisant l'accès au marché des artistes et des organismes des communautés

**370** vitrines musicales

**257** artistes ou organismes artistiques issus des communautés

**630 500 \$**

Somme versée par le Conseil des arts du Canada pour aider les artistes ou les organismes artistiques des communautés à accéder à des marchés existants ou prometteurs et à faire des tournées

**20** artistes ou organismes artistiques bénéficiaires

## LE FONDS DES MÉDIAS DU CANADA A INVESTI...

# 11,5 M \$

dans la production d'émissions de langue française à l'extérieur du Québec

## 29

productions

## 10

projets de développement

# 4,2 M \$

ont été investis dans la production d'émissions de langue anglaise au Québec

## 16

projets

# 207+

productions francophones canadiennes ont été diffusées sur les signaux et plateformes de TV5MONDE

# 194

Pays et territoires

Lancée en septembre 2020, la plateforme numérique francophone TV5MONDEplus offre gratuitement du contenu audiovisuel en français dont environ

# 30 %

provient du Canada

# 41

éditeurs ont reçu du financement pour traduire

# 81

livres d'auteurs canadiens (en français ou en anglais)

# 22

périodiques des CLOSM ont reçu du financement du Fonds du Canada pour les périodiques pour un total de...

# 793 384 \$

## 2.5 Dynamiser l'immigration francophone

Cette année, la pandémie a globalement réduit le nombre d'immigrants qui, toutes catégories confondues, sont venus entreprendre une nouvelle vie au Canada. Cela dit, toutes les parties impliquées dans l'accompagnement des parcours migratoires des francophones qui choisissent de s'établir hors Québec ont poursuivi leur travail, en surmontant les embûches posées par la COVID-19. Les résultats sont là et témoignent de l'efficacité et de la qualité de leurs efforts.

### IMMIGRATION FRANCOPHONE HORS QUÉBEC – DES PROGRÈS MIEUX DOCUMENTÉS

Le Plan d'action vise à faire passer le pourcentage de résidents permanents francophones qui s'installent à l'extérieur du Québec à 4,4%. En 2020-2021, malgré les impacts considérables de la pandémie, ce taux a augmenté de 28% par rapport à l'année précédente.

En 2020, pour la première fois, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) a rendu public le nombre d'admissions francophones nécessaires à l'extérieur du Québec pour atteindre l'objectif fixé dans le cadre de la Stratégie en matière d'immigration. Cette communication d'information répond aux demandes des intervenants et des partenaires d'IRCC au sein des différentes initiatives entourant ces parcours migratoires. IRCC souhaite ainsi souligner son engagement à atteindre la cible établie dans le Plan d'action.

## RECRUTEMENT À L'ÉTRANGER ET MOBILISATION DES PARTIES PRENANTES

La réalisation d'un projet d'immigration permanente au Canada s'étale sur plusieurs années. Dans l'année, si les voyages exploratoires étaient hors de question, le message envoyé à tous les candidats potentiels était de bien préparer leur démarche. Le contexte pandémique a donné un puissant coup d'accélérateur au virage numérique entamé ces dernières années.

Au cours de l'année, la Direction de l'éducation internationale d'Affaires mondiales Canada (AMC) a travaillé en étroite collaboration avec l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne (ACUFC) et le Réseau des cégeps et des collèges francophones du Canada (RCCFC) : les deux organismes ont reçu des contributions de 111 150 dollars et de 69 487 dollars, respectivement, pour appuyer la mise en œuvre d'activités nouvelles ou élargies de développement sur les marchés étrangers au nom de leurs membres, y compris le recrutement d'étudiants francophones dans divers établissements d'enseignement francophones et bilingues situés dans les communautés. Une partie des quelque 201 événements de promotion de l'éducation menés par AMC, dont 21 salons virtuels d'ÉduCanada, ciblait aussi les pays francophones, avec le même objectif.

De son côté, IRCC a organisé plus de 200 événements à l'étranger, pour la plupart en ligne. Pour la première fois cette année, son événement phare en matière de recrutement d'immigrants francophones, Destination Canada Forum Mobilité, était entièrement virtuel. Tenu à la fin février, il a attiré un nombre record de participants : 32 000 personnes inscrites ont eu accès au Forum, dont 13 000 ont été sélectionnées pour participer en direct. Au total, 2 000 offres d'emplois y ont été diffusées.

Tout au long de l'année, IRCC a aussi poursuivi ses efforts de mobilisation et de sensibilisation de toutes les parties prenantes canadiennes à ses initiatives qui visent à favoriser l'immigration francophone dans les communautés. L'institution a notamment mis en place un Comité consultatif national en établissement

francophone (CCNEF) : composé d'experts du secteur d'établissement francophone, ce comité a pour mandat de proposer des recommandations relatives à un modèle renouvelé de coordination nationale et de représentation du secteur, qui guideront notamment l'élaboration future de politiques et de programmes d'IRCC. Les membres du CCNEF se sont rencontrés à sept reprises au cours de l'année.

Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) a également multiplié les initiatives de communication. Au cours de l'année, trois campagnes ont notamment ciblé les immigrants francophones hors Québec. L'une d'entre elles portait sur les services offerts aux nouveaux arrivants d'expression française : menée du 15 février au 31 mars 2021, elle incluait des publicités sur les réseaux sociaux et sur le Web ainsi qu'une trousse d'outils acheminée à diverses organisations qui travaillent avec ces nouveaux arrivants, pour s'assurer que ces derniers sont tous au fait des ressources disponibles et peuvent à leur tour contribuer à mieux les faire connaître.

## ACCUEIL ET INTÉGRATION DES NOUVEAUX ARRIVANTS

Malgré le contexte pandémique, le Canada a continué d'accueillir de nouveaux arrivants au cours de la dernière année. Par exemple,

- Entre le 1<sup>er</sup> avril 2020 et le 31 mars 2021, IRCC et l'Agence des services frontaliers du Canada ont traité 676 demandes de permis de travail et 1484 demandes de prorogation de permis de travail en vertu de l'exemption du volet Mobilité francophone du Programme de mobilité internationale. Le taux d'approbation s'est élevé à 92 %. Ce volet dispense les employeurs de se soumettre à l'examen du marché du travail lorsqu'ils recrutent des travailleurs temporaires francophones pour pourvoir une large gamme de postes qui exigent la maîtrise du français, à l'extérieur du Québec. Les titulaires des permis Mobilité francophone acquièrent une précieuse expérience de travail au Canada, qui les aide ensuite à se qualifier pour les programmes de résidence permanente, y compris celui du système Entrée express.
- Dans le cadre du *Programme d'aide à la réinstallation offert aux personnes réfugiées*, l'appel de proposition lancé par IRCC en 2019 lui a permis de sélectionner un nouveau fournisseur de services francophone à Cornwall, en Ontario, qui travaille en collaboration avec le Conseil économique et social d'Ottawa-Carleton. Ensemble, ils offrent des services d'aide à la recherche d'hébergement, temporaire ou permanent, de familiarisation avec les programmes fédéraux et provinciaux essentiels, et d'apprentissage du fonctionnement des systèmes financiers, mais aussi des compétences nécessaires pour vivre en sécurité et de façon autonome au Canada.

De façon plus générale, IRCC a poursuivi la mise en œuvre et la consolidation du Parcours d'intégration francophone, sous l'égide du Plan d'action. Ainsi, le nombre de fournisseurs de services d'établissement offerts par et

pour les organisations francophones est passé de 50 à 80, soit 10 de plus que la cible établie au départ pour l'année. En outre, huit organisations ont été financées pour mettre en œuvre des projets visant à renforcer la capacité des communautés francophones et des travailleurs de l'établissement dans des domaines tels que la santé mentale, le soutien aux personnes âgées, aux femmes et aux familles et l'engagement des employeurs en français. Ces projets permettent l'élaboration de formations, d'outils et de bonnes pratiques en français qui renforcent la capacité des fournisseurs de services à travailler avec les divers groupes cibles qu'ils ont le mandat d'accompagner.

En outre, c'est aussi en avril 2020 que l'initiative des Communautés francophones accueillantes est entrée dans sa phase de mise en œuvre. Afin de prendre la mesure de l'impact des interventions de chacune des 14 communautés sélectionnées d'un bout à l'autre du pays, IRCC a lancé une étude sur les résultats de cette initiative qui vise à documenter et à comprendre dans quelle mesure les activités entreprises auront réussi à transformer leur accueil des nouveaux arrivants.

Enfin, les deux projets majeurs en formation linguistique créés par IRCC en soutien au Parcours d'intégration francophone ont atteint des résultats qui ont dépassé les attentes. Au départ, le Ministère prévoyait aider quelque 500 clients qui auraient besoin d'améliorer leurs connaissances des deux langues officielles pour mieux s'installer dans des communautés francophones en situation minoritaire. Dans les faits, malgré la fermeture des services en personne à compter de mars 2020, ce sont 552 personnes qui ont pu se prévaloir de ces formations. Leur vif intérêt et l'agilité des fournisseurs de services, qui sont passés à la formation en ligne, ont permis aux apprenants de poursuivre leurs apprentissages.





# Renforcer l'accès aux services



## Figure 6 : Renforcer l'accès aux services : nouveaux investissements du Plan d'action

# 3

ententes bilatérales bonifiées avec les gouvernements territoriaux pour la prestation de services dans la langue de la minorité, en vigueur en 2020-2021

# 227 M\$

octroyés aux gouvernements provinciaux et territoriaux pour appuyer l'enseignement dans la langue de la minorité

# 19

causes appuyées par le Programme de contestation judiciaire

# 1 433 000 \$

# 6

gouvernements provinciaux

# 1

gouvernement territorial

# 5

établissements universitaires

# 21

organismes et associations

# 51

projets financés visant à améliorer l'accès des familles vulnérables des communautés aux programmes de promotion de la santé de la petite enfance ont rejoint...

# 5 145

parents et tuteurs

# 907

femmes enceintes

# 5 419

enfants

Pour accroître la capacité du système de justice et de ses intervenants à offrir des services dans les deux langues officielles

# 71

projets financés menés par...

# 137

projets complétés financés par Vice-Versa afin d'enrichir la vie des écoles communautaires citoyennes

# 8

provinces et territoires ont tiré parti d'au moins une initiative de recrutement ou de rétention d'enseignants dans les écoles de langue française en situation minoritaire

# 2

nouveaux projets d'organismes communautaires nationaux pour le recrutement ou la rétention d'enseignants dans les écoles de langue française en situation minoritaire

# 5

# 42 239

élèves participants

# 174

écoles francophones hors Québec

PROJETS FINANCÉS POUR MOBILISER DIFFÉRENTS ACTEURS AFIN DE SOUTENIR CEUX QUI SONT EN FIN DE VIE (ET LEURS FAMILLES) DANS LES COMMUNAUTÉS

Tout au long de l'année, l'ensemble des intervenants impliqués dans la livraison de tous les services aux communautés se sont mobilisés autour du même objectif : assurer la continuité de leurs prestations.

Pour y arriver, ils ont fait preuve de souplesse et se sont constamment adaptés aux situations changeantes. Dans les domaines de l'éducation, de la justice et de la santé comme dans la gestion des ententes avec les provinces et les territoires, ils ont tiré le meilleur parti possible des formules hybrides et du passage au virtuel. Surtout, ils ont misé sur la pertinence des initiatives et la qualité des contenus comme facteur de stabilité et de motivation à atteindre les résultats espérés.

## 3.1 Appui à l'enseignement dans la langue de la minorité

Des fonds complémentaires rendus disponibles dans le cadre de la mise en œuvre des 13 ententes bilatérales signées avec les provinces et les territoires ont permis la réalisation de projets durables qui facilitent la poursuite des apprentissages et qui les enrichissent. Ainsi,

- En Nouvelle-Écosse, un montant approuvé de 622 500 dollars a permis de mettre en place un mécanisme qui permettra à chaque classe du Conseil scolaire acadien provincial (CSAP) de disposer de l'équipement technologique nécessaire pour communiquer avec le monde extérieur (portables, webcams, microphones, haut-parleurs Bluetooth, etc.). Ces technologies vont promouvoir un réseautage continu entre les élèves, les enseignants et l'ensemble de la communauté acadienne et francophone de la province.
- À l'autre bout du pays, en Colombie-Britannique, un peu plus de 3,3 millions de dollars ont été alloués afin de contribuer au développement de l'éducation postsecondaire en français. L'Université Simon-Fraser (USF) et le Bureau des affaires francophones et francophiles travaillent ensemble en vue d'offrir un continuum d'apprentissage du français aux étudiants de niveau postsecondaire, dans l'espoir de soutenir une nouvelle génération de Britanno-Colombiens bilingues. Leur projet vise à créer un programme de cohorte multidisciplinaire de niveau baccalauréat en français d'une durée de quatre ans, à créer et à promouvoir des cours facultatifs en français, et à élaborer un cadre pour améliorer la vie étudiante en français sur le campus.

Les enseignants sont un véritable pivot de l'enseignement dans la langue de la minorité. Dans le cadre de la *Stratégie de recrutement d'enseignants pour les écoles minoritaires* du Plan d'action, Patrimoine canadien a appuyé 21 projets qui représentent un investissement total d'environ 11,8 millions de dollars. La *Stratégie* a ainsi permis, en collaboration avec le gouvernement de l'Ontario, la création d'un Programme de mentorat

pour les enseignants-associés et les candidats à l'enseignement des conseils scolaires de langue française de la province. Un montant approuvé d'une valeur de 1,8 million de dollars pour ce projet permettra de faciliter la bonne intégration et la participation accrue des groupes visés en leur offrant un soutien continu, fondé sur leurs besoins particuliers. Le financement sera réparti entre les 12 conseils scolaires de langue française ontariens, selon le nombre moyen de candidats à l'enseignement acceptés dans chaque conseil au cours des deux années précédentes.

À l'échelle pancanadienne, la Fédération nationale des conseils scolaires francophones (FNCSF) a reçu 522 000 dollars pour un projet qui a permis la création d'outils et de formations pour répondre aux besoins liés à la pandémie. Le projet consistait entre autres en un cours de perfectionnement professionnel et de soutien en ligne qui a été conçu et offert par l'Université d'Ottawa à 84 enseignants et enseignantes des 28 conseils scolaires des communautés francophones et acadiennes en situation minoritaire. Ce cours, qui outille les enseignants en formation à distance ou hybride, deviendra une ressource incontournable pour tous les conseils scolaires qui voudraient parfaire la formation de leurs employés.

Plusieurs programmes créés par le Plan d'action ont également permis cette année d'améliorer les infrastructures scolaires, de les ouvrir sur leur milieu et aussi d'amener les élèves à découvrir qu'ils peuvent avoir un impact sur leur communauté, en français :

- Grâce au Plan Investir dans le Canada, la mesure *Appui à l'infrastructure scolaire et communautaire* a rendu possible le déploiement de cinq nouveaux projets dans autant de communautés partout au pays. Patrimoine canadien a ainsi confirmé qu'il versera un montant d'un peu plus de 3 millions de dollars pour la construction d'espaces partagés (gymnase et cuisine polyvalente) à la nouvelle école de Régina, en Saskatchewan, dont la construction devrait être terminée en 2023. En plus de bénéficier directement

aux élèves, ces espaces, qui comprendront des bureaux pour 13 organismes communautaires et trois salles de rencontres, deviendront aussi des lieux de ralliement pour la communauté francophone après les heures de classe.

- Le volet *Appui aux milieux de vie communautaires (Infrastructures)* a pour sa part appuyé quatre nouveaux projets. Il a entre autres permis à Patrimoine canadien d'octroyer 990 561 dollars au gouvernement du Nouveau-Brunswick pour deux projets. La rénovation du laboratoire de sciences au Pavillon Louis-A.-Lebel du Campus d'Edmundston de l'Université de Moncton (390 561 dollars) offrira des espaces de formation et de recherche à la fine pointe de la technologie, Ces lieux pourront aussi être utilisés pour la présentation de projets lors d'exposciences, et pour organiser des activités qui feront découvrir les sciences à des élèves francophones du primaire et du secondaire. Les travaux de réaménagement des espaces du Centre d'études acadiennes (600 000 dollars) permettront, quant à eux, la préservation et la mise en valeur de la plus grande collection d'archives et de documentation au monde sur la réalité acadienne, en plus d'améliorer et d'accroître son accès à la communauté.

Enfin, le programme de micro-subsventions *Vice-Versa du Fonds d'appui à l'école communautaire citoyenne* financé par Patrimoine canadien a continué le renforcement de la construction identitaire des élèves de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année. Par exemple, dans le cadre du projet « Urbaniser Campbellton » et en partenariat avec l'organisme Place aux compétences, les élèves de 9<sup>e</sup> année du cours de géographie de la Polyvalente Roland-Pépin au Nouveau-Brunswick ont créé une maquette urbanisée des municipalités de Campbellton et d'Atholville qu'ils ont ensuite présentée aux maires des deux municipalités pour leur suggérer des améliorations à apporter en tenant compte des défis économiques, sociaux et environnementaux de leur communauté. À Labrador City (Terre-Neuve-et-Labrador), des élèves du Centre Éducatif L'Envol, en partenariat avec HORIZON TNL (anciennement RDÉE TNL), se sont pour leur part

initiés à l'entrepreneuriat de façon très concrète, en découvrant les différents types de prêts, les concepts de pertes et de profits et les bases d'un plan d'affaires par le biais d'un projet de confection et de mise en marché d'articles qu'ils avaient eux-mêmes fabriqués.

D'autres institutions fédérales contribuent à l'atteinte de ces mêmes objectifs grâce à des partenariats ciblés. C'est ainsi que Financement agricole Canada a collaboré avec le Campus Saint-Jean de l'Université de l'Alberta, à Edmonton, et a puisé dans ses fonds d'Investissement communautaires pour financer le projet *Champs francophones*, qui comprend trois volets : le premier appuie des projets en développement durable pour les Laboratoires de Sciences, qui permettront de créer de nouvelles initiatives vertes en chimie, et d'étendre le projet aux laboratoires de biologie et de physique. Le second volet vise à faire ressortir la complexité et la diversité du patrimoine francophone dans l'Ouest canadien en utilisant une approche historique et décoloniale qui mettra en valeur la contribution des Premières Nations et des communautés métisses au développement de la région aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Quant au troisième volet, il permettra de développer deux cours, équivalents à ceux déjà offerts en anglais, sur les thèmes de la durabilité et du développement durable. Ces cours seront ouverts aux étudiants francophones et francophiles inscrits dans les différents programmes offerts par le Campus Saint-Jean, et leur permettront d'intégrer des notions de durabilité dans les différents domaines et secteurs dans lesquels ils s'engageront dans leur vie professionnelle.

## 3.2 Amélioration de l'accès à la justice

Malgré la pandémie, le ministère de la Justice a continué d'améliorer la stabilité financière et la capacité opérationnelle des 12 organisations (11 provinciales ou territoriales et une nationale) qui bénéficient d'un financement de base dans le cadre du Plan d'action. Afin de favoriser la continuité des services et d'alléger le fardeau administratif lié à la présentation de nouvelles demandes, les bénéficiaires de ces fonds ont aussi profité de modifications qui prolongent de deux ans les ententes de financement de base existantes. En 2020-2021, les dépenses du programme se chiffraient à 940 000 dollars. L'institution a également poursuivi ses discussions avec les administrations du Nunavut et de l'Île-du-Prince-Édouard afin de pouvoir finaliser une entente avec des organismes bénéficiaires de ce territoire et de cette province en 2021-2022.

Le *Fonds d'appui à la justice dans les deux langues officielles* (Fonds) administré par le ministère de la Justice a de son côté déboursé un total d'environ 9,6 millions de dollars qui ont été répartis entre 71 projets. Parmi les initiatives particulièrement porteuses, il faut souligner le projet mis en œuvre par le Réseau des chercheuses africaines (RECAF), un organisme basé à Toronto (Ontario) qui conçoit et fournit des outils d'information et de formation destinés notamment aux femmes francophones racialisées et ethnoculturelles, aux responsables et aux bénévoles des associations, aux travailleurs sociaux et aux entreprises locales. Quelque 300 apprenants issus de la communauté ciblée ont pu participer aux huit exercices d'apprentissage interactifs, axés sur la transmission de connaissances en droit de la famille, en droit du travail et en droit criminel, élaborés grâce au projet. Au Québec, le projet d'Accès à la justice pour les Québécois d'expression anglaise a permis à Éducaloi d'élargir son offre de services en anglais : l'organisme a entre autres animé une dizaine d'ateliers d'information juridique qui ont touché plus de 200 aînés. L'organisme a également publié et distribué quelque 12 000 guides pour aînés et des trousseaux de renseignements destinés aux nouveaux arrivants en plus de produire et de diffuser trois vidéos offrant des stratégies de communication à des juristes qui ont été

visionnées plus de 2 500 fois. Enfin, le Fonds a aussi permis cette année la traduction de 134 jugements, dans le cadre de trois projets distincts, soit plus que l'objectif de départ qui était de 125.

Le *Programme de contestation judiciaire* administré par Patrimoine canadien a octroyé un total de 1,4 million de dollars à 19 nouvelles demandes de financement. Parmi les causes qu'il a appuyées, on peut citer celle du Conseil scolaire francophone de Colombie-Britannique pour une intervention dans le cadre de l'appel interjeté devant la Cour Suprême du Canada contre le gouvernement de Colombie-Britannique : le Conseil alléguait que le gouvernement provincial, en n'offrant pas aux élèves francophones des services éducatifs équivalents à ceux offerts aux élèves de la majorité, enfreignait l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* (la Charte). En juin 2020, la Cour a reconnu et réaffirmé l'importance de l'éducation dans la langue officielle de son choix ainsi que la centralité de la Charte dans l'épanouissement des communautés.

Patrimoine canadien a aussi financé le projet Charter Challenge – Défi de la Charte du Réseau ontarien d'éducation juridique, qui a été mis en œuvre pour amener les élèves franco-ontariens des écoles secondaires à débattre au sujet de la Charte. L'équipe de leadership jeunesse du Réseau a travaillé à la refonte, à la mise à l'essai et à l'évaluation d'un programme éducatif d'appel juridique par simulation qui n'existait qu'en anglais, et a élaboré un programme scolaire qui intègre de nouvelles ressources afin de rendre le projet plus pertinent pour les jeunes Franco-Ontariens.

## 3.3 Accès aux soins de santé et aux services sociaux dans la langue de la minorité

### FLEXIBILITÉ

Il va sans dire que de tous les secteurs, celui de la santé demeure le plus durement interpellé par la pandémie depuis mars 2020. Tout au long de l'année, les institutions fédérales œuvrant en santé, par l'entremise de leurs partenaires, ont appuyé une grande diversité d'initiatives, à petite ou à grande échelle, en vue d'aider les communautés à répondre aux situations inédites et aux besoins créés par la pandémie COVID-19. Parmi les nombreux projets financés par le *Programme pour les langues officielles en santé* (PLOS) de Santé Canada, on peut citer entre autres :

- La Société Santé en français (SSF), qui a mis en œuvre plusieurs initiatives pancanadiennes de communication destinées aux communautés francophones et acadiennes de l'ensemble du pays. Ses pages Web, des capsules d'information diffusées sur ses médias sociaux et une large gamme d'outils lui ont permis de mieux informer les membres de ces communautés et de les orienter efficacement vers les ressources existantes.
- Les établissements membres du Consortium national de formation en santé (CNFS), qui ont pris diverses mesures afin que leurs étudiants puissent contribuer aux efforts de lutte contre la pandémie. À Sudbury (Ontario), des étudiants en soins paramédicaux du Collège Boréal ont participé à une clinique de vaccination : des épauettes qui les identifiaient clairement comme francophones ont accru la visibilité et le recours aux services en français, particulièrement important pour les aînées, pour qui la vaccination peut être un moment de stress important. En Alberta, des étudiants en sciences infirmières du Campus Saint-Jean ont suivi des stages qui les ont outillés pour qu'ils puissent ensuite animer des séances d'information et de sensibilisation sur toute une série de thèmes de santé liés à la pandémie, au grand bénéfice des familles et des élèves des écoles francophones locales.

- Au Québec, en misant sur la virtualisation de ses réseaux, le Programme d'éducation sanitaire communautaire du Community Health and Social Services Network (CHSSN) a organisé six vidéoconférences au cours de l'année, qui ont attiré plus de 850 participants de toutes les régions de la province. Les sujets abordés ont couvert une large gamme de préoccupations, qui allaient de bien manger pendant la pandémie à parler franchement des options de fin de vie, en passant par la gestion des risques et des incertitudes et par les moyens de faire face à l'arthrite pendant l'auto-isolement.

De son côté, le Bureau du conseiller scientifique principal de l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC) a financé un projet avec le quotidien manitobain de langue française, *La Liberté*, pour concevoir et distribuer la deuxième édition d'un magazine scientifique pour les enfants, *Sciences Mag Junior*, afin d'informer les jeunes de six à douze ans sur la COVID-19. Des copies papier en français et en anglais du magazine de 64 pages ont été distribuées en octobre 2020 dans les éditions de *La Liberté* et du *Winnipeg Free Press*, tandis que la [version électronique](#) a été partagée sur de multiples plateformes.

D'autres institutions fédérales ont joué un rôle important dans la dissémination d'informations relatives à la COVID-19. C'est notamment le cas du Bureau de la traduction de SPAC. En plus de mettre en ligne un Lexique sur la pandémie, ses spécialistes ont accompagné tous leurs collègues des autres ministères et organismes dans la traduction de messages, de consignes et de documents importants, comme des appels d'offres. Le Portail linguistique du Canada a fait régulièrement la promotion du lexique par le biais de son infolettre *L'Hebdo du Portail* et de ses réseaux sociaux.

## LUTTER CONTRE LA VIOLENCE FAMILIALE EN TEMPS DE PANDÉMIE

Partout au pays, la pandémie a jeté un éclairage sur la triste réalité des femmes et des enfants victimes de violence familiale. Au cours de l'année, Femmes et Égalité des genres Canada (FEGC) a fourni un total de 90 millions de dollars à plus de 1200 refuges, centres d'hébergement et autres organismes qui les soutiennent, pour les aider à poursuivre leur offre de services malgré la COVID-19, à répondre à une demande accrue et à se procurer les équipements de protection et les produits de nettoyage nécessaires. De ce montant, près de 370 000 dollars ont été versés à sept organismes communautaires pour leurs projets de renforcement des capacités en contexte de pandémie.

C'est ainsi que dans le Sud de l'Ontario, une subvention de 87 000 dollars a permis à Hiatus House de réviser son site Web et de le rendre accessible dans les deux langues officielles, au moyen d'une plateforme conviviale pour les membres et partenaires francophones de la communauté de Windsor-Essex. Au Québec, un montant de 21 500 dollars a été octroyé à la Cree Women of Eeyou Istchee Association, qui travaille avec les femmes autochtones. Dans la région de l'Atlantique, le Réseau des services pour victimes de violence du Nouveau-Brunswick a bénéficié d'une aide de 88 000 dollars qui a permis à cet organisme d'analyser l'impact de la pandémie sur les femmes victimes de violence familiale et sur les maisons de transition de la province, particulièrement en milieu rural. Fort de ces informations, le Réseau a ensuite pu améliorer son site Web, offrir de la formation virtuelle au personnel, organiser des ateliers et des événements virtuels et participer au comité intersectoriel provincial.

## CONTINUITÉ DES SERVICES

Tant les institutions fédérales que leurs partenaires dans les provinces et les territoires ont déployé des efforts considérables pour assurer la continuité des services offerts et des projets en cours malgré la pandémie. Ainsi, le Community Health and Social Services Network (CHSSN) et la Société Santé en français (SSF) ont tous deux su assurer le succès du programme *Petite enfance en santé* financé par l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC) dans le cadre du Plan d'action. Dans l'année, ils ont, ensemble, financé un total de 51 projets, mis en œuvre par de tierces parties, qui visent tous à améliorer l'accès des familles vulnérables des communautés aux programmes de promotion de la santé de la petite enfance. Un total de 5 145 parents et de 5 419 enfants de zéro à six ans ont bénéficié d'une ou l'autre de ces initiatives.

Pour n'en citer que deux, au Québec, le CHSSN a mis en œuvre un projet pilote qui vise à améliorer la capacité de la communauté à stimuler le développement du langage chez les enfants de langue maternelle anglaise. Le projet, qui inclut des activités parent-enfant et des séances d'information, s'est avéré un franc succès. Le CHSSN prévoit poursuivre l'initiative en 2021-2022 et attirer 1000 nouveaux participants. Du côté francophone, la SSF a dressé et lancé un plan national de mobilisation des connaissances pour mettre en valeur les pratiques exemplaires qui sous-tendent le succès de différents projets. L'initiative, largement diffusée par l'entremise de l'infolettre de la SSF, La Feuille de chou, a été très bien reçue par les organismes communautaires.

Plus de la moitié de l'investissement global de 22,5 millions de dollars sur cinq ans, alloués dans le cadre du Plan d'action pour améliorer l'accès aux services de santé dans les communautés, vient appuyer les trois volets du PLOS de Santé Canada : formation, réseautage et projets novateurs.

Dans le cadre du volet Formation et maintien en poste des ressources humaines en santé, dont le budget s'élève à un million de dollars par année, cinq nouveaux établissements d'enseignement de la Colombie-Britannique, de la Saskatchewan et de l'Ontario se sont joints, il y a trois ans, à l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne – Volet santé. Ils peuvent à leur tour offrir de nouvelles formations, qui enrichissent les programmes du Consortium national de formation en santé, et maintenir ainsi la qualité et la diversité des services accessibles aux membres de communautés dans les régions éloignées ou mal desservies. Au cours de la dernière année :

- Le Collège Glendon, affilié à l'Université York, à Toronto (Ontario), a officiellement démarré un nouveau programme de certificat en démence et santé cognitive, spécifiquement conçu à l'intention des intervenants de première ligne dans le domaine de la santé qui veulent acquérir une expertise dans ce domaine et maximiser l'offre active de soins en français. Le certificat comprend trois cours, offerts majoritairement en ligne.
- En Saskatchewan, la Cité universitaire francophone a travaillé sur l'établissement d'un partenariat qui devrait lui permettre de placer des stagiaires au Nouveau-Brunswick, dans un environnement et avec une supervision francophone. Ce projet contribuera à la réussite scolaire et au maintien du sentiment d'appartenance à l'identité francophone chez les futurs diplômés fransaskois.
- Plus à l'ouest, le Collège Éducacentre, le seul collège francophone de Colombie-Britannique, a mis en place un partenariat avec la firme Connexence qui a débouché cette année sur le lancement d'une application immersive en réalité virtuelle, axée sur la sensibilisation à l'importance de la crise des opioïdes. Cette simulation bilingue, français-anglais, est gratuite et s'adresse à tous les intervenants impliqués dans la lutte contre les opioïdes.

## INNOVATION

Un autre volet du Programme de contribution pour les langues officielles en santé (PLOS) de Santé Canada, bonifié par le Plan d'action, à hauteur de 4 millions de dollars sur cinq ans, vise à encourager les projets novateurs qui améliorent l'accès aux services de santé pour les communautés. Plusieurs de ces initiatives ont commencé à donner des résultats probants.

- Le ministère de la Santé et des Services sociaux du Yukon a poursuivi son projet de création d'un centre de santé communautaire bilingue pour offrir des services de soins de santé primaires après les heures normales d'ouverture aux individus et aux familles francophones de Whitehorse. Un plan de formation des interprètes et des accompagnateurs s'est poursuivi en ligne et une composante de soutien en santé mentale a été ajoutée au programme pour que les participants soient sensibilisés aux risques d'anxiété des clients accompagnés.
- En Saskatchewan, l'Autorité de la santé a conclu un partenariat de trois ans avec Tel-Aide Outaouais (TAO) afin que les Fransaskois puissent avoir accès à sa ligne d'écoute téléphonique empathique. Les résidents francophones de la province qui vivent des situations de détresse psychologique ou qui ont tout simplement besoin d'un soutien peuvent désormais recourir à ce service gratuit, à toute heure du jour ou de la nuit. Au Yukon, où une entente similaire est déjà en place, le Partenariat communauté en santé a créé une publicité ciblée pour faire la promotion de la ligne d'écoute auprès des aînés et briser leur isolement, souvent accru par la pandémie.
- Plusieurs initiatives ont aussi été déployées au Québec. Par exemple, l'hôpital Jeffery Hale – Saint-Brigid's, qui dessert la communauté anglophone de la ville de Québec, s'est engagé, depuis quelques années, dans la mise en place d'un modèle de bases de données sur les soins et le soutien à domicile et sur les besoins en matière de placement qui vise

à appuyer la prise de décision fondée sur les données probantes. Cette année, l'organisation a pu colliger des données et élaborer des outils qui facilitent le repérage des clients qui ont besoin de services et l'établissement de leurs besoins, pour les orienter plus efficacement vers les ressources existantes.

## 3.4 Ententes avec les provinces et les territoires en matière de services dans la langue de la minorité

Bien que les discussions avec le Québec n'aient pu mener à la conclusion d'une entente pour l'année financière 2020-2021, 12 ententes bilatérales entre le gouvernement fédéral, les provinces et les territoires ont permis de faire progresser l'offre de services dans la langue de la minorité d'un bout à l'autre du pays.

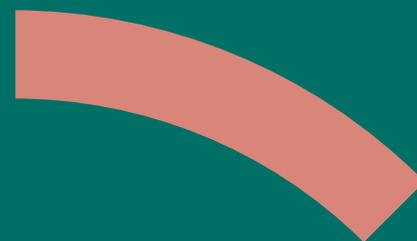
Dans le cadre de la *Collaboration intergouvernementale en matière de services dans la langue de la minorité (ententes fédérales-provinciales/territoriales)*, 14 675 millions de dollars ont été alloués en 2020-2021 à différentes initiatives des provinces et des territoires. La bonification du programme, rendue possible par le Plan d'action, a permis cette année le versement d'un peu plus de 10 millions de dollars supplémentaires pour la réalisation d'initiatives dans les trois territoires canadiens.

- L'Entente Canada-Alberta sur les services en français a notamment permis d'accroître la diffusion d'informations en français au-delà des exigences de la Politique en matière de francophonie de la province. Plusieurs outils et processus ont été optimisés et de nouveaux ont été créés pour faire en sorte que les Albertains d'expression française aient accès rapidement à des renseignements essentiels en français. En outre, le ministère des Services à l'enfance et le ministère de la Justice et du Solliciteur général ont tous deux consulté le public en français au moyen de sondages. Le premier portait sur la modernisation du *Child Care Licensing Act*, et le second, sur l'avenir du maintien de l'ordre en Alberta et l'examen de la *Police Act*.
- À Terre-Neuve-et-Labrador, l'Entente Canada-Terre-Neuve-et-Labrador relative aux services en français 2018-2023 a permis l'élargissement des services en français offerts par les registres de l'état civil. Les résidents francophones peuvent maintenant faire une demande de documents ou de renseignements relatifs à l'état civil en français. Les certificats sont désormais offerts en format bilingue.
- Dans le cadre d'une entente spéciale avec la Ville d'Ottawa, cette dernière a réalisé son projet « Une Ville, deux langues – L'offre active au service du citoyen ». Elle s'est notamment dotée d'une nouvelle identité visuelle et d'une série de vidéos de formation qui permettront de sensibiliser le personnel municipal à l'importance de l'offre active de services municipaux en français. Une série de produits a aussi été élaborée en vue de la mise en place, d'un bout à l'autre de la ville, d'un réseau de sept Carrefours francophones : chacun de ces Carrefours disposera d'un panneau électronique programmable et d'un drapeau franco-ontarien sur mât portatif qui les dotera d'une identité visuelle forte et homogène, lorsque le contexte pandémique permettra la reprise d'une programmation d'événements stable et continue.
- Plus au nord, l'Entente Canada-Yukon sur les services en français a permis au gouvernement du Yukon d'améliorer l'accès du public aux services de justice en français dans plusieurs points de services du territoire, notamment dans les domaines des services à la famille et des services aux victimes d'actes criminels. Dans les Territoires du Nord-Ouest voisins, l'entente a fait progresser l'offre de formation, d'outils et de conseils aux employés gouvernementaux pour qu'ils soient en mesure d'améliorer l'offre active et leurs prestations de communications et de services en français.





# Promotion des langues officielles



# 4

La pandémie et les mesures prises pour en contrôler l'impact sur les Canadiens partout au pays ont aussi entraîné des modifications, des reports et parfois des annulations de certains programmes ou d'initiatives qui facilitent l'apprentissage et le maintien des connaissances de la langue seconde, ainsi que les rapprochements entre les Canadiens d'expression française et anglaise. Malgré tout, plusieurs programmes de développement à long terme ont pu poursuivre leurs activités, tandis que le passage au mode virtuel a garanti la continuité et a même élargi les publics cibles d'autres initiatives.

## Figure 7 : Promotion des langues officielles : nouveaux investissements du Plan d'action

**41 000 → 6**

téléchargements

mois

CBC/Radio-Canada a poursuivi le développement de Mauril, la toute nouvelle plateforme pour apprendre gratuitement le français et l'anglais lancée en avril 2021

**850**

jeunes ayant l'anglais comme première langue officielle parlée ont bénéficié d'une bourse d'études postsecondaires pour poursuivre leurs études en français

Statistique Canada a participé à 15 activités de recherches et a élaboré 12 produits analytiques sur les langues officielles et les communautés

**15**

activités de recherches

**12**

produits analytiques

**120,4 M\$**

octroyés aux gouvernements provinciaux et territoriaux pour appuyer l'apprentissage de la langue seconde

**9**

provinces et territoires ont bénéficié d'au moins une initiative de recrutement ou de rétention des enseignants d'immersion française et de français langue seconde

**365**

participants au programme Odyssee, une expérience de travail bilingue et rémunérée qui offre aussi la possibilité à des étudiants de niveau postsecondaire d'effectuer un séjour de voyager dans une autre province

**11**

nouveaux projets d'organismes communautaires pour le recrutement ou la rétention d'enseignants d'immersion française et de français langue seconde

**45 000**

Près de 45 000 élèves ont eu l'occasion d'améliorer leurs compétences linguistiques grâce à la présence d'un moniteur du programme Odyssee

**53**

projets financés par le programme Ottawa bilingue pour renforcer le caractère bilingue de la capitale du Canada

## 4.1 Appui à l'apprentissage de la langue seconde

Le Plan d'action consacre un total de 448 millions de dollars sur cinq ans aux ententes entre le gouvernement fédéral et ceux des provinces et des territoires, administrées par Patrimoine canadien, qui favorisent l'apprentissage de la seconde langue officielle du Canada. En 2020-2021, 53,7% des élèves étaient inscrits aux programmes de langue seconde dans le système de la majorité. En 2019-2020, l'année la plus récente pour laquelle les données sont disponibles, 487 191 élèves étaient inscrits en immersion française à l'extérieur du Québec. Ce nombre d'inscriptions représente une augmentation de 72 pour cent depuis 2003-2004, l'année du premier Plan d'action pour les langues officielles.

Afin de contribuer à l'augmentation du pourcentage de jeunes Canadiens bilingues, un peu plus de 89 millions de dollars ont été alloués cette année à une vaste gamme d'initiatives, réalisées dans chacune des 13 administrations provinciales et territoriales. Cinq nouveaux projets ont été mis en chantier cette année. En voici quelques exemples :

- Dans les Territoires du Nord-Ouest, trois activités ont été lancées pour mieux servir la population, assurer la continuité des programmes de français langue seconde et encourager les apprenants à poursuivre leurs études en français : à l'école secondaire Diamond Jenness de Hay River, le programme post-intensif en français langue seconde sera désormais offert jusqu'en 12<sup>e</sup> année, tandis qu'à Yellowknife, le programme d'immersion en français de l'école catholique Weledeh sera offert dès la maternelle.
- En Ontario, dans son projet « Apprentissage interactif pour les étudiants en français langue seconde », le Groupe Média TFO a donné le coup d'envoi d'un important projet de développement de ressources qui enrichiront l'expérience d'apprentissage des élèves, qu'ils soient en classe ou à la maison. Parmi elles, on trouvera une trousse didactique destinée aux élèves de la 1<sup>re</sup> à la 6<sup>e</sup> année composée de 60 à 80 activités

faisant appel à des vidéos ou à des livres numériques, une série de vidéos destinées aux élèves de la 5<sup>e</sup> à la 8<sup>e</sup> année axées sur la littératie financière, en lien avec le nouveau curriculum de mathématiques de la province, et un ensemble de balados du théâtre franco-ontarien conçus pour les élèves de la 7<sup>e</sup> à la 12<sup>e</sup> année qui appuieront le développement d'une identité culturelle et le développement des capacités d'écoute et de communications.

- En Saskatchewan, le projet cible la formation des professeurs à l'enseignement du programme d'études en ligne. Outre la création d'un site Web qui facilitera leur accès à toute une gamme de ressources virtuelles, le projet aidera les enseignants à planifier et à élaborer des programmes pour soutenir les élèves de l'immersion en français élémentaire : il permettra ainsi d'harmoniser les ressources pédagogiques en ligne et les objectifs des résultats d'apprentissage visés par le programme d'études de la province, principalement en matière de littératie et de numératie. Une fois le projet mené à bien, les plans, les leçons et les activités élaborés seront mis à la disposition de toutes les divisions scolaires, mais pourront aussi être utiles aux parents, qui sont nombreux à plaider pour une offre élargie d'occasions en ligne en immersion française.

Dans ce même domaine, Patrimoine canadien appuie également le travail d'organisations non gouvernementales, par le biais de *Collaboration avec le secteur non gouvernemental (organismes de la langue seconde)*, qui s'inscrit dans le cadre du Plan d'action. Le Ministère a signé une entente de trois ans avec l'Association canadienne des professionnels de l'immersion (ACPI), qui offre des services d'apprentissage professionnel et de réseautage aux éducateurs de l'enseignement en immersion française. D'une valeur globale de 1,32 million de dollars, ce projet permettra à l'Association d'intensifier ses efforts dans quatre champs distincts : la formation continue;

l'échange de connaissances et le réseautage; la diffusion d'informations pédagogiques; l'amélioration des services aux membres et le renforcement des capacités organisationnelles.

Les investissements offerts par le Plan d'action ont aussi permis à Patrimoine canadien de déployer une *Stratégie de recrutement d'enseignants d'immersion et de français langue seconde*. Patrimoine canadien a lancé deux appels de projets, dont le premier en juin visait des projets à court terme qui répondaient aux besoins immédiats découlant de la situation de la COVID-19. Neuf provinces et territoires ont bénéficié d'au moins une initiative dans ce domaine tandis que 11 nouveaux projets d'organismes communautaires ont également été approuvés. La valeur globale de ces initiatives s'élève à 7,37 millions de dollars.

- En Ontario, une somme de 4,5 millions de dollars permettra de soutenir les années deux et trois de la mise en œuvre de sept grandes initiatives qui ont pour objectif de faire augmenter le nombre d'enseignants d'expression française qualifiés, de soutenir efficacement le recrutement et la fidélisation des enseignants de français langue seconde et de favoriser la diffusion des connaissances, les échanges d'idées et la mise en œuvre de pratiques efficaces. Pas moins de six organismes sont impliqués dans la mise en œuvre des différentes initiatives, dont l'Association ontarienne des professeurs de langues vivantes, l'Université d'Ottawa, le Collège Glendon, Canadian Parents for French (Ontario) et l'Ontario Public School Boards' Association.
- Au Québec, un projet ciblé d'une valeur de 308 000 dollars a pour objectif d'offrir une formation d'appoint et un service d'accompagnement aux enseignants du français langue seconde nouvellement en poste ainsi qu'aux enseignants non spécialistes en enseignement du français langue seconde, au primaire et au secondaire. Ces enseignants œuvrent au sein des neuf commissions scolaires anglophones du Québec et de la Commission scolaire du Littoral,

qui dessert aussi dix villages anglophones de la Côte-Nord. Une équipe de conseillers pédagogiques, appuyée par un universitaire spécialiste en didactique et en enseignement du français langue seconde, sera chargée d'élaborer la formation d'appoint et de mettre sur pied le service d'accompagnement, dans une perspective d'amélioration continue.

- Plusieurs parents d'élèves en français langue seconde, surtout ceux qui ne parlent pas français, se sont trouvés fort démunis lorsque la COVID-19 a fermé les salles de classe et a obligé les enfants à faire l'école à la maison. Pour répondre à leurs inquiétudes et à leurs frustrations, l'organisme Canadian Parents for French (CPF), grâce à une subvention de 110 500 dollars, a mis sur pied un programme de tutorat : un élève qui avait besoin d'un appui a été jumelé à un volontaire francophone avec lequel il travaille chaque semaine pendant une heure, par le biais d'une plateforme. Ensemble, ils ont pu faire des devoirs, pratiquer la lecture ou la conversation en français, ou mener à bien toute autre tâche jugée prioritaire par l'élève et ses parents. CPF s'occupe de trouver le volontaire et d'organiser la session, en plus d'inviter tous les volontaires à participer à une discussion virtuelle hebdomadaire, et d'offrir à tous les enfants participants une rencontre virtuelle mensuelle durant laquelle ils peuvent discuter en français d'un sujet lié aux sciences naturelles, comme les volcans, les arcs-en-ciel, etc. Le projet a été bien accueilli par toutes les parties prenantes !

La réputation du programme *Odyssée* n'est plus à faire. Chaque année, ce programme de placement de neuf mois (septembre à mai) permet à des moniteurs de français venus de toutes les régions du pays d'aller, dans d'autres régions, appuyer des enseignants d'écoles dans la langue de la minorité ou d'immersion en langue seconde en animant une variété d'activités et d'initiatives avec leurs élèves. Non seulement le Plan d'action

a-t-il reconduit la subvention de base de 7,11 millions du programme *Odyssée*, une bonification qui s'élève à 3,5 millions s'y est ajoutée cette année, permettant ainsi le rehaussement des salaires des moniteurs tout en améliorant l'attractivité du programme. Sa gestion est assurée par le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada).

Cette année, malgré la pandémie, *Odyssée* a dépassé ses objectifs. Un total de 365 moniteurs, 15 de plus que les 350 prévus, ont travaillé avec près de 45 000 élèves, francophones et anglophones, partout au Canada. Dans un contexte souvent virtuel, parfois difficile, et sur une base quotidienne, ils ont planifié et dirigé des activités qui ont motivé les élèves à en apprendre davantage et à mieux maîtriser leur seconde langue officielle, et appuyé le personnel enseignant, notamment en situation de COVID.

Grâce au Plan d'action, le programme *Bourses d'études postsecondaires en français langue seconde* a été créé. Administré par l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne (ACUFC), l'initiative dispose de 3 millions de dollars par an. Même si certaines modifications ont dû être apportées cette année à cause de la pandémie, 850 jeunes inscrits en première année d'un programme collégial ou universitaire ont pu bénéficier de bourses non renouvelables de 3 000 dollars chacune, qui leur a permis de parfaire leur bilinguisme tout en étudiant dans le domaine qui les intéresse.

## TRAVAIL CONTINU

Ces apprentissages de la deuxième langue officielle ne se sont pas limités au milieu scolaire. Quatre projets financés par le ministère de la Justice ont aussi contribué cette année au perfectionnement des compétences linguistiques, aussi bien en français qu'en anglais, des professionnels du système de justice.

Le Centre canadien de français juridique a ainsi mis en place un projet de formation pancanadien pour

divers intervenants provinciaux et territoriaux (avocats de l'Aide juridique, interprètes judiciaires, médiateurs, greffiers, etc.) sur le vocabulaire juridique en lien avec la *Loi sur le divorce*, les obligations parentales et les pensions alimentaires. Pas moins de 27 webinaires portant sur le droit criminel et le français juridique ont été offerts à 350 apprenants. Le projet comprenait aussi la production de 30 vidéos d'environ 30 minutes chacun, de trois nouveaux lexiques et d'autres ressources pédagogiques. Au Québec le Conseil de la Magistrature a créé un projet de formation en terminologie juridique en langue anglaise et l'a offert à des juges, à des juges de paix magistrats et à des juges municipaux du Québec qui traitent des causes en matière criminelle et qui ont une connaissance de niveau intermédiaire de l'anglais. Enfin, d'autres initiatives vont permettre aux Canadiens de tous les coins du pays d'améliorer leurs compétences dans leur seconde langue officielle, partout et en tout temps. La pandémie a certes retardé de quelques mois le lancement officiel de l'application *Mauril*, réalisée par CBC/Radio-Canada, mais la société d'État a su miser sur ses ressources internes pour en poursuivre le développement. Le financement d'un peu moins de 3 millions de dollars octroyé par Patrimoine canadien pour l'année a permis à la société d'État de mener différents tests avec des clients provenant d'horizons divers. Plusieurs présentations ont été faites en ligne pour s'assurer de l'implication du public et des futurs utilisateurs dans la conception et le déploiement de l'outil. Le lancement de l'application, en version Android et iOS, était prévu dès avril 2021 et devait être suivi par la mise en ligne d'un [site Web pour Mauril](#).

Le Bureau de la traduction de Services publics et Approvisionnement Canada a lui aussi bénéficié d'un financement de plus de 3 millions de dollars, versé dans le cadre du Plan d'action. Cette somme lui a notamment permis de renouveler son *Navigateur linguistique*, un outil utilisé par le grand public pour effectuer des recherches dans les quelque 23 000 pages du Portail linguistique du Canada, et d'en enrichir le contenu.

Le Portail a également mis à jour l'ensemble de ses outils d'aide à la rédaction. En 2021, il a aussi poursuivi son partenariat avec la Fondation canadienne pour le dialogue des cultures afin de produire les contenus de la 23<sup>e</sup> édition des Rendez-vous de la Francophonie (RVF), qui avaient lieu en mars, sous le thème de l'Acadie comme berceau de la francophonie canadienne. À cette occasion, le Portail a créé trois concours portant sur l'Acadie, il a traduit et révisé des milliers de mots pour la Fondation et a fait la promotion des RVF 2021 dans le blogue « Nos langues » et dans ses comptes de médias sociaux, qui comptent plus de 35 000 abonnés.

## FAVORISER LE BIEN ÊTRE LINGUISTIQUE

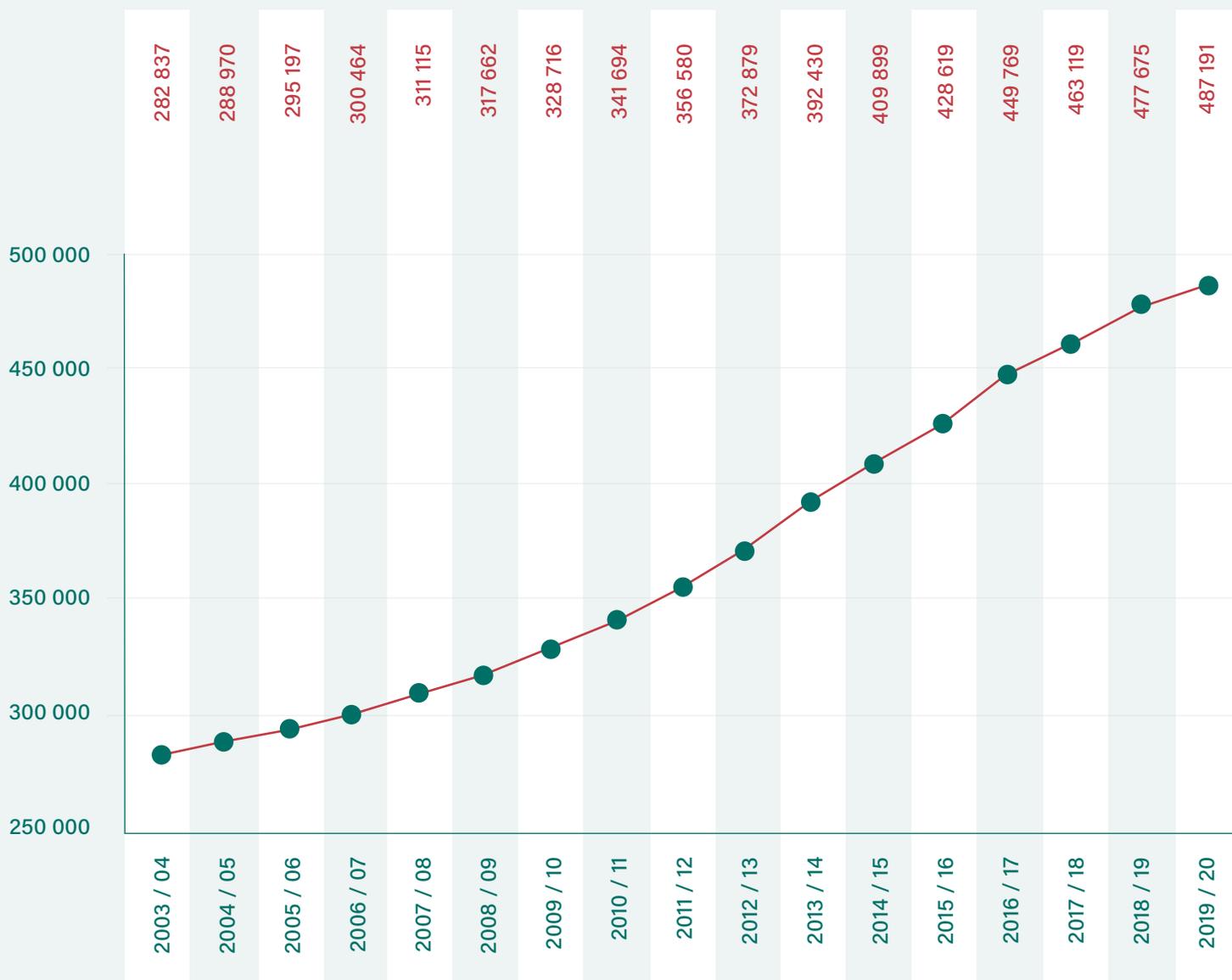
Le bien-être linguistique est un enjeu de plus en plus reconnu. Cette année, le Centre d'excellence en langues officielles du Secrétariat du Trésor du Canada a collaboré avec la Fédération de la jeunesse canadienne-française et des artistes acadiens pour mieux faire comprendre sa portée au sein des institutions fédérales. C'est ainsi qu'en novembre, Gabriel Robichaud et Bianca Richard ont pu présenter leur pièce de théâtre « Parler mal », basée sur leur propre expérience, aux membres du groupe de travail interministériel sur l'insécurité linguistique. Le Centre a ensuite fait la promotion de la pièce à travers tous ses réseaux. Quelques mois plus tard, plus de 2 000 employés fédéraux ont suivi en ligne une causerie, présentée par la présidente de la Fédération de la jeunesse canadienne-française dans le cadre du Forum des bonnes pratiques en matière de langues officielles.

De son côté, la Commission nationale des parents francophones a reçu un montant de 75 000 dollars de Patrimoine canadien pour son projet « Valoriser le français des parents ». D'une durée de deux ans, l'initiative permettra aux parents francophones de renforcer leur capacité d'agir pour veiller au bien-être linguistique et de reconnaître l'importance de leur rôle de modèle et de passeur culturel auprès de leurs enfants. Les activités prévues comprennent la création vidéo et la diffusion de témoignages pour célébrer la diversité de la langue française et des dynamiques familiales, qui incluent des parents francophones, re francisés, des non-francophones de couples exogames et interlinguistiques et des nouveaux arrivants.

## Figure 8 : Hausse du nombre d'inscriptions aux programmes d'immersion française offerts à l'extérieur du Québec depuis 2003

**72% ↑**

d'augmentation depuis 2003-2004



## 4.2 Favoriser la rencontre et le rapprochement

En 2020-2021, les organisateurs d'événements et les responsables des programmes qui favorisent la rencontre et le rapprochement entre les Canadiens d'expression française et anglaise ont tous dû adapter leurs activités, et souvent les reporter, à cause de la pandémie.

Ce fut notamment le cas des programmes jeunesse *Explore* et *Destination Clic*, financés par Patrimoine canadien et gérés par le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) (CMEC), qui ont dû annuler les séances en présentiel du printemps et de l'été. Le Plan d'action, qui alloue un total de 84,5 millions de dollars aux deux initiatives, prévoyait aussi une bonification annuelle de 4,2 millions de dollars du programme *Explore*, ce qui permettait de faire passer le nombre de jeunes boursiers à plus de 7 000 par année et d'augmenter les montants alloués à chaque bourse afin de mieux prendre en compte les coûts réels du programme. Les sommes non dépensées ont été redirigées vers d'autres initiatives du Plan d'action. En plus de gérer cette pause obligée, les parties prenantes, qui incluent 38 établissements d'enseignement de partout au Canada, ont gardé des contacts étroits tout au long de l'année afin de planifier une reprise des activités en 2021-2022, quelles que soient les circonstances.

Les responsables du programme *Échanges Canada*, également géré par Patrimoine canadien, ont fait des efforts similaires afin de pallier les impacts de la pandémie. Des modifications temporaires ont été apportées aux modalités du programme afin que les organismes partenaires qu'il finance puissent adapter leur programmation, notamment en tenant des activités virtuelles, limitée à une seule province ou territoire ou encore de plus courte durée. Malgré ces contraintes, l'intérêt des jeunes bénéficiaires ne s'est pas démenti. À titre d'exemple, l'organisme Expériences Canada, qui bénéficiait d'un financement de 782 500 dollars a pu offrir des échanges bilingues à 1 122 jeunes âgés de 12 à 17 ans, répartis en groupes de 10 à 30 personnes. Expériences Canada a aussi offert 90 échanges impliquant des

communautés de langue officielle dans le cadre desquels l'un ou les deux groupes de jeunes provenant de ces communautés ont été jumelés selon leur langue officielle principale.

Plusieurs autres initiatives et activités ont aussi pu aller de l'avant, en version légèrement modifiée. Le sous-volet de programme *Appréciation et rapprochement* géré par Patrimoine canadien a ainsi pu appuyer un total de 23 projets d'une valeur globale d'un peu plus de 3,5 millions de dollars. De ce montant,

- 50 000 dollars ont permis le financement de la nouvelle plateforme numérique Franconnexion de l'organisme Le français pour l'avenir / French for the Future. Si plusieurs dizaines de milliers d'élèves canadiens intègrent chaque année un programme d'immersion en langue française, nombreux sont ceux qui n'ont pas l'occasion ou qui ne réalisent pas l'importance et la richesse de parler le français en dehors du cadre scolaire. Franconnexion leur permettra d'utiliser le français dans un contexte divertissant, de mettre leurs compétences en pratique dans un contexte virtuel et d'interagir avec des francophones de leur âge de partout au pays. Ce projet aidera à augmenter le taux de persévérance des élèves en immersion française, à construire des ponts entre les deux communautés de langue officielle et à ancrer le français dans la vie des jeunes de langue maternelle anglaise.
- Une subvention de 45 000 dollars accordée au projet *Danser nos générations* de la Foolish Operations Society lui permet de rapprocher francophones, anglophones et allophones en organisant des cours de danse et des ateliers d'art bilingues, intergénérationnels et entièrement gratuits, pour les petits et aussi pour les membres de leurs familles. Cette subvention a donc profité à plusieurs familles de la Colombie-Britannique qui sont à la recherche de programmes éducatifs pour leurs enfants d'âge préscolaire afin de stimuler leur créativité et de

renforcer leur socialisation dans la communauté. Des activités de formation sont aussi prévues pour des éducateurs en petite enfance. Les programmes sont offerts durant l'année scolaire dans trois centres communautaires de Vancouver et permettent aux membres des différentes communautés de tisser des liens qui renforcent la cohésion sociale.

Le sous-volet de programme *Appui à l'interprétation et à la traduction*, également géré par Patrimoine canadien, a de son côté continué à appuyer les efforts d'organismes sans but lucratif qui souhaitent offrir des services dans les deux langues officielles lors d'événements publics et accroître la diffusion du plus grand nombre de documents possible, en français et en anglais. Malgré des reports et de nombreuses adaptations rendues nécessaires par la pandémie, Patrimoine canadien a appuyé 93 projets de traduction et d'interprétation, grâce à des subventions d'une valeur globale de 347 227 dollars.

Chaque année, des centaines de milliers de Canadiens se retrouvent pour célébrer leur identité et leur patrimoine commun. Grâce à son volet *Festivals locaux*, le programme *Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine* de Patrimoine canadien a subventionné le comité de célébration du 150<sup>e</sup> anniversaire de Willow Bunch, une petite communauté francophone du sud de la Saskatchewan. Au Manitoba voisin, le festival Whoop and Hollar de Portage La Prairie a reçu des fonds grâce auxquels ses organisateurs ont notamment pu inclure des artistes comme l'auteure-compositrice-interprète métisse franco-manitobaine Andrina Turenne dans leur programmation. Enfin, au Nunavik, dans le Nord du Québec, le soutien du programme au festival Aqqik Jam a aidé les organisateurs à transformer l'événement de trois jours, qui se tient d'ordinaire à l'intérieur, en événement extérieur, auquel les participants étaient invités à assister... dans leurs véhicules ! Le succès de la formule a été tel que les organisateurs envisagent maintenant de répéter l'expérience et de l'élargir à d'autres

communautés, même en l'absence des contraintes posées par la pandémie.

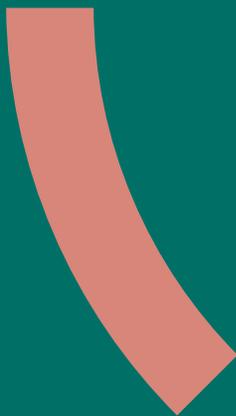
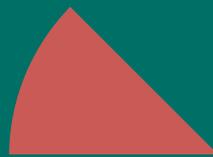
De son côté, le *Programme des célébrations et des commémorations*, géré par Patrimoine canadien, appuie des événements qui soulignent la richesse et la diversité de la culture, le patrimoine et l'histoire du Canada. Le passage en mode virtuel a souvent été l'occasion, pour plusieurs de ces événements, d'élargir leurs auditoires de façon considérable. Par exemple, grâce au volet Canada en fête du programme,

- La municipalité de Grosse-Île, qui abrite la majorité de la population anglophone des Îles-de-la-Madeleine a reçu un financement pour appuyer une version virtuelle de ses célébrations de la fête du Canada. L'événement, qui mettait en vedette des artistes locaux, a atteint près de 8 000 spectateurs, soit environ 16 fois la population de la municipalité !
- Même si plusieurs activités ont permis des célébrations et des retrouvailles en personne, la majorité des événements organisés à l'occasion de la Fête nationale de l'Acadie a aussi eu lieu en mode virtuel. C'est ainsi que les quelque 45 événements appuyés par le Programme ont pu atteindre au-delà de 430 000 Canadiens, alors que la participation n'a cessé de croître au fur et à mesure que les célébrations devenaient accessibles partout au pays.
- En février 2021, les organisateurs de la 43<sup>e</sup> édition du Bal des Neiges, qui se tient d'ordinaire à Gatineau et à Ottawa, ont fait preuve de créativité et ont organisé un événement entièrement virtuel qui a permis à tous les Canadiens d'un océan à l'autre de célébrer ensemble les joies de l'hiver. Parmi les activités diffusées en ligne, un segment a permis aux participants d'assister aussi au Festival du voyageur, qui se déroulait au même moment au Manitoba et de découvrir toute une série d'artistes franco-manitobains, comme Faouzia, Alexandre Tétreault et les Ivan Flett Memorial Dancers, les formidables gigueurs de la rivière Rouge !





# Conclusion





# Conclusion

Au cours de l'année, le dossier des langues officielles aura progressé et franchi des étapes importantes, malgré le contexte difficile de la pandémie. Un grand nombre d'institutions fédérales ont saisi les occasions de dialogue et de partenariat, en plus de prendre des mesures positives pendant la situation de crise pour amoindrir les impacts immédiats et à plus long terme sur les communautés. L'application de la lentille des langues officielles leur a permis de concevoir et de mettre en œuvre des mesures d'urgence qui tenaient compte des besoins et des priorités des communautés. Les réflexes acquis permettront certainement au gouvernement de poursuivre sur cette lancée en vue des mesures de relance des différents secteurs qui seront mises en œuvre ultérieurement.

La mise en œuvre des initiatives du Plan d'action bat son plein. Qu'il s'agisse de l'augmentation du financement des organismes communautaires, de l'appui aux médias, ou du financement d'infrastructures ou de lieux de rassemblement, les progrès réalisés sont indéniables. L'exercice de bilan de mi-parcours réalisé et les nombreuses séances de dialogue permettront notamment de nourrir la réflexion requise en vue de l'élaboration de la prochaine stratégie quinquennale du gouvernement.

Le projet de la modernisation et du renforcement de la *Loi sur les langues officielles* a franchi une étape importante le 19 février 2021 avec la publication d'un document, intitulé *Français et anglais : vers une égalité réelle des langues officielles au Canada*, qui présente un éventail de changements et de nouvelles mesures législatives, réglementaires et administratives visant à établir un nouvel équilibre en matière linguistique au pays et un engagement renouvelé du gouvernement envers les langues officielles pour les générations futures. Ce document de réforme a mené au dépôt d'un premier projet de loi en juin 2021, d'un second en mars 2022, et a fixé des objectifs ambitieux pour la suite du parcours vers la modernisation et le renforcement fort attendu de la *Loi sur les langues officielles*.



# Annexes



# ANNEXE 1

## **Résumé des investissements du gouvernement en matière de langues officielles 2020-2021 (incluant les initiatives du plan d'action 2018-2023)**

**Tableau 1 : Résumé des investissements du gouvernement en matière de langues officielles en 2020-2021**

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Patrimoine canadien — base historique</b>				
<b>Éducation dans la langue de la minorité (ententes fédérales-provinciales/territoriales) <sup>i</sup></b>	805 100 000	171 617 861	191 018 045	<b>Nombre d'ententes bilatérales avec les gouvernements provinciaux et territoriaux en éducation : 13 ententes bilatérales.</b> Le Nouveau-Brunswick, les Territoires du Nord-Ouest et la Saskatchewan ont négocié des ententes pluriannuelles (2019-2023). Des ententes de trois ans (2020-2023) ont été négociées avec la Colombie-Britannique, l'Alberta, le Manitoba, l'Ontario, le Yukon, le Nunavut, la Nouvelle-Écosse, l'Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve et Labrador, alors que le Québec a négocié une entente bilatérale d'un an (2020-2021).
				<b>Nombre de projets et activités offerts par les gouvernements provinciaux et territoriaux visant l'enseignement dans la langue des communautés :</b> neuf projets (fonds complémentaires)
				<b>Pourcentage d'inscriptions dans le système de la minorité :</b> maintien du taux de 4 % d'inscriptions du total des élèves dans le système de la minorité
<b>Collaboration avec le secteur non gouvernemental (organismes de la langue de la minorité) <sup>ii</sup></b>	8 750 000	1 750 000	1 639 000	<b>Nombre d'activités et de projets appuyés pour l'enseignement dans la langue de la minorité :</b> quatre programmations et 7 projets

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Patrimoine canadien — base historique (suite)</b>				
<b>Collaboration intergouvernementale en matière de services dans la langue de la minorité (ententes fédérales-provinciales/territoriales)</b>	81 000 000	15 187 000	14 675 000	<b>Nombre d'ententes bilatérales avec les gouvernements provinciaux et territoriaux pour la prestation de services dans la langue de la minorité : 12 ententes bilatérales en vigueur pour 2020-2021. Une entente bilatérale avec le Québec n'a pu être conclue pour couvrir l'exercice financier 2020-2021.</b>
<b>Collaboration avec le secteur communautaire (organismes de la langue de la minorité)</b>	159 500 000	32 238 550	33 567 364	<b>Nombre d'ententes de collaboration en vigueur (avec les représentants des communautés dans les provinces et territoires) : 13 ententes de collaboration communautaire</b>  <b>Nombre de projets appuyés : 456 projets appuyés (306 programmations et 150 projets)</b>
<b>Fonds stratégique<sup>iii</sup></b>	22 500 000	4 450 000	740 199	<b>Nombre de projets stratégiques financés : 14 projets</b>
<b>Fonds d'action culturelle communautaire<sup>iv</sup></b>	10 000 000	2 000 000	1 887 500	<b>Nombre de projets culturels financés : 62 projets</b>

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Patrimoine canadien — base historique (suite)</b>				
<b>Appui à l'apprentissage de la langue seconde (ententes fédérales-provinciales/territoriales)</b>	448 000 000	89 507 542	89 322 708	<p><b>Nombre d'ententes bilatérales avec les gouvernements provinciaux et territoriaux en éducation</b> : 13 ententes bilatérales. Le Nouveau-Brunswick, les Territoires du Nord-Ouest et la Saskatchewan ont négocié des ententes pluriannuelles (2019-2023). Des ententes de trois ans (2020-2023) ont été négociées avec la Colombie-Britannique, l'Alberta, le Manitoba, l'Ontario, le Yukon, le Nunavut, la Nouvelle-Écosse, l'Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve et Labrador, alors que le Québec a négocié une entente bilatérale d'un an (2020-2021).</p> <p><b>Nombre de projets et activités offerts par les gouvernements provinciaux et territoriaux visant l'apprentissage de la langue seconde</b> : cinq projets (fonds complémentaires)</p> <p><b>Pourcentage d'inscriptions des élèves aux programmes de langue seconde</b> : 53,7 % d'inscriptions</p>
<b>Collaboration avec le secteur non gouvernemental (organismes de la langue seconde)</b>	4 850 000	975 000	1 046 850	<p><b>Nombre d'activités et de projets pour l'apprentissage de la langue seconde</b> : 2 projets (1 programmation et 1 projet)</p>
<b>Programme des bourses d'été de langues (Explore, Destination Clic)<sup>v</sup></b>	84 500 000	16 923 407	7 119 807	<p><b>Nombre d'ententes conclues avec le CMEC pour la prestation de bourses</b> : 1 accord de contribution en vigueur pour 2020-2021.</p> <p><b>Nombre des inscriptions au programme de bourses</b> : Trente-huit établissements étaient prêts à livrer le programme en 2020-2021.</p> <p>Aucun participant en 2020-2021 en raison de l'annulation des sessions de printemps et d'été.</p>

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Patrimoine canadien — base historique (suite)</b>				
<b>Moniteurs de langues officielles (Odyssee)</b>	35 500 000	7 114 398	7 114 398	<b>Nombre d'ententes conclues avec le CMEC pour les postes de moniteurs</b> : 1 accord de contribution en vigueur pour 2020-2021  <b>Nombre de participants au programme de moniteurs Odyssee</b> : 365 participants (langue de la minorité et langue seconde)
<b>Promotion de la dualité linguistique (appréciation et rapprochement)<sup>vi</sup></b>	18 500 000	3 650 000	3 578 150	<b>Nombre de projets appuyés</b> : 23 projets (11 programmations et 12 projets)
<b>Promotion de l'offre de services bilingues dans le secteur bénévole</b>	1 100 000	212 571	217 639	<b>Nombre de projets appuyés des organismes sans but lucratif</b> : quatre projets (1 programmation et trois projets)
<b>Appui à l'interprétation et à la traduction<sup>vii</sup></b>	2 500 000	500 000	347 227	<b>Nombre de projets appuyés des organismes sans but lucratif</b> : 93 projets

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Patrimoine canadien — base historique</b>				
<b>Jeunesse Canada au travail dans les deux langues officielles</b> <sup>viii</sup>	18 630 000	3 725 000	7 725 659	<p><b>Nombre d'étudiants inscrits :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- JCTDLO : 4 923</li> <li>- JCTCFA : 1 910</li> </ul> <p><b>Nombre des employeurs qui participent :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- JCTDLO : 553</li> <li>- JCTCFA : 74</li> </ul> <p><b>Nombre d'étudiants qui indiquent avoir accru leurs compétences professionnelles améliorant leur employabilité, dans un environnement de langue officielle* : 86 %</b></p> <p><b>Niveau de satisfaction des étudiants par rapport à leur expérience de travail* : 88 %</b></p> <p>*À noter que cette information est fournie sur une base volontaire seulement et n'est pas représentative de l'ensemble des participants.</p>

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Patrimoine canadien — base historique (suite)</b>				
<b>Échanges Canada (initiative de langues officielles)</b> <sup>ix</sup>	11 250 000	2 250 000	782 500	<p>En 2019-2020 (données les plus récentes), le Programme Échanges Canada a offert à environ 9 350 jeunes l'occasion de participer à des forums et à des échanges. Bon nombre de ces activités ont permis à de jeunes Canadiens de pratiquer et d'améliorer leur deuxième langue officielle tout en tissant des liens avec d'autres jeunes d'ailleurs au pays.</p> <p>En 2019 2020, le Programme a dépassé les cibles pour les trois résultats ultimes, soit : a) les jeunes participants acquièrent une connaissance et une compréhension accrues du Canada, b) les jeunes participants tissent des liens entre eux et c) les jeunes participants apprécient davantage la diversité et les aspects de la réalité canadienne qu'ils ont en commun. Les jeunes participants ont confirmé avoir : a) amélioré leur connaissance et leur compréhension du Canada (84 %), b) tissé des liens entre eux (93 %) et c) amélioré leur compréhension des aspects de la réalité canadienne qu'ils ont en commun (81 %) ainsi que leur appréciation de la diversité canadienne (86 %).</p>

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Patrimoine canadien — base historique (suite)</b>				
<b>Vitrines musicales pour les artistes des communautés de langue officielle en situation minoritaire</b>	5 750 000	1 150 000	1 150 000	<p>Les accords de contribution concluent entre le Ministère du Patrimoine canadien et les bénéficiaires initiaux du Fonds de la musique du Canada, FACTOR (marché anglophone) et Musicaction (marché francophone), ont permis le versement de contributions pour l'organisation de vitrines musicales destinées aux artistes provenant des CLOSM.</p> <p>Pour 2020-2021, plus de 257 artistes issus de CLOSM se sont produits dans plus de 370 vitrines musicales présentées majoritairement en mode virtuel en temps de pandémie lors d'événements d'envergure régionale, nationale et internationale, eux aussi présentés en mode virtuel. Ultimement les vitrines musicales appuyées comprenaient toutes un élément de promotion numérique.</p> <p>Ultimement, depuis le lancement de l'initiative en 2008, les artistes des CLOSMs ont été exposés à un plus large auditoire alors que les CLOSMs ont eu accès à des prestations dans leur langue (vitrines régionales et nationales). Concrètement, la cible est de soutenir 200 artistes et 400 vitrines annuellement comparativement à seulement 40 artistes et 85 vitrines avant 2008. Bien que la pandémie ait affecté à la baisse le nombre de vitrines habituellement présentées dans une année, les données des années précédentes démontrent clairement que l'initiative a eu pour effet d'accroître l'accès (c.-à-d. la consommation) de musique d'artistes des communautés, sous de multiples formes (performance en direct, accès en ligne, ventes d'albums, etc.).</p>

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Patrimoine canadien — base historique (suite)</b>				
<b>Programme national de traduction pour l'édition du livre</b>	4 000 000	800 000	800 000	<p>Nombre d'éditeurs qui ont reçu une subvention (éditeurs uniques) : 41</p> <p>Nombre de nouvelles collaborations d'affaires (l'éditeur original du livre et l'éditeur qui le traduit travaillent ensemble pour la première fois sur une traduction appuyée par le Programme) : 50</p> <p>Nombre de nouvelles collaborations sur un livre dans le contexte d'une relation d'affaires existante (deux éditeurs ayant déjà travaillé ensemble à la traduction d'un livre avec l'appui du Programme travaillent à nouveau ensemble pour la traduction d'un autre livre) : 29</p> <p>Nombre de livres d'auteurs canadiens traduits avec le l'appui du Programme : 81</p>
<b>Patrimoine canadien - nouveaux fonds du Plan d'action 2018-2023</b>				
<b>Augmentation du financement de base des organismes</b>	57 370 000	11 475 000	11 619 864	<p>Nombre d'organismes dont le financement de programmation a augmenté de 20 % en 2018-2019 (stabilisés) : 276 organismes</p> <p>Nombre d'organismes qui ont reçu une augmentation de leur financement de base en plus de 20 % en 2019-2020 : 160 organismes</p> <p>Le financement est demeuré stable pour la majorité des organismes en 2020-2021.</p> <p>Nombre de nouveaux organismes financés en programmation : 4 nouveaux organismes en 2020-2021</p>

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Patrimoine canadien – nouveaux fonds du Plan d'action 2018-2023</b>				
<b>Bonification du Fonds d'action culturelle communautaire</b>	11 160 000	2 100 000	2 110 592	<p><b>Nombre d'activités culturelles destinées aux écoles de la minorité (mises sur pied par les organismes culturels et communautaires et financés par le biais de micro-subventions) :</b></p> <p>PassepART : 417 activités financées pendant l'année ArtistsInspire Grants : 137 activités pendant l'année</p> <p><b>Nombre d'écoles de la minorité partenaires d'une activité culturelle grâce au programme :</b> 664 écoles participantes sur un total de 740 visées (écoles francophones hors QC) 164 écoles participantes sur un total de 297 visées (écoles anglophones au QC).</p> <p><b>Nombres d'élèves ayant participé à une activité culturelle :</b></p> <p>PassepART : 107 000 élèves touchés sur un total de 170 000 élèves fréquentant les écoles francophones en contexte minoritaire</p> <p>ArtistsInspire Grants : 16 000 élèves touchés par le biais d'ateliers impliquant des activités culturelles.</p>
<b>Fonds pour les communautés anglophones du Québec<sup>x</sup></b>	5 280 000	1 000 000	1 636 401	<b>Nombre d'initiatives et de projets financés par le nouveau fonds : 14 projets</b>

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Patrimoine canadien – nouveaux fonds du Plan d'action 2018-2023</b>				
<b>Renforcement des capacités des médias et radios communautaires<sup>xi</sup></b>	14 530 000	4 250 000	3 697 009	<p><b>Nombre de radios et de journaux soutenus par le biais d'organismes de services (Association de la presse francophone, au nom du Consortium des médias communautaires de langue officielle en situation minoritaire) : 33 projets de radios et journaux communautaires</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 7 radios francophones (sur un total de 27 radios francophones) = 26 % des radios francophones ont reçu un appui du Fonds d'appui</li> <li>- 18 journaux francophones (sur un total de 26 journaux francophones) = 69 % des journaux francophones ont reçu un appui du Fonds d'appui</li> <li>- 5 journaux anglophones (sur un total de 30 journaux anglophones) = 17 % des journaux anglophones ont reçu un appui du Fonds d'appui</li> <li>- 2 radios anglophones (sur un total de six radios anglophones) = 33 % des radios anglophones ont reçu un appui du Fonds d'appui</li> <li>- 1 association, le Quebec Community Newspapers Association, en collaboration avec le English Language Arts Network, pour un projet conjoint avec les médias communautaires anglophones du Québec</li> </ul> <p>Comme certains projets impliquaient la collaboration avec d'autres médias communautaires, les projets ont dans les faits touché 56 médias</p> <p><b>Nombre de stages domestiques créés au sein des médias communautaires en situation minoritaires en 2020-2021 : 20 stages</b></p>

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Patrimoine canadien – nouveaux fonds du Plan d'action 2018-2023</b>				
<b>Appui aux milieux de vie communautaires – infrastructures</b> <sup>xii</sup>	67 250 000	14 800 000	21 326 752	<p><b>Nombre de projets d'infrastructures éducatives et communautaires pour les CLOSM financés par PCH :</b> 22 nouveaux projets</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- quatre projets des gouvernements provinciaux/territoriaux dans le cadre des ententes bilatérales en éducation</li> <li>- 18 projets dans le cadre du Fonds pour les espaces communautaires</li> </ul> <p><b>Nombre de CLOSM distinctes recevant des investissements pour des projets d'infrastructures éducatives et communautaires :</b> 19 communautés</p>
<b>Renforcement des capacités d'investissements stratégiques</b>	10 000 000	2 000 000	2 000 000	<p><b>Nombre de projets stratégiques supplémentaires financés :</b> six projets stratégiques supplémentaires, dont deux projets visant à briser l'isolement social des aînés, particulièrement amplifié durant la pandémie</p>
<b>Fonds d'appui à l'école communautaire citoyenne</b>	5 250 000	1 000 000	1 007 560	<p><b>Nombre d'élèves qui ont participé à un projet d'ÉCC financé par PCH :</b> 42 239 élèves</p> <p><b>Nombre de projets d'ÉCC entrepris grâce au soutien de PCH :</b> 137 projets complétés à ce jour (sur un total de 297 projets acceptés).</p> <p><b>Nombre d'écoles francophones en situation minoritaire touchées :</b> 174 écoles participantes sur un total de 619 écoles visées</p>

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Patrimoine canadien – nouveaux fonds du Plan d'action 2018-2023 (suite)</b>				
<b>Stratégie de recrutement d'enseignants pour les écoles minoritaires</b> <sup>xiii</sup>	31 290 000	7 595 000	10 091 538	<p>Deux appels de proposition de projet ont été lancés en 2020-2021 afin d'appuyer des activités qui répondent aux besoins liés à la pandémie</p> <p><b>Nombre de P/T qui bénéficient d'une initiative de recrutement ou de rétention des enseignants dans les écoles francophones en situation minoritaire</b> : huit provinces/territoires ont bénéficié d'au moins une initiative; deux nouveaux projets d'organismes communautaires ont également été approuvés</p> <p><b>Pourcentage d'initiatives avec des retombées mesurables sur le terrain</b> : sera confirmé d'ici 2023</p>
<b>Renforcement de l'appui pour les services en français dans les territoires</b> (2017) <sup>xiv</sup>	60 000 000	12 000 000	10 129 790	<b>Nombre d'ententes bilatérales avec les gouvernements territoriaux, avec bonification, pour la prestation de services dans la langue de la minorité</b> : trois ententes bilatérales en vigueur en 2020-2021
<b>Appui à l'infrastructure scolaire et communautaire (80 millions de dollars sur 10 ans) (2017)</b>	28 000 000	3 892 062	3 892 062	<p><b>Nombre de projets d'infrastructures éducatives communautaires pour les CLOSM financés par PCH dans les provinces et territoires</b> : cinq nouveaux projets</p> <p><b>Nombre de CLOSM distinctes recevant des investissements pour des projets d'infrastructures éducatives communautaires</b> : cinq nouvelles communautés distinctes</p>

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Patrimoine canadien – nouveaux fonds du Plan d'action 2018-2023 (suite)</b>				
<b>Application mobile d'apprentissage et de maintien du français et de l'anglais langues secondes</b>	16 500 000	2 983 131	2 983 131	<p>Un protocole d'entente a été signé entre PCH et CBC/Radio-Canada, en octobre 2019, pour la réalisation de Mauril, un programme gratuit d'apprentissage et de maintien du français et de l'anglais, permettant à tous les Canadiens de développer leurs aptitudes dans leur seconde langue officielle.</p> <p>En 2020-2021, CBC/Radio-Canada a poursuivi le développement de l'application en procédant à plusieurs phases de tests avec divers clients ciblés en plus d'offrir de nombreuses séances de présentation en ligne afin d'impliquer le public et des utilisateurs potentiels dans la conception de l'outil.</p> <p>La pandémie ayant retardé le lancement de Mauril, la version mobile iOS et Android de l'application a pu être lancée en avril 2021. Par rapport aux cibles, nous n'avons pas encore de résultat pour l'indicateur « nombre de canadiens inscrits à l'application... » pour l'année 2020-2021, puisque l'application a été lancée le 15 avril 2021.</p>
<b>Bonification du programme de langue seconde Explore <sup>xv</sup></b>	21 000 000	4 200 000	0	<p><b>Nombre annuel de participants dans le cadre du programme Explore financé par PCH</b> : Aucun participant en 2020-2021 en raison de l'annulation des sessions de printemps et d'été. Les fonds non dépensés de 2020-2021 ont été redirigés vers d'autres initiatives du Plan d'action pour les langues officielles en 2020-2021.</p> <p><b>Nombre d'établissements participants</b> : 38 établissements étaient prêts à livrer le programme en 2020-2021</p>

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Patrimoine canadien – nouveaux fonds du Plan d'action 2018-2023 (suite)</b>				
Bonification du programme de moniteurs de langue seconde Odyssee	17 500 000	3 500 000	3 500 000	<p><b>Nombre d'élèves par année qui ont l'occasion d'améliorer leurs compétences linguistiques grâce au contact avec un moniteur du programme Odyssee :</b> près de 45 000 élèves</p> <p><b>Nombre de participants annuel au programme Odyssee dont la participation est financée par PCH :</b> 365 participants (LM/LS)</p>
Bourses d'études postsecondaires en français langue seconde	12 600 000	3 000 000	3 000 000	<p><b>Nombre de jeunes avec l'anglais comme première langue officielle parlée qui bénéficient d'une bourse d'études postsecondaires de ce programme pour poursuivre leurs études en français :</b> 850</p>
Stratégie de recrutement d'enseignants d'immersion et de français langue seconde <sup>xvi</sup>	31 290 000	7 595 000	7 370 248	<p><b>Nombre de P/T qui bénéficient d'une initiative de recrutement ou de rétention des enseignants d'immersion française et de français langue seconde :</b> 9 provinces/territoires ont bénéficié d'au moins une initiative; 11 nouveaux projets d'organismes communautaires ont également été approuvés</p> <p><b>Pourcentage d'initiatives avec des retombées mesurables sur le terrain :</b> sera confirmé d'ici 2023</p>
Appui supplémentaire à Jeunesse Canada au travail dans les deux langues officielles (2017) <sup>xvii</sup>	1 200 000	0	0	<p>Ces fonds supplémentaires étaient uniquement pour l'année 2018-2019</p>

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Emploi et Développement social Canada - base historique</b>				
Initiative de partenariat social dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM)	4 000 000	1 500 000	1 488 592	<p><b>Fédération des aînés et aînés francophones du Canada (FAAFC)</b></p> <p>Au cours de sa deuxième année de financement, la FAAFC a élaboré un plan de durabilité et finalisé son plan de communication. Grâce aux ententes de financement avec 18 organismes qui aideront 34 organismes à travailler ensemble et à bénéficier de ce financement, 788 065 francophones et francophiles ont été rejoints partout au pays, des services ont été offerts à 31 738 citoyens dans plus de 614 communautés francophones et 504 partenaires ont été mobilisés pour appuyer les projets de diverses façons. Les projets comptent également 1 198 interventions directes menées par des bénévoles, ce qui est une mesure de soutien reçu par leur communauté. La FAAFC a également mobilisé 3 143 515 \$ en financement d'autres sources.</p> <p><b>Quebec Community Groups Network (QCGN)</b></p> <p>En 2020-2021, le QCGN a établi une communauté de pratique et tenu les trois premières séances. Il a aussi mis en œuvre un programme de mentorat individualisé pour les organismes financés et finalisé une boîte à outils d'évaluation. Depuis 2019, le QCGN finance 10 projets mettant l'accent sur l'employabilité et les compétences de vie des jeunes vulnérables et sur la sensibilisation des personnes âgées.</p> <p>La pandémie a ralenti le développement des partenariats, mais le QCGN a maintenu des partenariats clés avec la John Molson School of Business Community Service Initiative qui fournit un soutien en nature pour aider les organismes bénéficiaires dans tous les domaines de la capacité organisationnelle et du développement de projets ainsi qu'avec LEARN Québec, Innoweave et ThinkR (Université McGill) pour commencer l'élaboration du plan d'action pour un programme de mentorat. Ils ont également mobilisé environ 492 246 \$ en fonds d'autres sources.</p>

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Emploi et Développement social Canada - base historique (suite)</b>				
<b>Initiative d'alphabétisation et d'acquisition des compétences essentielles dans les CLOSM <sup>xv/iii</sup></b>	7 500 000	1 500 000	1 160 515	<p>Une entente de contribution avait été signée avec le Réseau pour le développement de l'alphabétisme et des compétences (RESDAC) pour la mise sur pied d'une entité nationale pour l'alphabétisation et les compétences essentielles dans les communautés en partenariat avec Literacy Quebec. Cette initiative ayant eu des défis de mise en œuvre accentués par la crise de la COVID-19, EDSC a travaillé avec les partenaires des communautés francophones du Canada et d'expression anglaise du Québec pour développer deux initiatives distinctes.</p> <p>Le projet Plateforme canadienne de formation à distance (PCFAD) de la Coalition ontarienne de formation des adultes (COFA) consistant à élargir l'accès à la formation en alphabétisation et développement des compétences aux communautés francophones en Nouvelle-Écosse, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta s'est poursuivi. Ce projet cible les adultes francophones ayant de faibles compétences en alphabétisation, en calcul, en informatique et en communication. Le projet porte sur l'amélioration des compétences des participants en matière d'employabilité, en tenant compte de la demande du marché du travail local. Le matériel de formation pour les animateurs a été élaboré, 36 apprenants ont suivi une formation et une vidéo promotionnelle visant à établir un réseau d'apprentissage à distance en alphabétisation et en développement des compétences essentielles dans les communautés a été lancée.</p> <p>L'organisme Literacy Coalition of New Brunswick a été en mesure d'offrir son projet <i>Essential Skills for Atlantic Fisheries</i> (ESAF) à une cohorte francophone où 12 participants ont terminé le curriculum de formation.</p>

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Emploi et Développement social Canada - base historique (suite)</b>				
<b>Fonds d'habilitation pour les CLOSM (employabilité et développement économique) incluant l'augmentation du financement de base des organismes (4,5 millions sur cinq)</b>	73 500 000	14 457 755	15 711 623	<p>14 ententes pluriannuelles sont en place pour appuyer un réseau de 14 organismes à travers le Canada – un organisme national et un dans chaque province et territoire – afin de renforcer leur capacité dans les domaines de développement des ressources humaines et du développement économique communautaire. Les 14 organismes assurent un leadership local, font la promotion de partenariats, mettent en œuvre des projets, comblent les lacunes dans les services et misent sur les réseaux pour une action concertée.</p> <p>Au cours de l'exercice 2020-2021, les organismes bénéficiaires du FH-CLOSM ont établi plus de 2 500 partenariats avec des organismes des secteurs public, privé, sans but lucratif, communautaire, bénévole et caritatif. Dans l'ensemble, les bénéficiaires ont pu mobiliser environ 1,5 \$ de ces partenariats pour chaque dollar investi par le FH-CLOSM.</p>

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Emploi et Développement social Canada - nouveaux fonds du Plan d'action 2018-2023</b>				
<b>Appui au développement de la petite enfance - Aide à l'ouverture de garderies et de services de garde</b>	6 849 682	1 353 029	1 443 443	<p>ESDC a signé une entente avec le Réseau de développement économique et d'employabilité Canada (RDEE Canada) pour coordonner et distribuer le financement aux organismes des communautés francophones minoritaires partout au Canada. L'objectif est de soutenir des projets visant à encourager la création et l'expansion du service de la petite enfance dans ces communautés en offrant des services de perfectionnement professionnel aux entrepreneurs et en visant à créer des centres administratifs pour optimiser les ressources.</p> <p>RDEE Canada a signé 28 sous-ententes avec les fournisseurs de services dans dix provinces et territoires pour mettre en œuvre des projets. Le nombre de places en garderie et d'emplois à créer est estimé à 2 311 et 470 respectivement d'ici le 31 mars 2023. Cet objectif a considérablement augmenté depuis le début de l'initiative alors qu'on visait la création de 995 places en garderie et de 202 emplois.</p> <p>Depuis le début de l'initiative en novembre 2019, 420 nouvelles places en garderie et 48 emplois ont été créés dans les communautés francophones en situation minoritaire (CFSM).</p>

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Emploi et Développement social Canada - nouveaux fonds du Plan d'action 2018-2023 (suite)</b>				
<b>Appui au développement de la petite enfance - Formation professionnelle et renforcement des capacités des éducateurs de la petite enfance</b>	13 150 000	2 608 095	2 608 095	<p>En 2019, une nouvelle entente de financement pluriannuel avec l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne (ACUFC), l'organisme intermédiaire, a été mise en place pour la phase 2 du projet « Formation et renforcement des capacités des éducateurs/éducatrices de la petite enfance ». Du 15 juillet 2019 au 30 juin 2023, l'ACUFC, en collaboration avec quatre organismes partenaires, appuie la mise en œuvre des initiatives dans le secteur de la petite enfance au sein des communautés acadiennes et francophones en situation minoritaire du Canada.</p> <p>En 2020-2021, l'ACUFC a suivi la première année de mise en œuvre de 24 nouvelles initiatives de formation en petite enfance. Les projets retenus, se tenant sur 2 ans, répondront aux objectifs suivants : élaborer des formations adaptées aux besoins des communautés francophones; et assurer, par le biais de la formation initiale et continue, le recrutement et le maintien en poste des éducatrices et des éducateurs de la petite enfance dans les communautés francophones. Depuis leur mise en place, les 24 initiatives ont créé 140 partenariats dans le but de réaliser des projets régionaux ou pancanadiens dans plus de 40 communautés. En date du 31 mars 2021, 414 éducatrices et éducateurs avaient participé aux activités de formation et les projets continueront jusqu'au 31 mars 2022. L'ensemble des activités ont été adaptées afin d'être menées de façon virtuelle.</p>

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Santé Canada – base historique</b>				
<b>Programme de contribution pour les langues officielles en santé (réseaux, formation et accès aux services de santé)</b>	174 300 000	34 860 000	35 204 951	<p>Dans le cadre du Programme pour les langues officielles en santé (PLOS), Santé Canada a continué de soutenir financièrement ses bénéficiaires désignés (la Société Santé en français (SSF), l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne-Consortium national de formation en santé (ACUFC-CNFS), l'Université McGill et le Community Health and Social Services Network (CHSSN), au niveau des initiatives liées à : 1) la formation, 2) le réseautage des partenaires de la santé et 3) les projets innovants.</p> <p>En 2020-2021, Santé Canada a continué de financer des initiatives visant à améliorer l'accès aux services de santé pour les communautés. Dans l'ensemble, les impacts réels de ces initiatives incluent : 1) une augmentation de la disponibilité des fournisseurs de services de santé dotés des connaissances et des compétences nécessaires pour répondre aux besoins en santé des communautés, et 2) le réseautage avec divers partenaires de la santé en vue d'améliorer l'accès aux services de santé, la compréhension et la mesure des défis/enjeux liés à la santé au sein des communautés.</p>
<b>Santé Canada – nouveaux fonds du Plan d'action 2018-2023</b>				
<b>Augmentation du financement de base des organismes</b>	4 400 000	880 000	880 000	Idem

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Santé Canada – nouveaux fonds du Plan d'action 2018-2023 (suite)</b>				
<b>Bonification du Programme de contribution pour les langues officielles en santé</b> - Formation et maintien en poste des ressources humaines en santé	5 000 000	1 000 000	1 000 000	<p>En 2020-2021, les cinq établissements postsecondaires qui s'étaient joints à l'ACUFC-CNFS en 2018-2019 ont poursuivi leurs activités de recrutement des étudiants et offrent actuellement des possibilités de formation dans les domaines de la santé. Ceci a permis aux étudiants d'acquérir des connaissances et compétences nécessaires pour desservir les communautés dans les régions éloignées ou mal desservies. Ces établissements ont contribué à l'augmentation des connaissances et des compétences requises pour travailler dans les communautés, en offrant des occasions de formation ciblée aux étudiants dans des domaines de la santé.</p> <p>En 2020-2021, la quasi-totalité des activités sont passées du présentiel au virtuel dans un environnement affecté par la pandémie de COVID-19.</p>
<b>Bonification du Programme de contribution pour les langues officielles en santé - Renforcement de la capacité des réseaux de santé anglophones au Québec</b>	3 500 000	700 000	700 000	<p>En 2020-2021, dans le cadre de ses activités et de ses partenariats, le Community Health and Social Services Network (CHSSN) a utilisé 700 000 \$ pour continuer de renforcer sa capacité d'améliorer l'état de santé de la communauté anglophone du Québec à travers les trois réseaux et 10 satellites créés en 2019-2020. Ceux-ci ont poursuivi leurs activités afin de mobiliser les établissements de santé et fournisseurs de service afin d'améliorer les conditions sanitaires de la communauté anglophone du Québec en facilitant l'accès aux services de santé dans la langue de leur choix.</p> <p>Pendant la pandémie, les nouveaux réseaux et satellites ont amélioré la communication, l'information, les ressources en soutenant la coordination avec les fournisseurs de services pour rejoindre les populations vulnérables des communautés</p>

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Santé Canada – nouveaux fonds du Plan d'action 2018-2023 (suite)</b>				
<b>Bonification du Programme de contribution pour les langues officielles en santé - Projets novateurs</b>	4 000 000	1 000 000	1 000 000	<p>En 2020-2021, Santé Canada a poursuivi les activités financées dans le cadre des projets novateurs qui améliorent l'accès aux services de santé et tiennent compte des besoins particuliers des patients dans les communautés.</p> <p>Par le biais de micro-subventions, Santé Canada a financé cinq projets parmi les 10 propositions reçues pour mettre en œuvre des initiatives communautaires traitant des aspects sociaux et psychosociaux des soins palliatifs selon le concept de la communauté compatissante.</p>

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada – base historique</b>				
<b>Immigration dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire</b>	29 408 190	5 881 638	5 881 638	<p><b>Activités de promotion à l'étranger</b>            En 2020-2021, IRCC a organisé plus de 200 événements dans son réseau à l'étranger, principalement en ligne en raison de la pandémie. Ces événements ont pris différentes formes, comme des séances d'information et des webinaires, afin d'informer le public sur les différents programmes ainsi que sur les restrictions de voyage en vigueur. L'événement phare d'IRCC, Destination Canada Forum Mobilité, s'est tenu en février 2021 de façon entièrement virtuelle pour la première fois et a attiré un nombre record de 32 000 participants.</p> <p><b>Activités de promotion au Canada</b>            Au cours de l'exercice 2020-2021, toutes les activités de promotion de l'immigration francophone au Canada sont passées en mode virtuel. La promotion de l'immigration francophone a fait partie des activités de sensibilisation suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 593 activités destinées aux employeurs et autres acteurs économiques;</li> <li>▪ 6 activités destinées aux organismes communautaires francophones hors Québec;</li> <li>▪ 229 présentations sur les voies d'accès à la résidence permanente pour les étudiants internationaux dans les établissements d'enseignement désignés;</li> <li>▪ 19 activités ciblant les intervenants communautaires participant au projet pilote d'immigration dans les régions rurales et nordiques.</li> </ul>

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada – base historique (suite)</b>				
				<p><b>Rapports de recherche</b> En 2020-2021, IRCC a publié les résultats de trois études de recherche financées sur les sujets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ L'intégration professionnelle des immigrants francophones dans le domaine de la santé au Canada hors Québec</li> <li>▪ L'intégration professionnelle des immigrants francophones dans le domaine de l'éducation au Canada hors Québec</li> <li>▪ Les moteurs et les défis des entrepreneurs et travailleurs indépendants immigrants francophones au Canada hors Québec</li> </ul> <p><b>Coordination</b> En 2020-2021, IRCC a continué à travailler en étroite collaboration avec la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (rencontres bilatérales IRCC-FCFA, comité IRCC-CFSM; Table de concertation francophone, séances avec les RIF, etc.). L'organisation de rencontres du Comité IRCC-CFSM en mai 2020 et février 2021 ont permis de déterminer des orientations stratégiques telles que le développement d'un cadre de référence sur la cible en immigration francophone, de partager les données sur l'immigration francophone et de discuter des besoins de main-d'œuvre dans les CFSM.</p>

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada - base historique (suite)</b>				
				<p><b>Services et structures d'accueil et d'établissement</b></p> <p>En 2020-2021, 7 282 clients d'expression française ont accédé à au moins un service offert par un fournisseur de services francophone, ce qui représente 57 % des nouveaux arrivants francophones. En 2019-2020, ce chiffre était de 51 %. Le nombre d'organismes francophones financés est passé de 50 à 80.</p> <p>En 2020-2021, 760 clients d'expression française ont accédé à au moins un service offert par une organisation francophone, ce qui représente 71 % des clients d'expression française ayant reçu au moins un service en établissement.</p>

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada - nouveau fonds du Plan d'action 2018-2023</b>				
<b>Parcours d'intégration francophone</b> <sup>xix</sup>	36 553 615	9 367 161	8 798 514	<p>En 2020-2021, IRCC a poursuivi la mise en œuvre et la consolidation du Parcours d'intégration francophone qui vise à : renforcer les services d'établissement et de réinstallation offerts à la clientèle d'expression française par les organismes francophones; et promouvoir la sensibilisation aux services d'établissement et d'intégration auprès des nouveaux arrivants de toutes origines linguistiques. Ainsi, le nombre de fournisseurs de services d'établissement francophones est passé de 50 à 80. En outre, huit organismes ont été financés pour mettre en œuvre des projets visant à renforcer la capacité des communautés francophones et des travailleurs de l'établissement dans des domaines tels que la santé mentale, le soutien aux personnes âgées, aux femmes et aux familles en rendant accessibles des formations, des outils et de bonnes pratiques en français en appui aux fournisseurs de services francophones.</p> <p>En avril 2020, l'initiative des Communautés francophones accueillantes est entrée dans sa phase de mise en œuvre. Cette initiative à laquelle participent 14 communautés francophones en situation minoritaire à travers le Canada vise à favoriser l'accueil et l'établissement des nouveaux arrivants d'expression française dans ces communautés, en favorisant une approche « par et pour » les francophones.</p> <p>En 2020-2021, les sept fournisseurs de services ayant signé des ententes de contribution avec IRCC ont mis en œuvre des activités adaptées aux besoins des nouveaux arrivants francophones. Tandis que certains organismes offrent des services directs aux nouveaux arrivants, d'autres soutiennent la création et la prestation d'ateliers et de ressources pédagogiques adaptés aux besoins de formation des nouveaux arrivants francophones.</p>

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada - nouveau fonds du Plan d'action 2018-2023 (suite)</b>				
<b>Collaboration et imputabilité<sup>xx</sup></b>	4 185 138	832 314	773 299	<p>En 2020-2021, 552 clients à travers le Canada ont reçu des services de formation linguistique en support du Parcours d'intégration francophone. L'objectif de 500 clients nouveaux arrivants a été dépassé malgré la fermeture des services en personne en raison des restrictions de la COVID-19. Le vif intérêt manifesté par les clients et la capacité des fournisseurs de services à passer rapidement à la prestation en ligne ont permis aux apprenants de continuer à avoir accès aux services linguistiques.</p> <p>IRCC a élaboré et maintenu trois outils qui regroupent des données sur les immigrants francophones et qui visent à accroître la présentation systématique de rapports sur l'immigration francophone.</p> <p>En 2020-2021, l'annonce de l'attribution de points supplémentaires dans Entrée express aux candidats possédant de solides compétences en français pourrait accroître les admissions d'immigrants francophones jusqu'à la cible de 4,4 % d'ici 2023.</p> <p>En 2020, le Canada a admis 5 755 résidents permanents francophones hors Québec (sur 159 360 immigrants), ce qui représente une augmentation de 28 % par rapport à 2019-2020.</p>

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Justice Canada – base historique</b>				
Réseaux, formation et service d'accès à la justice incluant la bonification du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles (10 millions sur cinq ans) <sup>xxi</sup>	50 194 995	9 788 999	9 021 994	Grâce au Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles, 71 projets ont été financés en 2020-2021.  Pendant la pandémie, plusieurs activités ont été converties en mode virtuel rapidement et efficacement dont l'offre d'information juridique et la formation judiciaire en français.
Fonds de mise en application de la <i>Loi sur les contraventions</i> <sup>xxii</sup>	49 611 635	9 922 327	5 730 555	Par l'intermédiaire du Fonds pour l'application de la <i>Loi sur les contraventions</i> , le Ministère a continué de fournir du financement aux provinces et municipalités où le Régime des contraventions est mis en œuvre, afin que ces dernières puissent prendre des mesures afin de s'assurer que les droits linguistiques des contrevenants soient respectés dans le cadre de l'administration et de l'application des contraventions fédérales.  Les provinces et municipalité se sont ainsi acquittées avec succès de leurs responsabilités en matière de langues officielles au nom du gouvernement fédéral par le maintien de mesures concrètes visant à garantir que les droits linguistiques des contrevenants sont respectés. Le Ministère apporte actuellement un soutien financier à six provinces et une municipalité là où il n'y a pas d'obligations provinciales de respecter les droits linguistiques des contrevenants. Aucune plainte n'a été faite relativement à des services judiciaires et extrajudiciaires dans la langue officielle de son choix.  Les Canadiens dans les zones désignées qui ont reçu un procès-verbal de contraventions fédérales ont eu accès à des communications dans la langue officielle de leur choix et, dans tous les palais de justice, à des services judiciaires dans la langue de leur choix.

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Justice Canada – base historique (suite)</b>				
				<p>En réponse à la pandémie de COVID-19 et afin de prévenir les risques à la santé, certaines infractions à la <i>Loi sur la mise en quarantaine</i> ont été désignées comme contraventions afin de fournir aux autorités d'application de la loi un outil supplémentaire pour améliorer le respect de cette loi et des décrets d'urgence pris en vertu de cette loi. Les infractions désignées comme contraventions ont trait aux obligations imposées aux voyageurs individuels en ce qui a trait aux exigences relatives aux voyages internationaux et à l'isolement obligatoire à leur arrivée au Canada, ainsi qu'à une infraction relative aux moyens de transport. Ces infractions désignées ont été appliquées dans les provinces où le régime de contraventions est mis en œuvre.</p> <p>Les partenaires de la <i>Loi sur les contraventions</i> qui ont été en mesure de transférer certaines activités de la prestation en personne à la prestation virtuelle ont été pleinement encouragés et appuyés dans le cadre de cette transformation.</p>
<b>Justice Canada – nouveaux fonds du Plan d'action 2018-2023</b>				
<b>Financement de base des organismes</b> <sup>xxiii</sup>	3 750 000	1 000 000	940 000	<p>Le Ministère a continué de renforcer la stabilité financière et la capacité organisationnelle de 12 organisations (11 provinciales/territoriales et une nationale) grâce au financement opérationnel/de base versé en 2020-2021. Les activités ont continué, bien qu'elles aient été adaptées pour répondre aux restrictions attribuables à la COVID-19. Des discussions sont en cours avec les provinces et les territoires restants (Nunavut et Î.-P.-É.) en vue d'atteindre l'objectif de 2021-2022 visant à avoir un organisme/bénéficiaire admissible par province et territoire.</p>

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Innovation, Sciences et Développement économique Canada – base historique</b>				
<b>Innovation, Sciences et Développement économique Canada (coordination)</b> <sup>xxiv</sup>	1 600 000	320 000	306 942	<p>ISDE a créé un groupe de travail composé de représentants des communautés, des agences de développement régional et de représentants des secteurs d'ISDE afin d'élaborer sa première stratégie de consultation auprès des communautés.</p> <p>Le volet recherche de l'IDE a réalisé six études ou analyses pour mieux présenter la réalité des communautés dans des secteurs tels que l'agriculture et l'agroalimentaire, l'éducation postsecondaire, le développement communautaire et a permis aussi d'identifier des modèles post-pandémiques innovants pour les organisations des communautés.</p>
<b>Agence de promotion économique du Canada atlantique</b>	6 200 000	1 230 000	1 230 000	<p>En 2020-2021, l'APECA a approuvé 10 nouveaux projets pour un engagement total de 474 279 dollars. Ces projets ont permis de créer plusieurs partenariats et ont permis de mobiliser 332 186 dollars de financement auprès d'autres partenaires. Cette année, les projets de l'APECA approuvés dans le cadre de l'IDE ont eu des retombées pour plusieurs communautés du Canada atlantique, comme le préconise le pilier Renforcer nos collectifs du plan d'action. Ces projets ont eu un impact sur les communautés francophones et acadiennes en soutenant diverses initiatives de développement économique communautaire et en appuyant l'immigration francophone.</p>
<b>Développement économique Canada pour les régions du Québec</b>	10 200 000	2 040 000	2 040 053	<p>La cible visée annuellement est de dépenser la totalité du budget alloué à l'IDE au bénéfice des communautés, soit 2 040 000 \$ en 2020-2021. L'Agence a dépassé sa cible en utilisant son budget régulier afin de répondre aux besoins.</p>

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Innovation, Sciences et Développement économique Canada – base historique (suite)</b>				
<b>Agence canadienne de développement économique du Nord (CanNor)</b>	400 000	80 000	80 000	En 2020-2021, CanNor a appuyé deux projets liés aux communautés; ces projets étaient financés dans le cadre des volets de programme de l'Initiative de développement économique (IDE) et d'Inclusion diversifiée et évolution économique dans le Nord (IDEENord).
<b>Initiative fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario<sup>xxv</sup></b>	4 450 000	827 000	757 303	En 2020-2021, six projets ont été approuvés, dont cinq projets pluriannuels, pour un investissement total de FedNor de 708 908 \$, mobilisant 441 365 \$ en ressources additionnelles provenant d'autres sources. Les projets se dérouleront dans les communautés de New Liskeard, Sudbury et Noéville.  Deux études de faisabilité portant sur des priorités pour les communautés à Dubreuilville pour le développement d'une nouvelle entreprise et à New Liskeard pour un projet d'infrastructure communautaire ont été complétées.
<b>Agence de développement économique du Canada pour la région du Sud de l'Ontario</b>	4 450 000	890 000	843 000	FedDev Ontario a soutenu cinq projets actifs en 2020-2021 par le biais de l'Initiative de développement économique (IDE).

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Innovation, Sciences et Développement économique Canada - base historique (suite)</b>				
<b>Diversification économique de l'Ouest du Canada</b> <sup>xxvi</sup>	3 200 000	640 000	646 243	<p>Un nouveau modèle de partenariat avec les organisations francophones à vocation économique (OFVE) permet aux OFVE de cerner et de soutenir conjointement des projets de développement économique communautaire qui ont des impacts directs et tangibles sur les communautés francophones.</p> <p><b>Nombre et type de projets communautaires : 17</b>  <b>Nombre d'entreprises créées, maintenues ou développées : 9</b>  <b>Nombre d'emplois maintenus : 13</b>  <b>Nombre de partenaires engagés dans des projets communautaires : 49</b>  <b>Montant mobilisé par les projets : 1 155 395 \$</b></p>

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Agence de la santé publique du Canada - nouveau fonds du Plan d'action 2018-2023</b>				
<b>Élargissement de la programmation en promotion de la santé en petite enfance<sup>xxvii</sup></b>	10 000 000	2 180 000	2 589 963	<p>Le programme Petite enfance en santé finance deux bénéficiaires principaux : la Société santé en français et le Community Health and Social Services Network. En 2020-2021, ces deux bénéficiaires ont financé 51 projets par tierces parties visant à améliorer l'accès des familles vulnérables des communautés aux programmes de promotion de la santé de la petite enfance et au soutien qui leur permet d'acquérir des connaissances et des compétences et d'améliorer les pratiques de santé.</p> <p>Grâce à ces 51 projets, 5 145 parents et tuteurs, 907 femmes enceintes et 5 419 enfants ont bénéficié du programme Petite enfance en santé en 2020-2021.</p> <p>Malgré les obstacles liés à la COVID-19, les deux bénéficiaires (SST et CHSSN) ont tous deux su assurer le succès du programme en travaillant en étroite collaboration avec leurs réseaux afin d'adapter leurs activités pour se conformer aux mesures sanitaires, notamment en passant aux activités en ligne ou avec distanciation physique.</p>

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Conseil des arts du Canada - base historique</b>				
<b>Stratégie d'accès aux marchés pour les artistes des communautés de langue officielle en situation minoritaire</b>	2 750 000	550 000	630 500	<p>En 2020-2021, le Conseil a reçu, au total, 31 demandes admissibles au Fonds pour la stratégie d'accès aux marchés. De ce nombre, 21 projets ont été financés, pour un total de 20 bénéficiaires distincts. La totalité du budget a été dépensée pour offrir 630 500 \$ en subventions.</p> <p>Globalement, en 2020-2021, les subventions du Fonds pour la stratégie d'accès aux marchés ont rejoint des artistes et des organismes de 8 communautés de partout au pays. Le Fonds a servi à appuyer une vaste diversité d'activités, y compris des présentations promotionnelles, des rencontres de réseautage, du matériel promotionnel, des traductions, des stratégies de marketing et des performances.</p>
<b>Conseil national de recherche du Canada - base historique</b>				
<b>Renforcement de l'industrie et des technologies langagières</b>	10 000 000	2 191 548	2 361 055	<p>En collaboration avec le Bureau de la traduction du gouvernement du Canada et l'Université de Montréal, les chercheurs du CNRC ont mis au point de nouveaux outils pour repérer les traductions incorrectes ou problématiques stockées dans les mémoires de traduction afin de les en retrancher. Ces outils permettent aussi d'établir automatiquement si le texte correspond à la version originale ou en est une traduction. De plus, en passant aux systèmes de traduction automatique articulés sur l'apprentissage profond, le CNRC a conçu des systèmes qui donnent des résultats de qualité supérieure pour les partenaires du gouvernement dont le Parlement et les agences de sécurité.</p>

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Services publics et approvisionnement Canada (Bureau de la traduction) – base historique</b>				
<b>Portail linguistique du Canada</b> <sup>xxviii</sup>	16 000 000	3 200 000	3 088 600	<p>En 2020-2021, le nombre de pages vues dans le Portail linguistique du Canada et ses outils d'aide à la rédaction s'est élevé à 9,9 millions. L'équipe du Portail a publié 2 625 nouveaux contenus dans son site et ses médias sociaux, dont 72 nouveaux billets dans le blogue « Nos langues », pour aider la population canadienne à mieux communiquer dans les deux langues officielles, faire connaître l'expertise canadienne dans le domaine de la langue et mettre en valeur la dualité linguistique au Canada ainsi que la vitalité des communautés. En octobre 2020, le Portail linguistique a lancé le Navigateur linguistique amélioré, qui permet aux utilisateurs de chercher gratuitement dans plus de 23 000 pages de contenu linguistique. Le Portail a participé à plus de 80 activités de promotion et a mené une campagne publicitaire en ligne et dans les médias sociaux pour faire la promotion de ses ressources.</p> <p>En raison de la pandémie, les activités de promotion normalement réalisées en personne ont été remplacées par des événements virtuels. De plus, le Portail linguistique a ciblé davantage le milieu de l'éducation (parents, apprenants et enseignants) pendant le confinement en veillant à l'ajout de liens vers ses ressources dans des sites d'enseignement à distance.</p>

Initiatives	Total alloué entre 2018 et 2023 (en dollars)	Dépenses prévues 2020-2021 (en dollars)	Dépenses réelle 2020-2021 (en dollars)	Résultats 2020-2021
<b>Statistique Canada – nouveaux fonds du Plan d'action 2018-2023</b>				
Appui supplémentaire et continu de l'unité de la statistique linguistique de Statistique Canada	2 997 270	599 454	605 491	<p>En 2020-2021, un total de 27 initiatives ont été réalisées dont des activités de consultation pour cibler les activités de recherche et d'analyse afin de mieux répondre aux divers besoins des communautés. Parmi les produits diffusés, notons cinq tableaux présentant une perspective historique des langues au Canada, quatre portraits statistiques sur les travailleurs de langue officielle minoritaire des secteurs agricole et agroalimentaire, des scénarios de projection de certaines caractéristiques linguistique de la population du Québec (2011-2036) et deux documents méthodologiques dont l'un portant sur le droit à l'instruction dans la langue de la minorité.</p> <p><b>Nombre d'activités par année : 15</b>  <b>Nombre de produits analytiques par année : 12</b>  <b>Pourcentage de clients satisfaits de l'information statistique produite et des services : 86 %</b></p>
<b>Total – base historique</b>	2 169 194 820	443 930 596	448 915 610	
<b>Total – nouveaux fonds du Plan d'action 2018-2023</b>	484 605 705	102 910 246	105 703 752	
<b>Total des investissements du gouvernement en matière de langues officielles</b>	2 653 800 525	546 840 842	554 619 362	



# ANNEXE 2

## Dépenses des programmes d'appui aux langues officielles en 2020-2021 par volet

## Tableau 2 : Dépenses des programmes d'appui aux langues officielles de Patrimoine canadien – Total global

Programme	Dépenses
Programme Développement des communautés de langue officielle	315 925 220
Programme Mise en valeur des langues officielles	125 456 142
<b>Total global</b>	<b>441 381 362</b>

## Tableau 3 : Dépenses du programme Développement des communautés de langue officielle par volet

Volet	Sous-volet	Dépenses
Vie communautaire	Collaboration avec le secteur communautaire	43 690 877
	Collaboration intergouvernementale en matière de services dans la langue de la minorité <sup>xxix</sup>	24 804 790
	Fonds pour les communautés anglophones du Québec	1 659 526
	Fonds stratégique <sup>xxx</sup>	2 731 732
	Fonds d'appui stratégique aux médias communautaires	3 000 000
	Fonds d'action culturelle communautaire	2 119 750
	Fonds d'action culturelle communautaire-micro-subventions	1 885 592
	Fonds pour les espaces communautaires	3 507 614
	École communautaire citoyenne	1 007 560
	Jeunesse Canada au travail dans les deux langues officielles/ pour une carrière en français et en anglais	3 906 491
	Jeunesse Canada au travail – stages médias	697 009
	<b>Sous-total du volet « Vie communautaire »</b>	<b>89 010 941</b>

Volet	Sous-volet	Dépenses
Éducation dans la langue de la minorité	Collaboration intergouvernementale en matière d'éducation dans la langue de la minorité (Protocole)	173 507 079
	Collaboration intergouvernementale en matière d'éducation dans la langue de la minorité (Projets complémentaires)	17 510 966
	Appui complémentaire à l'apprentissage linguistique	2 205 734
	Stratégie de recrutement d'enseignants pour les écoles de langue française en situation minoritaire	10 091 538
	Fonds d'infrastructure éducative Communautaire (Investir dans le Canada)	3 892 062
	Infrastructure scolaire et communautaire	17 819 138
	Collaboration avec le secteur non gouvernemental	1 887 762
	<b>Sous-total du volet « Éducation dans la langue de la minorité »</b>	<b>226 914 279</b>
<b>Tous les volets</b>	<b>Total</b>	<b>315 925 220</b>

**Tableau 4 : Dépenses du programme  
Mise en valeur des langues officielles par volet**

Volet	Sous-volet	Dépenses
Promotion de la dualité linguistique	Appréciation et rapprochement	4 389 331
	Promotion de l'offre de services bilingues	317 639
	Appui à l'interprétation et à la traduction	347 227
	<b>Sous-total du volet « Promotion de la dualité linguistique »</b>	<b>5 054 197</b>
Apprentissage de la langue seconde	Collaboration intergouvernementale en matière d'apprentissage de la langue seconde (Protocole)	86 308 819
	Collaboration intergouvernementale en matière d'apprentissage de la langue seconde (Projets complémentaires)	3 013 889
	Appui complémentaire à l'apprentissage linguistique	15 528 471
	Stratégie de recrutement et de rétention d'enseignants de programmes d'immersion française et de français langue seconde	7 370 248
	Collaboration avec le secteur non gouvernemental	1 361 350
	Bourses d'études postsecondaires en langue seconde	3 000 000
	Jeunesse Canada au travail dans les deux langues officielles/ pour une carrière en français et en anglais	3 819 168
	<b>Sous-total du volet « Apprentissage de la langue seconde »</b>	<b>120 401 945</b>
<b>Tous les volets</b>	<b>Total</b>	<b>125 456 142</b>

# ANNEXE 3

## Dépenses des programmes d'appui aux langues officielles en 2020-2021 par province et territoire

**Tableau 5 : Dépenses des programmes d'appui aux langues officielles par province et territoire**

Province ou territoire	Programme Développement des communautés de langue officielle	Programme Mise en valeur des langues officielles	Total partiel par province ou territoire
Terre-Neuve-et-Labrador	3 514 320	2 814 187	6 328 507
Île-du-Prince-Édouard	6 487 521	1 793 842	8 281 363
Nouvelle-Écosse	12 144 615	4 301 266	16 445 881
Nouveau-Brunswick	28 637 905	5 951 074	34 588 979
Québec	62 721 843	18 917 162	81 639 005
Ontario	100 549 984	25 252 991	125 802 975
Manitoba	15 073 247	5 990 485	21 063 732
Saskatchewan	8 822 513	5 497 703	14 320 216
Alberta	13 463 490	9 649 793	23 113 283
Colombie-Britannique	15 180 512	13 338 873	28 519 385
Territoires du Nord-Ouest	8 574 846	1 601 083	10 175 929
Yukon	7 826 763	977 100	8 803 863
Nunavut	7 201 685	566 450	7 768 135
National	13 848 087	2 347 091	16 195 178
Appui complémentaire à l'apprentissage linguistique : Explore et Destination Clic	355 990	6 763 817	7 119 807
Appui complémentaire à l'apprentissage linguistique : Odyssée	1 849 744	8 764 654	10 614 398
Collaboration avec le secteur non gouvernemental/Éducation	5 765 664	7 109 403	12 875 067
Jeunesse Canada au travail	3 906 491	3 819 168	7 725 659
<b>Total</b>	<b>315 925 220</b>	<b>125 456 142</b>	<b>441 381 362</b>

**Tableau 6 : Dépenses du programme Développement des communautés de langue officielle par province et territoire**

Province ou territoire	Volet « Vie communautaire »	Volet « Éducation dans la langue de la minorité »	Total partiel par province ou territoire
Terre-Neuve-et-Labrador	1 956 977	1 557 343	3 514 320
Île-du-Prince-Édouard	2 835 540	3 651 981	6 487 521
Nouvelle-Écosse	3 928 009	8 216 606	12 144 615
Nouveau-Brunswick	6 394 509	22 243 396	28 637 905
Québec	8 047 397	54 674 446	62 721 843
Ontario	12 200 978	88 349 006	100 549 984
Manitoba	5 267 255	9 805 992	15 073 247
Saskatchewan	3 962 790	4 859 723	8 822 513
Alberta	4 631 778	8 831 712	13 463 490
Colombie-Britannique	4 302 390	10 878 122	15 180 512
Territoires du Nord-Ouest	6 437 883	2 136 963	8 574 846
Yukon	6 219 029	1 607 734	7 826 763
Nunavut	5 071 828	2 129 857	7 201 685
National	13 848 087	0	13 848 087
Appui complémentaire à l'apprentissage linguistique : Explore et Destination Clic	0	355 990	355 990
Appui complémentaire à l'apprentissage linguistique : Odyssée	0	1 849 744	1 849 744
Collaboration avec le secteur non gouvernemental/Éducation	0	5 765 664	5 765 664
Jeunesse Canada au travail	3 906 491	0	3 906 491
<b>Total</b>	<b>89 010 941</b>	<b>226 914 279</b>	<b>315 925 220</b>

**Tableau 7 : Dépenses du volet « Vie communautaire » du programme Développement des communautés de langue officielle par province et territoire**

Province ou territoire	Appui aux organismes	Appui aux gouvernements provinciaux et territoriaux	Total partiel par province ou territoire
Terre-Neuve-et-Labrador	1 606 977	350 000	1 956 977
Île-du-Prince-Édouard	1 598 040	1 237 500	2 835 540
Nouvelle-Écosse	2 627 009	1 301 000	3 928 009
Nouveau-Brunswick	4 984 509	1 410 000	6 394 509
Québec	8 047 397	0	8 047 397
Ontario	10 664 478	1 536 500	12 200 978
Manitoba	3 837 255	1 430 000	5 267 255
Saskatchewan	3 202 790	760 000	3 962 790
Alberta	3 981 778	650 000	4 631 778
Colombie-Britannique	3 602 390	700 000	4 302 390
Territoires du Nord-Ouest	937 883	5 500 000	6 437 883
Yukon	772 283	5 446 746	6 219 029
Nunavut	588 784	4 483 044	5 071 828
National	13 848 087	0	13 848 087
Jeunesse Canada au travail	3 906 491	0	3 906 491
<b>Total</b>	<b>64 206 151</b>	<b>24 804 790</b>	<b>89 010 941</b>

**Tableau 8 : Dépenses du programme  
Mise en valeur des langues officielles par province et territoire**

Province ou territoire	Volet « Promotion de la dualité linguistique »	Volet « Apprentissage de la langue seconde »	Total partiel par province ou territoire
Terre-Neuve-et-Labrador	164 052	2 650 135	2 814 187
Île-du-Prince-Édouard	183 640	1 610 202	1 793 842
Nouvelle-Écosse	206 266	4 095 000	4 301 266
Nouveau-Brunswick	220 512	5 730 562	5 951 074
Québec	217 050	18 700 112	18 917 162
Ontario	559 468	24 693 523	25 252 991
Manitoba	182 234	5 808 251	5 990 485
Saskatchewan	206 696	5 291 007	5 497 703
Alberta	241 800	9 407 993	9 649 793
Colombie-Britannique	441 740	12 897 133	13 338 873
Territoires du Nord-Ouest	83 648	1 517 435	1 601 083
Yukon	0	977 100	977 100
Nunavut	0	566 450	566 450
National	2 347 091	0	2 347 091
Appui complémentaire à l'apprentissage linguistique : Explore et Destination Clic	0	6 763 817	6 763 817
Appui complémentaire à l'apprentissage linguistique : Odyssée	0	8 764 654	8 764 654
Collaboration avec le secteur non gouvernemental/Éducation	0	7 109 403	7 109 403
Jeunesse Canada au travail	0	3 819 168	3 819 168
<b>Total</b>	<b>5 054 197</b>	<b>120 401 945</b>	<b>125 456 142</b>

# ANNEXE 4

## Dépenses en éducation en 2020-2021

**Tableau 9 : Répartition des dépenses en éducation  
— Appui aux gouvernements provinciaux et territoriaux**

	Éducation de la langue de la minorité	Apprentissage de la langue seconde	Total
Ententes bilatérales	173 507 079	86 308 819	259 815 898
Fonds complémentaires	17 510 966	3 013 889	20 524 855
Infrastructure	21 711 200	0	21 711 200
Stratégie de recrutement et de rétention d'enseignants	6 213 636	4 581 655	10 795 291
<b>Total</b>	<b>218 942 881</b>	<b>93 904 363</b>	<b>312 847 244</b>

**Tableau 10 : Répartition des dépenses en éducation  
— Appui aux organismes**

	Éducation dans la langue de la minorité	Apprentissage de la langue seconde	Total
Collaboration avec le secteur non gouvernemental	1 887 762	1 361 350	3 249 112
Bourses d'études postsecondaires en langue seconde	0	3 000 000	3 000 000
Stratégie de recrutement et de rétention d'enseignants	3 877 902	2 788 593	6 666 495
Jeunesse Canada au travail	0	3 819 168	3 819 168
Appui complémentaire à l'apprentissage linguistique (CMEC)	2 205 734	15 528 471	17 734 205
<b>Total</b>	<b>7 971 398</b>	<b>26 497 582</b>	<b>34 468 980</b>

**Tableau 11 : Dépenses en éducation dans la langue de la minorité par province et territoire – Collaboration intergouvernementale**

Province ou territoire	Ententes bilatérales	Fonds complémentaires	Infrastructure	Stratégie de recrutement et de rétention d'enseignants	Total par province ou territoire
Terre-Neuve-et-Labrador	1 295 343	0	0	262 000	<b>1 557 343</b>
Île-du-Prince-Édouard	1 778 339	172 500	1 409 042	292 100	<b>3 651 981</b>
Nouvelle-Écosse	4 483 117	622 500	2 579 774	531 215	<b>8 216 606</b>
Nouveau-Brunswick	17 912 835	390 000	3 540 561	400 000	<b>22 243 396</b>
Québec	53 526 777	226 000	921 669	0	<b>54 674 446</b>
Ontario	63 268 154	13 030 416	9 800 000	2 250 436	<b>88 349 006</b>
Manitoba	7 284 492	0	2 285 000	236 500	<b>9 805 992</b>
Saskatchewan	3 300 899	647 750	366 704	544 370	<b>4 859 723</b>
Alberta	8 507 812	0	0	323 900	<b>8 831 712</b>
Colombie-Britannique	7 525 177	2 005 200	0	1 347 745	<b>10 878 122</b>
Territoires du Nord-Ouest	1 694 993	416 600	0	25 370	<b>2 136 963</b>
Yukon	1 607 734	0	0	0	<b>1 607 734</b>
Nunavut	1 321 407	0	808 450	0	<b>2 129 857</b>
<b>Total</b>	<b>173 507 079</b>	<b>17 510 966</b>	<b>21 711 200</b>	<b>6 213 636</b>	<b>218 942 881</b>

**Tableau 12 : Dépenses en apprentissage de la langue seconde par province et territoire – Collaboration intergouvernementale**

Province ou territoire	Ententes bilatérales	Fonds complémentaires	Stratégie de recrutement et de rétention d'enseignants	Total par province ou territoire
Terre-Neuve-et-Labrador	2 639 295	0	0	<b>2 639 295</b>
Île-du-Prince-Édouard	1 076 602	57 500	476 100	<b>1 610 202</b>
Nouvelle-Écosse	3 761 355	0	333 645	<b>4 095 000</b>
Nouveau-Brunswick	5 043 334	170 000	517 228	<b>5 730 562</b>
Québec	18 406 662	31 500	261 950	<b>18 700 112</b>
Ontario	24 090 634	595 689	0	<b>24 686 323</b>
Manitoba	5 540 451	0	245 300	<b>5 785 751</b>
Saskatchewan	4 039 526	583 000	668 481	<b>5 291 007</b>
Alberta	8 894 859	0	513 134	<b>9 407 993</b>
Colombie-Britannique	10 067 846	1 336 800	1 492 487	<b>12 897 133</b>
Territoires du Nord-Ouest	1 204 705	239 400	73 330	<b>1 517 435</b>
Yukon	977 100	0	0	<b>977 100</b>
Nunavut	566 450	0	0	<b>566 450</b>
<b>Total</b>	<b>86 308 819</b>	<b>3 013 889</b>	<b>4 581 655</b>	<b>93 904 363</b>

# ANNEXE 5

## Effectifs scolaires en 2019-2020<sup>xxx</sup>

**Tableau 13 : Effectifs dans les programmes d'enseignement de la langue seconde dans les écoles du système de la majorité – Total pour l'ensemble du pays**

Type de programme d'enseignement de la langue seconde	Année	Population totale au sein des écoles de la majorité	Langue seconde (incluant l'immersion)		Immersion française	
			Effectifs	Pourcentage (de la population totale)	Effectifs	Pourcentage (de la population totale)
Total – Élèves en français langue seconde et élèves en anglais langue seconde dans les systèmes de la majorité	1983-1984 <sup>1</sup>	4 401 997	2 199 253	50 %	117 454	2,7 %
	2019-2020	4 662 555	2 492 223	53,7%	477 675	10,3 %
Total – Élèves de langue anglaise dans les systèmes de la majorité qui apprennent le français comme langue seconde (Canada moins le Québec)	1983-1984 <sup>1</sup>	3 464 272	1 607 335	46,4 %	117 454	3,4 %
	2019-2020	3 828 402	1 750 416	45,7 %	487 191	12,7 %
Total – Élèves du système d'éducation de langue française qui apprennent l'anglais langue seconde au Québec	1983-1984 <sup>1</sup>	937 725	591 918	63,1 %	0	0
	2019-2020	879 075	777 072	88,3 %	0	0

<sup>1</sup> Le total des effectifs de langue seconde de 1983-1984 ne comprend pas les inscriptions au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut pour lesquels les données n'étaient pas disponibles. Pour chacune de ces juridictions, l'année la plus récente pour laquelle les données sont disponibles est utilisée afin de déterminer l'année de référence.

**Tableau 14 : Effectifs dans les programmes d'enseignement de la langue seconde dans les écoles d'éducation de la majorité par province ou territoire**

Province ou territoire	Année	Population totale au sein des écoles de la majorité	Langue seconde (incluant l'immersion)		Immersion française	
			Effectifs	Pourcentage (de la population totale)	Effectifs	Pourcentage (de la population totale)
Terre-Neuve-et-Labrador	1983-1984	147 500	75 056	50,9 %	970	0,7 %
	2019-2020	63 225	37 119	58,7%	10 602	16,8%
Île-du-Prince-Édouard	1983-1984	24 964	15 911	63,7 %	1 833	7,3 %
	2019-2020	19 683	11 907	60,5%	5 271	26,8%
Nouvelle-Écosse	1983-1984	172 770	95 201	55,1 %	894	0,5 %
	2019-2020	116 535	60 516	51,9%	15 855	13,6%
Nouveau-Brunswick	1983-1984	98 284	70 289	71,5 %	11 009	11,2 %
	2019-2020	69 600	47 976	68,9%	25 365	36,4%
Québec	1983-1984	937 725	591 918	63,1 %	0	0
	2019-2020	879 075	777 072	88,4%	0	0
Ontario	1983-1984	1 682 302	909 290	54,1 %	65 310	3,9 %
	2019-2020	1 942 344	1 029 525	53,0%	284 730	14,7%
Manitoba	1983-1984	194 182	91 058	46,9 %	9 090	4,7 %
	2019-2020	181 188	81 471	45,0%	27 246	15,0%
Saskatchewan	1983-1984	200 362	52 324	26,1 %	4 018	2 %
	2019-2020	182 985	49 245	26,9%	16 809	9,2%

Province ou territoire	Année	Population totale au sein des écoles de la majorité	Langue seconde (incluant l'immersion)		Immersion française	
			Effectifs	Pourcentage (de la population totale)	Effectifs	Pourcentage (de la population totale)
Alberta	1983-1984	447 759	120 868	27 %	14 523	3,2 %
	2019-2020	674 379	190 116	28,2%	44 991	6,7%
Colombie-Britannique	1983-1984	496 149	177 338	35,7 %	9 807	2 %
	2019-2020	554 145	237 186	42,8%	54 399	9,8%
Yukon	1984-1985	4 667	2 221	47,6 %	186	4 %
	2019-2020	5 349	2 556	47,8%	849	15,9%
Territoires du Nord-Ouest	1990-1991	14 016	4 360	31,1 %	404	2,9 %
	2019-2020	8 334	2 799	33,6%	1 074	12,9%
Nunavut	2002-2003	8 861	0	S.O.	0	S.O.
	2019-2020	10 635	0	S.O.	0	S.O.

**Tableau 15 : Effectifs des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité – Ensemble du pays**

Portée	Année	Total des effectifs scolaires	Effectifs au sein du système scolaire dans la langue de la minorité	Classes	Proportion des effectifs du système scolaire dans la langue de la minorité
Total Canada	1983-1984 <sup>1</sup>	4 682 999	281 002	0	6 %
	2019-2020	4 966 872	259 395	0	5,2%
Total dans les écoles de langue française en situation minoritaire	1983-1984 <sup>1</sup>	3 634 315	152 594	0	4,2 %
	2019-2020	4 002 771	174 369	0	4,4%

<sup>1</sup> Les données dans la langue de la minorité pour les 3 territoires sont exclues du tableau pour 1983-1984 : Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut, car il n'y avait aucune école dans la langue de la minorité en 1983-1984. Pour chacune de ces juridictions, l'année la plus récente pour laquelle les données sont disponibles est utilisée afin de déterminer l'année de référence.

**Tableau 16 : Effectifs des programmes d'enseignement dans la langue de la majorité par province ou territoire**

Province ou territoire	Année	Total des effectifs scolaires	Effectifs au sein du système scolaire dans la langue de la majorité	Classes	Proportion des effectifs du système scolaire dans la langue de la majorité
Terre-Neuve-et-Labrador	1983-1984	147 603	103	Maternelle à 12	0,1 %
	2019-2020	63 573	348	Maternelle à 12	0,5 %
Île-du-Prince-Édouard	1983-1984	25 480	516	1 à 12	2 %
	2019-2020	20 733	1 050	Maternelle à 12	5,2%

Province ou territoire	Année	Population totale au sein des écoles de la majorité	Langue seconde (incluant l'immersion)	Classes	Proportion des effectifs du système scolaire dans la langue de la minorité
Nouvelle-Écosse	1983-1984	177 240	4 470	Maternelle à 12	2,5 %
	2019-2020	122 925	6 390	Maternelle à 12	5,2 %
Nouveau-Brunswick	1983-1984	146 045	47 761	Maternelle à 12	32,7 %
	2019-2020	98 955	29 355	Maternelle à 12	29,7 %
Québec	1983-1984	1 066 133	128 408	Maternelle à 11	12 %
	2019-2020	964 101	85 026	Maternelle à 11	8,8 %
Ontario	1983-1984	1 773 478	91 176	Maternelle à 12	5,1 %
	2019-2020	2 055 885	113 541	Maternelle à 12	5,5 %
Manitoba	1983-1984	199 743	5 561	Maternelle à 12	2,8 %
	2019-2020	187 194	6 006	Maternelle à 12	3,2 %
Saskatchewan	1983-1984	201 130	768	Maternelle à 12	0,4 %
	2019-2020	184 938	1 953	Maternelle à 12	1,1 %
Alberta	1983-1984	448 835	1 076	Maternelle à 12	0,2 %
	2019-2020	683 280	8 901	Maternelle à 12	1,3 %
Colombie-Britannique	1983-1984	497 312	1 163	Maternelle à 12	0,1 %
	2019-2020	560 337	6 192	Maternelle à 12	1,1 %
Yukon	1984-1985	4 697	30	Maternelle à 8	0,6 %
	2019-2020	5 643	294	Maternelle à 12	5,3 %
Territoires du Nord-Ouest	1990-1991	14 079	63	Maternelle à 11	0,4 %
	2019-2020	8 577	243	Maternelle à 12	2,8 %
Nunavut	2002-2003	8 901	40	Maternelle à 12	0,4 %
	2019-2020	10 731	96	Maternelle à 12	0,9 %

<sup>i</sup> En raison d'une demande élevée de financement et d'une capacité de dépenser les fonds, ce sous-volet a bénéficié de fonds non dépensés en 2020-2021 par d'autres programmes du Plan d'action pour les langues officielles. Les montants redirigés vers ce sous-volet ont permis d'effectuer un appel de projets complémentaires auprès des gouvernements provinciaux et territoriaux.

<sup>ii</sup> Des reports d'événements ainsi que des modifications et annulations d'activités ont eu lieu en raison de la pandémie. Par conséquent, une partie des montants a été transférée dans d'autres sous-volets pour répondre à des besoins en suppléments et autres besoins prioritaires.

<sup>iii</sup> L'écart à la baisse s'explique principalement par le report des Jeux de la francophonie canadienne de juillet 2021 à juillet 2023, ainsi que par d'autres reports d'événements, de modifications et/ou des annulations d'activités (p. ex. en mode virtuel plutôt que présentiel), en raison de la pandémie.

<sup>iv</sup> L'écart à la baisse s'explique principalement par le fait qu'il y a eu, en raison de la pandémie, des reports d'événements ainsi que des modifications et/ou des annulations d'activités (p. ex. en mode virtuel plutôt que présentiel).

<sup>v</sup> En raison de la pandémie et des restrictions subséquentes qui ont été mises en place pour les rassemblements à grande échelle et les voyages non essentiels, les sessions de printemps et d'été des programmes Explore et Destination clic 2020 ont été annulées, ce qui a résulté en un montant non dépensé. Les fonds non dépensés de 2020-2021 ont été redirigés vers d'autres initiatives du Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023.

<sup>vi</sup> En raison de la pandémie, il y a eu des reports d'événements, des modifications ou l'annulation d'activités. Les fonds non dépensés de 2020-2021 ont été redirigés vers d'autres initiatives des programmes d'appui aux langues officielles qui bénéficient aux communautés ou visent la promotion de l'anglais ou du français dans la société canadienne.

<sup>vii</sup> En raison de la pandémie, il y a eu des reports d'événements, des modifications ou l'annulation d'activités. Les montants non dépensés ont été redirigés vers d'autres programmes dont peuvent bénéficier les communautés ou des programmes visant la promotion de l'anglais ou du français dans la société canadienne.

<sup>viii</sup> Les montants incluent un fonds d'urgence de 3 930 000 \$ octroyé au programme afin d'appuyer les étudiants et les nouveaux diplômés qui font face à des défis uniques dont l'annulation de nombreux emplois et stages en raison de la pandémie. L'écart s'explique par le report de fonds non dépensés accordé par PCH aux exercices financiers subséquents (2021-2022 et 2022-2023). Les investissements prévus sur cinq ans seront versés tel que prévu d'ici le 31 mars 2023.

<sup>ix</sup> En raison des effets de COVID-19, plusieurs échanges prévus pour 2020-2021 ont dû être annulés ou reportés. Par conséquent, l'accord de financement avec Expériences Canada a été modifié pour 2020-2021, et les dépenses réelles liées au Plan d'action pour les langues officielles devraient être inférieures de 1 467 500 \$ aux dépenses prévues en 2020-2021.

<sup>x</sup> En 2019-2020, lors de la première année de mise en œuvre de cette initiative, le Programme a reçu moins de projets répondant aux objectifs de l'initiative que prévu et les fonds non dépensés ont été redirigés vers d'autres initiatives du Plan d'action pour les langues officielles. En 2020-2021, le budget de l'initiative a été bonifié afin de dépenser l'entièreté de son affectation totale sur cinq ans.

<sup>xi</sup> Cette initiative comprend le Fonds d'appui stratégique aux médias communautaires ainsi que les stages médias.

<sup>xii</sup> L'écart s'explique par le report de fonds non dépensés en 2019-2020 pour répondre aux besoins des instances provinciales et territoriales qui ont encouru des retards en raison de la pandémie. Les fonds reportés ont été dépensés en 2020-2021 en plus des dépenses déjà prévues.

<sup>xiii</sup> L'écart à la hausse s'explique principalement par le report de fonds non-dépensés en 2019-2020 et l'impact de la pandémie sur les activités de recrutement et de maintien en poste d'enseignants. Les fonds non dépensés ont fait l'objet d'une demande de report de fonds vers à l'exercice financier 2020-2021 pour répondre aux besoins de certaines instances provinciales et territoriales qui ont encouru des retards suite à la situation de la pandémie.

<sup>xiv</sup> Les contributions approuvées pour 2020-2021 représentent le financement reflété dans les plans stratégiques des trois ententes bilatérales.

<sup>xv</sup> La pandémie a eu une incidence sur les prévisions pour 2020-2021. PCH et le CMEC qui administre les programmes ont dû adapter la livraison des programmes Explore et Destination Clic, par exemple, les sessions en présentiel du printemps et de l'été des programmes Explore et Destination Clic 2020 ont dû être annulées. Cependant, certaines activités de planification et de préparation ont eu lieu pour ces séances et d'autres se sont poursuivies au courant de l'année afin d'assurer la continuité des programmes en 2021 et au-delà. Les dépenses réelles reflètent les contributions rajustées pour 2020-2021.

<sup>xvi</sup> L'écart à la baisse s'explique principalement par le fait qu'il y a eu, en raison de la pandémie, des reports d'activités à 2021-2022.

<sup>xvii</sup> L'ensemble de ces fonds supplémentaires ont été décaissés en 2018-2019.

<sup>xviii</sup> Les dépenses réelles ont été inférieures aux dépenses prévues en 2020-2021 en raison de la pandémie et des défis imprévus de la mise en œuvre d'un nouvel organisme national. Les investissements prévus sur cinq ans seront dépensés tel que prévu d'ici le 31 mars 2023.

<sup>xix</sup> L'écart de 568 647 \$ (6 %) est dû principalement aux dépenses inférieures à la prévision pour le Programme d'établissement en raison des fermetures prolongées causées par la pandémie.

<sup>xx</sup> L'écart entre les prévisions et les dépenses réelles est équivalent au montant non utilisé dans la réserve ministérielle.

<sup>xxi</sup> Les fonds de six projets comportant un volet de formation

linguistique en personne n'avaient pas été entièrement dépensés à la suite de l'annulation d'activités en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19. La sous-utilisation de ces fonds a été confirmée à la fin de l'automne 2020/ en janvier 2021. Une partie de ces fonds a été rapidement réaffectée à d'autres projets, et le reste a été remis au Trésor.

<sup>xxii</sup> L'écart entre les dépenses réelles de 2020-2021 et les dépenses prévues s'explique par le fait que certaines provinces et certains territoires ne sont pas prêts à mettre en œuvre le Régime malgré les efforts continus déployés par le Ministère. Les négociations et les progrès dépendent en grande partie des priorités et de la capacité des provinces. Le fonds ne sera entièrement engagé que lorsque toutes les administrations auront conclu des ententes. Le Fonds de la *Loi sur les contraventions* a été créé pour permettre au ministère de la Justice de respecter ses obligations légales existantes envers les contrevenants qui ont commis certaines infractions fédérales désignées comme contraventions au titre de la *Loi sur les contraventions*.

<sup>xxiii</sup> L'écart de 60 000 \$ s'explique par le fait que des fonds ont été mis de côté pour conclure des ententes de financement de soutien et de base au Nunavut et à l'Île-du-Prince-Édouard.

<sup>xxiv</sup> En raison de la pandémie, des partenaires des communautés ont demandé à remettre une partie de leurs travaux en 2021-2022, ce qui a entraîné le report de certains investissements

<sup>xxv</sup> Plusieurs projets qui soutenaient les communautés de langue officielle en situation minoritaire ont été modifiés en raison de la pandémie. Les efforts pour transférer les fonds non utilisés vers d'autres projets ont été freinés pour cette même raison et le début d'un projet a dû être reporté.

<sup>xxvi</sup> Diversification de l'économie de l'Ouest a depuis été scindé en deux entités : Développement économique Canada pour le Pacifique (PacifiCan) et Développement économique Canada pour les Prairies (PrairiesCan).

<sup>xxvii</sup> Les dépenses réelles ont dépassé le montant prévu pour l'exercice 2020-2021 en raison du report interne du financement de l'année 1 sur trois ans (2020-2021, 2021-2022, 2022-2023) en raison du retard du lancement initial du programme.

<sup>xxviii</sup> Certaines des dépenses prévues en matière de voyages et de publicité ont été annulée en raison de la pandémie.

<sup>xxix</sup> Les dépenses comprennent le renforcement de l'appui pour les services en français dans les territoires.

<sup>xxx</sup> Les dépenses comprennent le renforcement des capacités d'investissements stratégiques.

<sup>xxxi</sup> Les données les plus récentes sont celles de 2019-2020.